



CIAN

Conseil français des investisseurs en Afrique

Rapport 2009 20^e anniversaire Les entreprises françaises & l'Afrique

Hors-série

Le moniteur du
commerce
international LEMOCI.COM

Déc. 2008 - 25 euros



**Pour un partenariat durable
dans vos métiers**

www.tractaftric.fr



World Class Services in Africa





LE MOCI

Directeur de la publication et Directeur général

Vincent Lalu

RÉDACTION

Rédacteur en chef

Christine Gilguy

Conseiller de la rédaction

Georges Rambaldi

Réalisation

Michelle Benaim (secrétaire de rédaction)

Ont collaboré à ce numéro :

Bénédicte Châtel, Anne Guillaume-Gentil
(articles sur les perspectives et synthèses
de conjoncture par pays)

Conception graphique et maquette

amarena / www.amarena.fr

Impression

RAS

PUBLICITÉ

Directeur de la publicité

Pierre Bessière

Fabrication

Robin Loison

Commission paritaire.

Publication n° 0911 K 81051



ÉDITEUR Sedec SA

11, rue de Milan, 75009 Paris

Téléphone : 01 53 80 74 00

www.lemoci.com

CONSEIL FRANÇAIS DES INVESTISSEURS EN AFRIQUE



Conseil français des investisseurs en Afrique

45, rue de la Chaussée-d'Antin,

75009 Paris

Tél. : 01 45 62 55 76 -

Fax : 01 42 56 79 33

Courriel : relationcian@cian.asso.fr

Site : www.cian.asso.fr

Fondateur du rapport

Jean-Pierre Prouteau †

Rédacteurs du rapport

Paul Adoue

Anthony Bouthelier

André Creis

Comité de rédaction

Jacques Blanché

Alix Camus

Stephen Decam

Jean-Jacques Landrot

Jacques Manlay

Jean-Claude Napias

SOMMAIRE

5 Et l'Afrique dans cette crise ?
Éditorial par Gérard Pélisson, président du CIAN

Les perspectives de l'Afrique

6 Le continent africain offre un environnement plus moteur que jamais

10 La carte du climat africain en 2008

12 Entretien avec Alain Joyandet,
secrétaire d'État à la Coopération et de la Francophonie

16 2009, année de vérité pour la croissance africaine

18 Les obstacles non tarifaires aux échanges se réduisent

20 La course est lancée dans le pétrole, le gaz et l'uranium

22 Regain d'intérêt pour l'agriculture africaine

24 Concurrence : multiple, et non exclusivement asiatique

28 Les activités de private equity se développent

30 Tourisme, une nouvelle clientèle « éconologique » émerge

Analyse économique par zone et par pays

32 Les résultats 2008 de l'enquête CIAN

37 Afrique du Nord

42 Afrique de l'Ouest

54 Afrique centrale

64 Afrique australe

70 Afrique orientale & océan Indien

Les actions et projets du CIAN

72 Le CIAN, la France, l'Europe et le monde

77 Faire entendre sa voix à Bruxelles

78 Relation avec les États-Unis

80 La protection de l'environnement

82 Groupe de travail sur la prévention de la corruption

84 L'engagement des entreprises contre le sida

Copyright : toute reproduction, même partielle, des
textes et documents parus dans le présent numéro
est soumise à l'autorisation préalable de la rédaction.



Découvrez notre sens du confort

Tradition partagée de l'hospitalité, modernité des chambres et salles de réunion, fiabilité des connexions numériques, sécurité des biens et des personnes... les 114 hôtels Accor en Afrique allient le sens inné de l'accueil et tout le confort du XXI^{ème} siècle pour votre plus grande satisfaction.



114 HÔTELS DANS 24 PAYS D'AFRIQUE

accorhotels.com



Et l'Afrique dans cette crise ?

ÉDITORIAL



par Gérard Péliçon,
président du Conseil français
des investisseurs en Afrique
(CIAN)

Le XX^e siècle, dit-on, commence en 1914 et s'achève en novembre 1989 à la chute du mur de Berlin. Le XXI^e siècle pourrait bien commencer en octobre 2008 tant cette crise remet en cause les idées reçues et les modes de fonctionnement qui, surtout dans la seconde moitié du siècle précédent, ont conduit le monde.

La hausse des matières premières et du pétrole avait non seulement permis à l'Afrique d'enregistrer ces dernières années des taux de croissance de 6% mais elle donnait à ce continent un rôle important comme en témoigne l'afflux de puissants investisseurs d'Asie, d'Afrique du Sud, d'Amérique Latine. On disait déjà que ce XXI^e siècle pourrait être celui de l'Afrique et même la récente crise alimentaire était perçue, en raison des vastes espaces cultivables non encore exploités, comme pouvant à terme offrir une chance supplémentaire à ce continent.

La crise va affecter les ressources des pays dits du Nord qui seront moins généreux en aides publiques et moins demandeurs de pétrole et de minerais.

L'aide publique demeure nécessaire mais déjà contestée par de nombreux Africains qui ont constaté que « plus d'aides » ne signifiait pas « plus de développement » ; son rôle est devenu secondaire par rapport aux investissements des entreprises.

Il est significatif qu'à Evian, au début octobre 2008 à la World Policy Conference organisée par l'IFRI*, le Premier ministre du Kenya M. Raila Amolo Odinga n'a soufflé mot sur l'aide mais a exprimé son inquiétude sur le tarissement des flux commerciaux et d'investissements.

Il est évident que le continent sera momentanément touché par le resserrement des trésoreries et, pour certains pays, par la baisse du pétrole et des minerais. Cependant, les choix à long terme des investisseurs intervenus ces dernières années ne seront pas remis en cause ; la force de l'Afrique demeure sa jeunesse, ses espaces, ses forêts, ses fleuves, son sous-sol...

Son économie a moins été le champ des pratiques spéculatives qui, dans les grands pays du Nord, ont été à l'origine de la crise et, si la récente abondance de flux financiers a pu masquer des carences gouvernementales, la fin de l'euphorie peut accélérer une prise de conscience. Celle-ci, en contribuant à l'amélioration de l'environnement des affaires, consolidera l'intérêt des investisseurs pour ce continent.

L'action du CIAN pour plus de transparence et d'État de droit n'a jamais été justifiée de façon plus éclatante que par les événements actuels et nous souhaitons que les dirigeants africains comme ceux des pays dits du Nord en soient bien conscients.

(* Institut français des relations internationales.

Le continent africain offre un environnement plus moteur que jamais

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a enregistré un taux de croissance supérieur à 5% en moyenne annuelle, grâce à l'amélioration du cadre macro-économique et à la diminution des conflits, selon la Banque mondiale. Jusqu'à la crise bancaire et économique mondiale de l'automne 2008, l'Afrique a semblé récolter les fruits d'une évolution à la fois interne, continentale et mondiale.

Les programmes d'ajustements structurels ont, certes, contribué à la destructuration de filières économiques entières, notamment agricoles. Toutefois, ils ont permis d'assainir la plupart des économies sur le continent. Aujourd'hui, les membres du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique), tous responsables dans d'importantes entreprises françaises implantées en Afrique, n'évoquent plus, par exemple, les lourdeurs liées à un endettement international excessif. Suite aux programmes de réduction de dette PPTTE (Initiative pour les pays pauvres très endettés), IADM (Initiative d'allègement de la dette multi-

latérale) et autres, l'agence Standard & Poor's attribue même désormais des ratings de B voire B+ à des pays comme le Bénin, le Mali, Madagascar, le Burkina Faso, le Cameroun, le Mozambique, le Ghana, le Sénégal. Signe des temps, l'agence de notation a tenu, au début de l'année 2008, sa première conférence sur l'Afrique. Car les entreprises implantées en Afrique se portent bien : 10 à 14% de croissance du chiffre d'affaires d'AGS ou de CFAO sur les trois à quatre dernières années.

Bolloré affiche une croissance de ses activités allant jusqu'à 70% en Angola. Et que dire des pétroliers, comme Total. Le continent, notamment grâce à l'abondance de ses matières premières, minières et pétrolières, est devenu fréquentable et même incontournable pour un certain nombre d'investisseurs à travers le monde. Ses terres agricoles restant largement inexploitées, il représente aussi une réserve quasi intacte pour nourrir les consommateurs au-delà de ses frontières. Et puis les

forêts du bassin du Congo sont le deuxième poumon de la planète après l'Amazonie. Le marché naissant du carbone a donc de beaux jours devant lui.

Tout cela explique l'arrivée massive, ces deux à trois dernières années, de nouveaux opérateurs et investisseurs sur le continent africain. Ils sont asiatiques mais aussi américains (États-Unis, Canada). Loin de se sentir menacées par ces nouveaux arrivants, les entreprises françaises, du moins bon nombre d'entre elles,

elles trouvent l'opportunité de créer des alliances en bonne intelligence et dans une logique de « gagnant-gagnant » avec des entreprises occidentales, asiatiques et africaines. La volonté du Corporate Council on Africa (CCA) américain de se rapprocher du CIAN témoigne, à cet égard, de cette convergence d'intérêts.

Autre facteur majeur de dynamisme : les flux financiers de la diaspora africaine deviennent des éléments clés de certaines économies nationales. Ces flux dynamisent des secteurs comme la construction, l'immobilier, le secteur bancaire et les services en général. Il faut à cet égard signaler la montée en puissance des banques africaines cette année, ainsi que des bourses locales et régionales.

Assainissement financier, boom des matières premières, investissements de la diaspora : autant de facteurs qui ont donc permis à l'Afrique d'enregistrer des taux de croissance jamais vus jusqu'alors sur une telle durée, de +4 à +6% par an depuis au moins cinq ans. Le FMI anticipe 5,9% pour 2008, niveau certes toujours insuffisant pour combler le retard des économies et particulièrement faire face à l'immensité des besoins sociaux. Car l'inégale, voire l'inexistante répartition des fruits de cette croissance, ne permet toujours pas de donner du pouvoir d'achat à la très grande majori-

Le continent, grâce à l'abondance de ses matières premières, minières et pétrolières, est devenu incontournable

tirent une certaine fierté d'avoir « eu raison avant les autres ! » comme le souligne Alexandre Vilgrain, PDG de Somdiaa. Pour les sociétés françaises, cette antériorité et la connaissance de l'Afrique sont des atouts majeurs. Souvent implantées de longue date, elles sont d'ailleurs les premières à récolter les fruits d'un nouveau dynamisme économique, notamment dans les infrastructures et les services. Et avec la diversification des opé-

[Coup d'arrêt à la dynamique financière africaine]

Les marchés financiers africains subissent, comme les autres, la crise internationale. Ce qui marque un coup d'arrêt aux très belles performances de ces dernières années : en 2007, la capitalisation des marchés boursiers africains représentait

60% du PIB africain contre 20% seulement deux ans auparavant, selon le FMI. Et début 2008, ils s'étaient encore développés jusqu'au coup d'arrêt du deuxième semestre. L'indice Ai40 – sorte de CAC40 africain – a chuté de 40,5% entre le 1^{er} août

et le 3 octobre, selon Africa investor. La baisse depuis le début de l'année aura été de 28,6%. Les marchés de capitaux nigériens, égyptiens et kényans ont été particulièrement touchés, notamment par le retrait des fonds d'investissements et spéculatifs internationaux.



Intelligent systems start with Thales.

AEROSPACE & SPACE • DEFENCE • SECURITY

THALES

té des populations. Le potentiel de consommation y reste donc trop faible pour jouer son rôle de véritable moteur de la croissance.

Malgré tout, la croissance engendre, progressivement, l'émergence d'une bourgeoisie locale. Cela permet, par exemple, de créer de nouveaux produits, notamment dans l'hôtellerie africaine, dans les assurances, dans le transport aérien, dans les

finances, les services et le BTP. Des entreprises locales se structurent et deviennent des acteurs à part entière, comme le constate en matière de logistique un groupe comme Bolloré. Dans sa stratégie de groupe, Lafarge, implanté de longue date sur le continent, n'hésite pas à racheter des entreprises africaines. La CFIA (Compagnie française des ingrédients et adju-

vants) a mis les bouchées doubles afin d'adapter davantage ses produits aux céréales et aux utilisations locales. L'Afrique change. Ces perspectives de marchés nais-

sants, dynamiques, et cette relation intime avec l'Afrique incitent les chefs d'entreprises françaises à vouloir aller au-delà. Car beau-

coup reste à faire en terme de gouvernance, de lourdeurs administratives, de droit du travail, de sécurité juridique des contrats, de respect des normes et des règles notamment à l'égard de nouveaux acteurs. Les PME françaises qui souhaitent s'implanter, notamment en Afrique francophone, ressentent tout particulièrement ces difficultés.

Les changements dans la politique de coopération du gouvernement français ces dernières années et la réduction des missions économiques françaises en Afrique sont, à cet égard, de véritables sources d'inquiétude face à une concurrence sur le terrain qui s'intensifie. « Les Chinois peuvent devenir redoutables car eux ont conscience qu'il faut établir une liaison entre des politiques de coopération et le gain de marchés. Ils engagent ces politiques de coopération au moment où nous, nous avons tendance à nous dégager. Nous pouvons de moins en moins nous appuyer sur les outils bilatéraux. Quant aux outils multilatéraux, pour des PME françaises, ils demeurent très compliqués », souligne François Burgaud, de l'Adepta.

Au chapitre des incertitudes, reste aussi à savoir quel sera l'impact de la crise mondiale sur le continent. Le retournement de situation au second semestre 2008 et la récession économique dans les pays occidentaux

À moyen et long terme, les fondamentaux des matières premières exportées par l'Afrique demeurent très favorables

Le triple casse-tête dollar-euro-fret

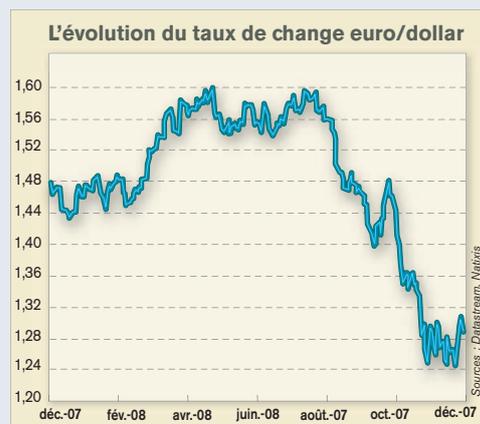
Difficile gestion pour les entreprises que celle des monnaies en 2008. Une année coupée en deux avec, schématiquement, un dollar faible face à l'euro au premier semestre, puis au second un rebond. Sans compter le facteur majeur du fret.

Ainsi, une entreprise française opérant en Afrique dans la zone CFA, et exportant à travers le monde, notamment en Asie, a-t-elle dû jongler.

Car le rôle du dollar, notamment du fait des pétrodollars, demeure majeur dans les transactions internationales avec l'Asie (la Chine mais aussi l'Inde) et tout le Moyen-Orient, même si le rôle de l'euro croît.

Dans les coûts de production d'entreprises françaises en zone CFA, ce n'est pas tant l'importation de biens facturés en dollars qui joue, que l'achat au niveau local de matériel importé et facturé en dollar. Par exemple, les filiales de distribution en Afrique du groupe américain Caterpillar, mais aussi du japonais Komatsu, figent leurs prix en dollar pour préserver leurs marges. Les gazoils et lubrifiants sont également assujettis aux soubresauts du billet vert. Mais les très fortes hausses de leurs prix début 2008 ont conduit les États, avec le feu vert des institutions de Bretton Woods, à ne pas répercuter, du moins intégralement, ces hausses à la pompe. Les entreprises en ont bénéficié.

À l'export, au premier semestre, les entreprises ont



souvent dû augmenter leurs prix puisqu'elles produisent en franc CFA et donc en euros, non seulement à cause de la parité euro/dollar, mais aussi en raison de la flambée du coût du fret. Une variable qui a changé en fin d'année, compte tenu du ralentissement de l'économie mondiale et de l'arrivée sur le marché de nouveaux bateaux. Le prix du fret a chuté d'environ 50%. Bien entendu, les entreprises en Afrique s'arbitrent sur les marchés à terme monétaires. Mais elles ne sont pas à l'abri des demandes d'importateurs notamment asiatiques, ayant passé commandes en début d'année et étant livrés ce qui perturbe les marchés.



vont, sans aucun doute, considérablement affecter son dynamisme.

Le prix du pétrole s'est effondré, ce qui devrait remettre en cause nombre de projets d'exploration et d'exploitation qui étaient très rentables avec un baril à 140 dollars. Il en est de même du cuivre, en chute libre depuis le mois d'août 2008, du coton, du sucre, du bois, etc. La chute de la production automobile mondiale aura un impact majeur sur l'acier, bien sûr, mais aussi sur le platine et de nombreux « petits métaux ». Le ralentissement de la formidable machine économique asiatique, chinoise notamment, grosse consommatrice de matières premières du continent

africain, risque de gripper l'élan économique qui s'amorçait bien sur le continent africain.

La baisse du pouvoir d'achat dans les pays occidentaux ne peut qu'être ressentie sur des marchés de niche à forte valeur ajoutée comme les produits bio, les cafés haut de gamme, le chocolat fin, les sucres spéciaux, les fleurs exotiques, les produits de contre-saison. Toutes ces nouvelles filières à l'exportation ont contribué, ces dernières années, au dynamisme économique africain.

Les flux financiers de la diaspora vers l'Afrique pourraient aussi être impactés, avec des conséquences sur l'immobilier et le BTP notamment. L'aide publique

bilatérale et multilatérale pourrait se ressentir aussi des restrictions budgétaires dans les pays occidentaux, mettant à mal nombre d'appels d'offres.

Toutefois, nombre d'analystes considèrent qu'à moyen et long terme, les fondamentaux des matières premières exportées par l'Afrique demeurent très favorables. L'Afrique, plus sûre d'elle-même, peut aussi construire sur son propre dynamisme conti-

mental, lui permettant de tirer partie d'une mondialisation encore partielle de son économie. La faiblesse d'hier peut devenir la force de demain. Sans oublier que la crise a des vertus : elle devrait assainir des marchés trop étroitement liés à des facteurs spéculatifs et donc peu favorables au développement à long terme du continent.

*Bénédicte Châtel et
Anne Guillaume-Gentil
(Agence Commodafrica)*

Ils l'ont dit

« Il y a 7 à 8 ans, nous étions dans un environnement beaucoup plus préservé mais beaucoup moins moteur. Aujourd'hui, l'environnement est infiniment plus ouvert mais aussi infiniment plus moteur. Il y a beaucoup plus de risques et d'opportunités. »

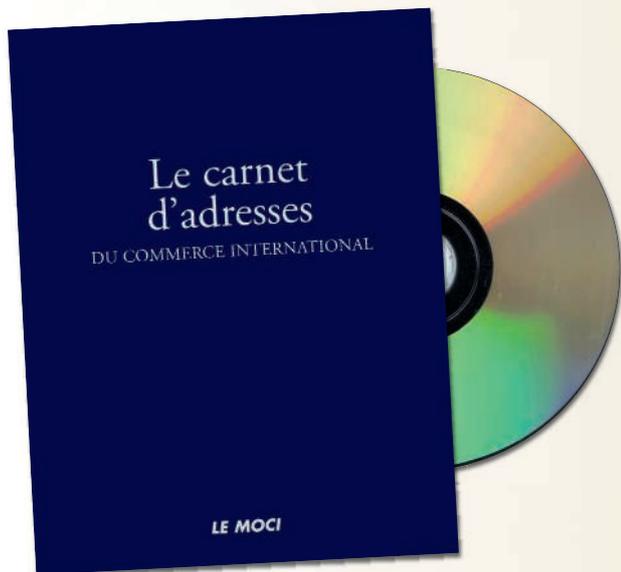
Dominique Lafont, directeur général de Bolloré Africa Logistics.

[Notation 2008 des pays africains]

Pays	Note	Pays	Note	Pays	Note
Afrique du Sud	A3	Guinée-Équatoriale	D	Sénégal	B
Algérie	A4	Kenya	C	Sierra Leone	D
Angola	C	Lesotho	B	Somalie	D
Bénin	B	Liberia	D	Soudan	D
Botswana	A2	Libye	C	Swaziland	A4
Burkina Faso	B	Madagascar	C	Tanzanie	B
Burundi	D	Malawi	D	Tchad	D
Cameroun	B	Mali	B	Togo	C
Cap-Vert	B	Maroc	A4	Tunisie	B
Congo	C	Maurice	A3	Zambie	C
Côte d'Ivoire	D	Mauritanie	C	Zimbabwe	D
Djibouti	C	Mozambique	B		
Égypte	B	Namibie	A3		
Érythrée	D	Niger	C		
Éthiopie	C	Nigeria	D		
Gabon	B	Ouganda	C		
Gambie	D	RD Congo	D		
Ghana	C	Rep. Centrafricaine	D		
Guinée Bissau	D	Rwanda	D		
Guinée Conakry	D	Sao Tomé et Príncipe	C		

Source : Coface





ÊTRE PRÉSENTS SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS AVEC

LE CARNET D'ADRESSES DU COMMERCE INTERNATIONAL

Joint un CDROM pour vous faciliter
l'accès aux données
Parce que nous savons que votre temps
est précieux en déplacement
comme au bureau

LE GUIDE ET SON CD
69€ TTC l'unité



CONFLITS TRANSFRONTALIERS

- ALGERIE**
Fermeture frontière avec le Maroc
- ANGOLA**
Cabinda
- CAMEROUN**
Presqu'île de Bakassi
- COMORES**
Ile d'Anjouan
- DJIBOUTI**
Incident frontalier avec l'Erythrée à Ras-Doumeira.
- ETHIOPIE**
Conflit aux frontières avec l'Erythrée et la Somalie
- ERYTHREE**
- Conflit frontalier avec l'Ethiopie
- Incidents très importants à la frontière avec Djibouti.
- KENYA**
Problèmes frontières Somalie et Soudan
- MALI**
Problèmes frontaliers Niger, Algérie et Guinée
- MAROC**
Tensions frontalières
- OUGANDA**
Conflit avec la RDC (lac Albert).



MANIFESTATIONS CONTRE LA VIE CHÈRE

- ALGERIE**
Emeutes
- BURKINA FASO**
Bobo Dioulasso, Banfora et Ouahigouya
- CAMEROUN**
Douala et Yaoundé
- COMORES**
Anjouan
- CONGO (Brazzaville)**
Pointe Noire
- COTE-D'IVOIRE**
Abidjan
- EGYPTE**
Emeutes



TROUBLES INTERNES OU INSÉCURITÉ

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> AFRIQUE DU SUD
Johannesburg, Le Cap ALGERIE
Insécurité partout BURUNDI
Combats entre forces du gouvernement et le PALIPEHUTU-FNL CAMEROUN
- Douala
- Nord du pays
- Villes côtières COTE D'IVOIRE
- Nord
- Dans l'Ouest, les villes de Duekoue, Guiglo
- District de Bondoukou ETHIOPIE
- Près frontière Somalie
- Dans sud, près frontière Kenya
- Attentats à Addis Abeba et dans d'autres villes
- Climat tendu partout | <ul style="list-style-type: none"> GAMBIE
Emeutes à Brikama GHANA
Affrontements dans le Nord GUINEE
Risque très fort ; émeutes GUINEE BISSAU
Complot, incidents, trafic drogue, tensions partout LESOTHO
Tensions LIBERIA
Criminalité et insécurité partout KENYA
Violences Nairobi, vallée du Rift, Mombassa, Nord et l'Est MALI
Insécurité dans le Nord MAURITANIE
Coup d'Etat militaire, attentats |
|---|---|

[Alain Joyandet, secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie]

« Nous allons réorganiser l'ensemble de nos services à l'étranger autour de l'ambassadeur »

Le Moci : Dans le cadre de la réforme de la politique française de coopération, l'Agence française de développement (AFD) devient l'outil principal d'action bilatérale. Comment pensez-vous rendre cet outil plus performant, notamment dans sa relation avec les entreprises privées ?

Alain Joyandet : L'AFD est le canal de mise en œuvre de l'initiative du Cap annoncée par le Président Sarkozy en février 2008 : l'idée était de continuer à développer l'activité accrue de Proparco, de proposer une dotation du fonds de garantie « Ariz » de 250 millions d'euros et la mise en place d'un fonds de participation « Kora » de 250 millions d'euros.

La réalisation de ces initiatives avance à grands pas : le capital de Proparco a été triplé avec l'entrée de nouveaux actionnaires privés ; une dizaine de projets ont été identifiés pour Kora, et 25 millions d'euros de garantie devraient être octroyés avant la fin de l'année dans le cadre du Fonds Ariz dont les procédures ont été assouplies et dont la diversification géographique est bien engagée.

Si, compte tenu des règles de l'aide publique au développement (APD), le bénéfice de cette initiative n'est pas strictement réservé aux entreprises françaises, celles-ci ont pleinement la possibilité d'en tirer profit. Par ailleurs, les entreprises françaises ont vocation à bénéficier



« L'AFD est le canal de mise en œuvre de l'initiative du Cap annoncée par le président Sarkozy en février 2008 »

des marchés financés par l'AFD. Les appels d'offres sont publiés sur DG Market, accessible depuis le site de l'AFD. J'ai demandé à ce qu'une procédure permettant une information sur les marchés financés soit mise en place très en amont du processus de décision. Je rappelle enfin que M. Anthony

Bouthelier, président délégué du CIAN, est membre du Conseil d'administration de l'AFD, ce qui lui donne les moyens d'influencer la politique de l'Agence.

Le Moci : L'AFD dispose d'un important réseau dans de nombreux pays. Pourra-t-il consti-

tuer un appui à la réflexion sur le secteur privé français et à sa promotion ?

Alain Joyandet : Oui, ce réseau peut constituer un appui pour les entreprises. Ses agents connaissent intimement les problématiques du terrain et l'évolution macroéconomique des pays. J'ai demandé que le meilleur accueil soit réservé aux entreprises françaises, ce qui, selon mes informations, est déjà le cas.

Le Moci : En termes de réorganisation du dispositif de coopération, comment sera représenté, entendu et appuyé le secteur privé, notamment avec la diminution envisagée du nombre des missions économiques ?

Alain Joyandet : Je souhaite engager avec M^{me} Lagarde une réflexion en vue de demander à l'AFD d'exercer certaines fonctions d'appui (conseil aux entreprises) pour le compte de la DGTPE dans les pays où il n'existe pas de mission économique.

Plus globalement, nous allons réorganiser l'ensemble de nos services à l'étranger autour de l'Ambassadeur. Il pourra avoir dans son giron, dans les postes où il n'y a pas de mission économique, un conseiller économique et des services aux entreprises. D'une manière générale, je trouve que nos services, à l'étranger, sont souvent un peu dispersés et pas assez coordon-

Performance
La création de valeur

Talent
Une dynamique
de développement
des savoir-faire

Ambition
Une forte volonté
de réussite

AGF Bénin
AGF Burkina
AGF Cameroun
AGF Centrafrique
AGF Côte d'Ivoire
AGF Madagascar
AGF Mali
AGF Togo
AGF Sénégal

Confiance
L'assurance de pouvoir
se fier à l'entreprise

Faire face avec vous

nés. Ce qui est certain, c'est qu'ils remplissent tous une mission utile, seulement faut-il un peu les réorganiser autour de priorités similaires. Nous tentons de conduire une réforme relativement forte avec le plus de rationalité possible et le plus d'organisation. À budget constant, grâce à cette réforme, on devrait parvenir à être plus efficace.

Le Moci : Parmi les 8 chantiers que vous avez ouverts, figure le triplement en 4 ans de la présence des volontaires internationaux en entreprises (VIE) en Afrique. N'est-ce pas un substitut, à moindre coût, à l'assistance technique française qui a été réduite à une peau de chagrin ces dernières années ?

Alain Joyandet : L'assistance technique française a, il est vrai, beaucoup diminué. Les volontaires n'ont pas vocation à remplacer les assistants techniques ; ils doivent en être complémentaires. En 2008, 2 500 volontaires sont en mission dans 108 pays (au titre de la loi de 2005 relative au volontariat pour la solidarité internationale). De fait, ils sont maintenant plus nombreux que les assistants techniques. Sur le terrain, j'ai constaté deux choses : une forte demande dans les pays aidés et un nombre très élevé d'offres de service non satisfaites. Aussi ai-je décidé de mettre l'accent sur l'accroissement du nombre de volontaires et l'élargissement des profils des candidats à la catégorie des seniors. Pour organiser cette dynamique, nous avons décidé de mettre en place une Agence du volontariat international. Ce



« La France s'engage à faciliter, sous certaines conditions, la délivrance d'un visa de court séjour à entrées multiples (...) aux hommes d'affaires »

sujet est important car il pose la question fondamentale de notre présence effective sur le terrain. La présence de Français œuvrant au quotidien aux côtés des Africains a diminué ces dernières années, du fait, le plus souvent, de conflits, à l'instar de la Côte-d'Ivoire. Cela a pour effet, outre l'appauvrissement d'une relation qui a des siècles d'histoire et qui est chargée de richesses, un risque d'une croissante incompréhension entre nos cultures. Cette présence « d'ambassadeurs de bonne volonté » français sur le continent vise à renouer les fils du dialogue, de la compréhension mutuelle.

Le Moci : L'Afrique connaît un renouveau de croissance mais les entreprises françaises semblent perdre du terrain face aux

nouveaux concurrents des pays émergents. Comment comptez-vous inciter les entreprises françaises à davantage investir en Afrique, notamment en Afrique anglophone ?

Alain Joyandet : Le dispositif du Cap (février 2008) est conçu pour aider les entreprises françaises à investir ; il vient s'ajouter aux produits gérés par Bercy, qui sont sans doute insuffisamment utilisés par les entreprises. Par ailleurs, l'action en faveur de l'amélioration de la gouvernance de la coopération française ou des coopérations multilatérales financées par la France sert les entreprises. Je voudrais citer notamment l'appui à l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique), organisation à laquelle

ont adhéré ou vont adhérer des pays qui ne sont pas des anciennes colonies françaises : je pense notamment à la Guinée-Bissau, au Cap-Vert et à la République démocratique du Congo (RDC). Je voudrais citer également l'appui aux douanes et aux administrations fiscales, et la formation à l'arbitrage international.

L'AFD peut intervenir dans toute l'Afrique ; elle est très présente dans des pays anglophones comme l'Afrique du Sud, le Kenya et le Ghana, et vient d'ouvrir une agence dans un pays certes difficile mais prometteur, le Nigeria.

Le Moci : Le secteur privé africain se heurte souvent à des problèmes de visa. Est-il concevable de créer une sorte de visa d'entrepreneur africain afin de faciliter leur déplacement et les renforcer ainsi dans leur dynamisme ?

Alain Joyandet : Dans le cadre des accords de gestion concertée des flux migratoires et de développement solidaire, la France s'engage à faciliter, sous certaines conditions, la délivrance d'un visa de court séjour à entrées multiples (visa de circulation) aux hommes d'affaires, commerçants, avocats... qui participent activement aux relations économiques et commerciales entre les pays signataires et la France. Par ailleurs, nos postes diplomatiques et consulaires peuvent conclure avec les chambres de commerce locales des accords de partenariat pour faciliter la circulation des personnes contribuant au dynamisme de la relation bilatérale.



En outre, avec le ministre de l'Immigration Brice Hortefeux, nous commençons à travailler sur ce que pourrait être un visa francophone afin de faciliter davantage la circulation des personnes.

Le Moci : Depuis quelques années, l'aide multilatérale a été privilégiée, notamment européenne. Cette orientation sera-t-elle maintenue ?

Alain Joyandet : Dans le Projet de Loi de Finances (PLF) 2009, la dotation du programme 2009 (solidarité avec les pays en voie de développement) est de 1 784,84 millions d'euros en AE (- 8% à structure constante), et de 1 850,54 millions d'euros en

crédits de paiement (+ 0,3%). La part du multilatéral continue à augmenter pour atteindre 67% du programme 2009. Les grands engagements multilatéraux de la France seront donc tenus. Avec une contribution au Fonds Européen de Développement (FED) de 852 millions d'euros en 2009 (contre 800 en 2008), la France est le premier contributeur de l'Union Européenne en matière d'aide au développement, devant l'Allemagne ou le Royaume-Uni. Avec une participation de 300 millions d'euros par an, elle reste aussi le second contributeur du Fonds Mondial Sida Tuberculose Paludisme après les États-Unis. Enfin, avec la taxe sur les billets d'avion (160 millions

Repères

Alain Joyandet, 55 ans, a démarré sa carrière comme journaliste. Il fonde ensuite la « Presse de Vesoul » puis « l'Hebdo de Besançon » et se lance dans l'édition avec la reprise du Groupe des éditions comtoises et dans la photogravure (Franche Comté-Impressions). Jusqu'à sa nomination au poste de secrétaire d'État en mars 2008, il était président directeur général de la Société nouvelle des éditions comtoises (SNEC). Parallèlement, il a été vice-président du Conseil général de la Haute-Marne de 1992 à 1995. Depuis 1995, il est maire de Vesoul. Il est élu sénateur RPR de la Haute-Saône de 1995 à 2002, avant d'être élu député de la première circonscription de la Haute-Saône lors des législatives de juin 2002. Il est réélu député en 2007. Il est membre du bureau politique de l'UMP.

d'euros non comptabilisés dans notre effort d'aide), elle est le premier contributeur d'UNITAID pour lutter contre le Sida.

La quotité du FED financée par la France va passer d'un peu

plus de 24% (9^e FED) à un peu plus de 19% (10^e FED), et nous allons retrouver des marges de manœuvre dès 2010.

*Propos recueillis par
B. Ch. et A. G.-G.*



Pépinière Mabrouka "une terre d'avance..."



Plants d'oliviers
Vitro plants
Plants fruitiers
Plants d'agrumes

« Investissez dans du concret, plantez des oliviers... »

**c'est avec passion et rigueur que nos équipes
s'efforcent à fournir des plants de qualité
pour des gens de qualité...**

Évolution des prix : 2009, année de vérité pour la croissance africaine

Le scénario de l'évolution des prix en 2008 aura été nettement coupé en deux actes : hausse vertigineuse pour un certain nombre de produits de première nécessité et l'énergie dans la première moitié de l'année, suivie d'une baisse tout aussi vertigineuse dans la deuxième moitié de l'année. Des évolutions brutales qui rendent d'autant plus difficile une analyse de l'impact de ces fluctuations à moyen terme mais qui pourraient être un test pour la solidité des fondamentaux de la croissance africaine.

Acte 1

Les « émeutes de la faim »

Le début de l'année 2008 a vu une accélération de la hausse simultanée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie. Cette hausse a frappé de plein fouet les pays africains, où l'équilibre alimentaire reposait sur des importations à bas prix, provoquant un peu partout de nombreuses « émeutes de la faim ». Les gouvernements ont d'abord pris des mesures d'urgence, qui ont consisté pour l'essentiel à abaisser les droits de douanes et taxes sur les produits alimentaires et le carburant et à augmenter les subventions pour ces biens, amortissant ainsi l'impact de la hausse des prix sur la population. Une première réponse, qui a eu un impact direct sur le budget des États et s'est accompagnée d'une prise de conscience de la nécessité de privilégier l'agriculture locale. La répercussion sur les entreprises est encore difficilement

mesurable. Cependant, suivant que les entreprises sont installées sur place ou non et produisent des biens pour le marché local ou non, les conséquences sont différentes.

Ainsi, le groupe Somdiaa a souffert de la baisse du pouvoir d'achat des Africains sur ses marchés, l'obligeant à être plus compétitif en augmentant les rendements. « D'autant plus qu'en 2006-07-08, l'Afrique a connu une grande sécheresse ; les productions de sucre ont donc diminué : notre groupe est passé de 210 000 t à 195 000 t ; les gens ont même diminué leurs salaires, d'eux-mêmes ! Ils sont coincés cette année », précise Alexandre Vilgrain, PDG de Somdiaa. Ajoutant : « La pluie semble être revenue à des niveaux normaux cette année, un peu partout. De plus, on constate un mouvement positif sur l'Afrique. Il y a de nouveaux investisseurs qui arrivent. Des projets se construisent. »

De même les minoteries locales ont été fortement touchées, d'une part par la hausse du prix du blé importé et, d'autre part, par la suspension dans plusieurs pays des droits et taxes à l'importation sur la farine, qui a permis l'arrivée de produits importés à moindre coût. Une situation aggravée par le secteur informel, notamment le négoce de farines en provenance du Nigeria.

En revanche, pour les farines européennes, et notamment pour les Grands Moulins de France, cela fut plutôt bénéfique. Ainsi certains meuniers ont été incités à incorporer des céréales

locales. « Le Nigeria incorpore jusqu'à 10% de cassava (manioc) à nos produits : cela se faisait ponctuellement, mais c'est désormais systématique » affirme Jacques Schil, président de la Compagnie française des ingrédients et adjuvants (CFIA).

L'année 2009 permettra aux opérateurs économiques de mesurer la solidité de la reprise que connaît l'Afrique depuis 3 ou 4 ans

Dans la distribution et les services, un groupe diversifié comme CFAO ne ressent pas pour l'instant la baisse du pouvoir d'achat. « On observe que le marché automobile n'est pas touché. Mais il se peut, et cela est fort probable, que des décisions d'investissement et d'achat soient reportées et l'on constatera un certain ralentissement sur ce marché-là », observe Alain Viry, président directeur général de CFAO. Cependant, cette possible contraction de la demande proviendra des entreprises et administrations, la clientèle des particuliers pour les véhicules neufs ou utilitaires en Afrique subsaharienne restant modeste (entre 15 et 25% de la clientèle). De même, il n'y a pas de changement de tendance dans la consommation de médicaments dont la croissance est à deux chiffres.

Acte 2

Ralentissement économique mondial et baisse des prix

La fin de l'année 2008 présente un autre visage. On observe une décélération des prix des matières premières depuis août, qui s'est accélérée en octobre. Et

surtout de nouvelles données entrent en scène : le fort ralentissement de l'économie mondiale et la crise financière, qui suscitent d'autres inquiétudes. L'Afrique sera, selon le FMI, le continent qui affichera la meilleure résistance à la crise

mondiale en 2008 et 2009.

« Je crois que l'année 2009 va être intéressante à observer car elle permettra aux opérateurs économiques de mesurer la solidité de la reprise que connaît l'Afrique depuis trois ou quatre ans, de faire la part des facteurs endogènes et exogènes de cette croissance et voir finalement dans quelle mesure la croissance autonome du continent africain peut se maintenir en 2009 », estime pour sa part Alain Viry. « Elle va être soumise à des vents contraires. Je suis assez serein sur le sujet. » Cette croissance dépendra de l'attitude du secteur financier, mais surtout la position des bailleurs de fonds et des organisations internationales sera une variable clé. « J'espère que les politiques garderont en tête, même s'il y a un moment difficile à passer pendant un an ou plus, que les sujets de fonds sur le continent africain demeurent et il ne faut surtout pas abandonner les efforts qui ont été faits pour l'Afrique », souligne encore le PDG de CFAO.

B. Ch. et A.G.-G.

Connexion directe

Et si énergies nouvelles et énergies fossiles
étaient en fait complémentaires ?



Pour répondre à la demande croissante en énergie et préparer l'avenir, Total contribue à l'essor des énergies nouvelles, complémentaires des énergies fossiles. Une des priorités est le développement de l'énergie solaire. Présent depuis plus de 25 ans dans la filière photovoltaïque, Total intervient sur une grande partie de la chaîne industrielle avec ses filiales Tenesol (fabrication de panneaux solaires, conception de systèmes) et Photovoltech (fabrication de cellules). Total investira 45 millions d'euros d'ici 2009 pour augmenter la capacité de production de Photovoltech. www.total.com

L'énergie est notre avenir, économisons-la !

Pour vous, notre énergie est inépuisable.



TOTAL

Accès aux marchés : les obstacles non tarifaires aux échanges se réduisent

« Globalement, on sent une évolution favorable. » Ce constat général dressé par Alain Taieb, président directeur général de l'entreprise de déménagement AGS présente dans 45 pays du continent, est partagé par un grand nombre d'investisseurs français en Afrique : on travaille aujourd'hui mieux en Afrique.

Outre la réglementation et la façon d'appliquer celle-ci au quotidien, sans oublier une relative amélioration des infrastructures en général, les entreprises fonctionnent plus sereinement sur le continent car il y a plus d'aisance financière pour certains États en raison notamment de la hausse des prix des matières premières. « Dans un certain nombre de pays, nous ressentons cette aisance qui donne une plus grande flexibilité dans la réalisation de contrats, avec moins d'angoisse et d'inquiétudes de paiement, exemple le Ghana, la Zambie, la RD du Congo, etc. », précise Alain Taieb.

Toutefois, le propos est nuancé. Et sur les pressions administratives, bureaucratiques et fiscales, les avis divergent considérablement. Alexandre Vilgrain, PDG de Somdiaa, considère la question du contrôle fiscal comme un discours récurrent de nombre d'entreprises françaises mais, pour sa part, « il n'y a pas de problème particulier. On peut contester en Afrique comme ailleurs ». En revanche, Alain Taieb considère qu'elles demeurent des difficultés majeures même si on ne peut généraliser à l'échelle d'un continent et même d'une région. La Côte-d'Ivoire, par exemple, est « un pays qui s'est amélioré : on arrive mieux à y travailler. Un certain nombre d'indicateurs sont au vert et nous sommes globalement satisfaits », note l'opérateur. Un avis, il le sait, qui n'est pas partagé par tous : des pratiques « déstabilisantes » et du racket fiscal seraient encore malheureusement répandus.

À l'autre bout de l'échelle, le Congo Brazzaville, où il serait toujours particulièrement difficile de travailler. Comme au Soudan, par exemple, ou encore en Tanzanie où se constatent « de graves et permanentes difficultés ». Ceci n'implique pas pour autant la volonté des entreprises de se retirer de ces pays. « L'entrepreneur résiste et se bat mais à un moment donné, sans honte, il peut lever son joker », poursuit Alain Taieb. La République démocratique du Congo, en revanche, récolte des échos plus favorables.

En termes d'infrastructures, notamment portuaires, la situation s'améliore depuis deux à trois ans mais, là encore, de façon inégale. Avec 5 à 6% de croissance, les infrastructures de certains pays ne sont pas toujours suffisantes pour faire face aux augmentations des trafics. Sur certains ports africains, le rapport est de 1 à 6 ou 7 face à leurs homologues asiatiques : lorsqu'il

Durée moyenne, estimative*, des délais de dédouanement par grands ports d'Afrique subsaharienne

Ports	Nombre de jours
Dakar	7
Abidjan	7
Lagos	30
Douala	10 à 21
Luanda	14
Maputo	4 à 5
Beira	7
Mombassa	12
Dar es-Salaam	10

* Ces délais ne sont que des ordres de grandeur fournis par des opérateurs locaux au vu de leur expérience et ne sont en aucun cas des données statistiques et a fortiori réglementaires. En outre, ces délais peuvent varier considérablement en fonction de nombreux facteurs locaux.

faut deux jours pour sortir un conteneur en Asie, il en faut parfois 14 en Afrique. Les ports de Dakar et, bien sûr, d'Afrique du Sud fonctionnent bien. Mais il n'en est pas de même à Lagos, Luanda ou encore Mombassa. Les événements au Kenya cette année n'ont, bien évidemment, rien facilité à Mombassa.

À noter, souligne le chef d'entreprise, des améliorations en matière de lutte contre la corruption lors des dédouanements portuaires ou encore de contrôles routiers intempestifs : « Il y a eu des actions volontaristes de certains gouvernements, souligne-t-il. Le franchissement de douanes entre pays africains n'est pas plus compliqué que d'aller de France en Espagne avant l'Europe. » « Sans oublier, note Dominique Lafont, directeur de Bolloré Africa logistics, que les technologies de l'information fonctionnent aujourd'hui beaucoup mieux. »

[L'Afrique réformatrice]

Sur ces cinq dernières années, l'Afrique subsaharienne n'avait jamais entrepris autant de réformes dans autant de pays qu'en 2007-08, relèvent les auteurs du rapport Doing Business 2009 de la Banque mondiale paru en octobre dernier. Vingt-huit pays ont mis en œuvre 58 réformes, deux pays ouest-africains – le Sénégal et le Burkina Faso – « ouvrant la voie ». Certes, ceci ne rend pas le continent idyllique. Loin de là.

L'Afrique subsaharienne demeure bonne dernière parmi l'ensemble des régions du monde pour la facilité à y faire des affaires : le classement moyen des pays au sud du Sahara s'établit au 138^e rang sur 181. Toutefois, pour la première fois, quatre pays africains figurent parmi les 10 premiers réformateurs au monde en 2007-2008 dans le Rapport de la Banque mondiale : le Sénégal, le Burkina Faso, le Botswana et l'Égypte.

Selon ce Rapport, le champion mondial de la réforme de l'exécution des contrats en 2007-2008 a été... le Mozambique. S'agissant du commerce transfrontalier, c'est au Sénégal que revient la palme et pour l'embauche des travailleurs : le Burkina Faso. Les auteurs notent aussi que les réformes se multiplient dans trois pays sortant de conflits : le Liberia, le Rwanda et la Sierra Leone.



Les contrôles fiscaux en Afrique



Mines : la course est lancée dans le pétrole, le gaz, et l'uranium

Flambée des prix, épuisement des réserves, préoccupations écologiques... autant d'éléments qui renforcent l'attrait de l'Afrique. Chinois, Indiens, Brésiliens, Américains et Européens se positionnent sur le continent. Les deux entreprises françaises, Total et Areva, conservent leur leadership et renforcent même leur présence. Mais l'environnement s'est modifié et de nouvelles stratégies se dessinent.

Qu'il soit à un pic de 147,27 dollars comme au 11 juillet dernier ou proche des 60 dollars fin octobre, on a rarement senti autant qu'en 2008 combien le pétrole jouait un rôle pivot et politique sur la scène mondiale. Et avec lui, l'Afrique. Le continent représente aujourd'hui environ 10% de la production mondiale. Pour le géant français Total, l'Afrique avec plus de 800 000 barils équivalent pétrole par jour en 2007 (en hausse de 10% par rapport à 2006) est sa première zone de production, représentant environ 35% de sa production totale. Ce chiffre, avec les développements en cours et à venir, pourrait atteindre 40% dans les cinq prochaines années, souligne Bruno Ribeyron-Montmartin, secrétaire général de la direction Afrique Exploration & Production de Total. Cette année a vu la mise en production du champ de Moho-Bilondo au Congo, le lan-

cement du projet d'Usan au Nigeria, mais aussi la poursuite de l'exploitation de champs matures avec le redéveloppement de celui d'Anguille au Gabon.

Et sur le secteur pétrolier peut-être plus que tout autre, le partenariat international est une carte majeure et 2008 l'a confirmé. Ainsi, le groupe français a cédé 40% de son permis dans le bassin de Taoudenni en Mauritanie à la compagnie nationale algérienne Sonatrach (20%) et à Qatar Petroleum International (20%). Un premier pas qui devrait être suivi d'autres.

Quant aux partenariats avec les Chinois et les Indiens, très en vogue ces derniers mois, Bruno Ribeyron-Montmartin déclare qu'« il ne faut pas [les] voir comme des ennemis. Ce sont des concurrents mais aussi des partenaires. Ils ont donc des inconvénients mais aussi des avantages ».

Changement de donne aussi dans le nucléaire avec la reprise des programmes nucléaires civils depuis environ trois ans. Plus d'une trentaine de réacteurs nucléaires sont en construction dans le monde. Alimenter cette future demande conduit à une accélération des recherches. Et la forte hausse du prix de l'uranium encourage les compagnies à la prospection et/ou à revisiter des anciens gisements. En Afrique, où existe un

important potentiel, plusieurs projets sont lancés et la France fait face à une vive concurrence. Ainsi, l'australien Paladin Energy, a investi 200 millions de dollars pour le développement du site de Kayelekera au Malawi. Autre firme basée à Perth, Equinox Minerals a mis 762 millions de dollars dans le projet Lumwana en Zambie, initialement exploité pour le cuivre ; le canadien Denison Mines devrait voir le site de Kariba entrer en production en 2010.

Des projets, restés dans les cartons durant de nombreuses années, sont relancés grâce à l'appréciation du prix de l'uranium

Le français Areva a aussi, en 2008, consolidé ses positions en menant à bien les négociations au Niger pour l'exploitation du gisement d'Imouraren, la plus grande mine à ciel ouvert d'Afrique de l'Ouest, et en République centrafricaine (RCA) pour celui de Bakouma où la roche comprend de l'uranium avec du phosphate. Des projets restés dans les cartons durant de nombreuses années et relancés grâce à l'appréciation du prix de l'uranium. En 2009, démarrera la production de la mine de Thekkopije en Namibie.

Cependant, au Niger, Areva a perdu son monopole de fait et a du renégocier à la hausse le prix du kilo d'uranium. Niamey commercialise désormais une partie

de la production directement sur le marché et plusieurs permis de recherche ont été attribués à une vingtaine de sociétés de nationalités diverses, tandis que la filiale de la société publique chinoise China National Nuclear Corporation (CNNC), Sino-Uranium, a obtenu fin 2007 le permis d'exploitation du gisement d'Azelik. « Pour le Niger, qui n'a pour l'instant pas d'autres ressources minérales importantes, c'est normal qu'il mette en concurrence le développement de son important territoire minier. Au

Canada, il y a 400 à 500 juniors qui se sont installées dans le bassin d'Athabasca. Il n'y a pas de raison que le Niger ne fasse pas de même », souligne Yves Dufour, porte-parole des activités minières d'Areva et directeur des activités sociétales. Plus qu'une accentuation de la concurrence, Yves Dufour met en avant un phénomène nouveau en Afrique, l'envahissement des « juniors », principalement nord-américaines. Avec l'inconvénient que leur finalité n'est pas obligatoirement l'exploitation mais surtout de réaliser des leviers financiers en Bourse.

Avec les développements en cours, la part du continent africain dans la production d'uranium d'Areva devrait passer à environ 50%, contre 41% actuellement.

SERVICES AUX ENTREPRISES

COMPTES

ASSURANCES

MONETIQUE

MULTIMEDIA

EPARGNE

PRETS

TRANSFERT ET CHANGE



Pour tous vos rêves, il y a un produit BOA



**BANK
OF
AFRICA**

GRUPE BANK OF AFRICA

*La force d'un groupe
La proximité d'un partenaire*

Produits agricoles : le regain d'intérêt pour l'agriculture africaine bouscule les positions acquises

« L'augmentation des prix des matières premières et les émeutes de la faim ont mis des pays africains dans des situations politiques absolument impossibles. Il y a alors eu une prise de conscience », observe Alexandre Vilgrain, PDG du groupe Somdiaa. Le décor est planté.

Mal-aimée des bailleurs de fonds internationaux qui n'ont cessé de rogner les financements qu'ils lui accordaient, l'agriculture africaine a, depuis peu, retrouvé quelques lettres de noblesse. « Cela fait des années que nous avons des projets sur le maïs au Congo, au Cameroun, et cela fait dix ans qu'on ne trouve pas d'investisseurs. Tout d'un coup, on nous dit : c'est ça qu'il faut faire. Alors, nous montons des projets au Cameroun, au Gabon, au Burkina, au Congo », précise Alexandre Vilgrain.

Face à la flambée des prix, les gouvernements africains ont effectivement réagi et les bailleurs ont remis l'agriculture en très bonne place sur leurs agendas. L'Agence française de développement (AFD) regarde comment

préfinancer les achats de semences et a signé une convention de financement, en juillet 2008, avec l'Afex, association africaine d'agro-exportation, créée il y a six ans avec l'appui de l'Association pour le Développement des Échanges Internationaux de Produits et Techniques Agro-Alimentaires (Adepta). « Il me semble que nous aurons un peu plus d'écoute maintenant, notamment pour développer des filières et des secteurs d'activité à partir du secteur privé, avec l'appui du secteur public français », note Caroline Thulliez, responsable Afrique de l'Adepta.

On reparle de filières, d'autonomie alimentaire, de subventions agricoles, de prix administrés, voire de protectionnisme. Du jamais entendu depuis bien des années. À cela, s'ajoute l'arrivée de nouveaux acteurs – chinois, indiens, américains, brésiliens ou canadiens – voire des fonds de pension. Tout cela oblige les opérateurs français à se positionner ou se repositionner.

La Compagnie française des

ingrédients et adjuvants (CFIA), filiale des Grands Moulins de Paris, en est un exemple. « La transformation en cours de l'agriculture en Afrique l'incite à élargir sa gamme de produits », commente son président, Jacques Schil. Ce constat l'a conduit à étudier les composantes des nouilles chinoises instantanées qui font fureur au Nigeria et réétudier le marché des farines en Côte d'Ivoire et

On reparle de filières, d'autonomie alimentaire, de subventions agricoles, de prix administrés, voire de protectionnisme

au Cameroun pour mieux adapter ses produits.

À quelques exceptions près, entreprises et organismes français peinent à répondre aux nouveaux défis posés à l'agriculture africaine. De nombreux fruits, légumineuses, racines ou céréales locales sont mal connus des organismes tricolores alors que les Africains les utilisent davantage. « Un céréalier français ne connaît pas le maïs blanc, contrairement aux Canadiens », admet François Burgaud, vice-président de l'Adepta et res-

L'agriculture et l'échec à l'OMC

Pour Pierre Arnaud, vice-président de la Compagnie fruitière, « L'OMC n'est pas le lieu approprié pour discuter de l'agriculture en général et de l'agriculture africaine en particulier. On ne peut pas comprendre que les objectifs de l'OMC soient, quoi qu'il arrive et sans prendre en compte des situations particulières, d'abaisser les droits de douane et de supprimer les subventions pour les produits agricoles. »

Une des raisons, lui semble-t-il, de l'échec de la mini-ministérielle de juillet 2008 est que « le directeur général de l'OMC et également les États membres n'aient pas demandé de suspendre momentanément les négociations pour mieux étudier la nouvelle situation qui prévaut dans le monde agricole depuis quelques mois ».



ponsable auprès du Groupement national interprofessionnel des semences et plantes (GNIS) et de l'African Trade Seed Association. D'où ce dilemme : « Si vous aidez l'Afrique à développer sa céréaliculture, vous perdez un débouché pour les céréales françaises. Si vous ne le faites pas, vous risquez de perdre un marché face à un concurrent. »

Et c'est un fait : les semences de blé utilisées au Mali viennent... d'Uruguay, pays à la même latitude. De même, la position de la France sur les Organismes génétiquement modifiés (OGM) a poussé bon nombre de pays africains d'Afrique de l'Ouest dans les bras des États-Unis qui

ne demandaient qu'à les aider sur les questions de biotechnologie et d'application du Protocole de Carthagène. « La France est signataire de ce Protocole et dit ne pas être à l'aise pour travailler sur les OGM. En revanche, les États-Unis qui, eux, n'ont pas signé ce

Protocole, jugé trop contraignant, ont répondu à la demande des Africains. Il y a deux ans, un grand sommet sur les biotechnologies était organisé à Ouagadougou par les États-Unis. Un projet a été lancé au niveau de la Cedeao. Résultat : les États-Unis, qui faisaient 0%

de semences en Afrique de l'Ouest, commencent à s'implanter», regrette François Burgaud.

Globalement, ce regain d'intérêt et la hausse des prix des produits africains exportés ne signi-

ventionner des produits de consommation courante afin d'apaiser les tensions sociales, surtout en milieu urbain.

Et pour l'heure, le paysan n'a guère bénéficié de la flambée des cours des matières pre-

« Si vous aidez l'Afrique à développer sa céréaliculture, vous perdez un débouché pour les céréales françaises. Si vous ne le faites pas, vous risquez de perdre un marché »

fient toutefois pas que « les moyens des États pour investir dans le secteur agricole sont en augmentation », précise François Burgaud. Une grande majorité des gouvernements africains sont, en effet, déjà contraints de mobiliser d'importantes ressources pour sub-

stances exportées. Pour Caroline Thulliez, on ne peut toujours pas « parler du renouveau de l'agriculteur africain. D'ailleurs, les achats d'équipement ou de semences n'ont pas augmenté ».



Le groupe **Ascoma** et l'ensemble de ses collaborateurs vous présentent leurs meilleurs voeux pour 2009



Courtage d'assurances et de Réassurance

www.ascoma.com

Concurrence : multiple, et non exclusivement asiatique

La montée en puissance en Afrique de nouveaux partenaires commerciaux et financiers est désormais un fait bien acquis. Selon François Burgaud, vice-président de l'Adepta et membre de l'Association africaine du commerce des semences (Afsta), « les entreprises occidentales qui ont commencé à dire qu'elles avaient raté un marché à cause des Chinois, c'était en 2007 ».

Néanmoins, l'envolée fulgurante des prix des matières premières en 2007-2008, la volonté de la Chine de réduire sa propre surchauffe et la crise financière mondiale auront, sans doute, des répercussions sur les échanges entre l'Afrique et Pékin et peut-être avec d'autres partenaires. En revanche, il est difficile d'apprécier l'impact que cela aura sur les investissements.

Il reste que la concurrence est là et demeurera. « Au début, rap-

pelle François Burgaud, la Chine est arrivée en Afrique avec essentiellement des produits de petit commerce : ils ont commencé par livrer les commerçants libanais. Lorsqu'ils ont eu une bonne connaissance des marchés, ils se sont installés. Puis, ils sont montés en puissance. Mais c'est tout. » La présence de ces nouveaux acteurs ne se retrouve pas sur tous les segments économiques : « peu sur le ciment », note Franck Phelip du groupe Lafarge ; « beaucoup sur les gros équipements agro-industriels mais peu sur les petits », précise François Burgaud, « ni sur le matériel du froid, d'aviation, ni sur l'équipement et l'industrie laitière ». « Mais ils peuvent arriver », s'empresse-t-il d'ajouter.

Si le débat se focalise encore largement sur les opérateurs chinois et dans une moindre mesure, les

Indiens, des entreprises d'autres origines sont déjà très implantées, comme les Coréens dans les deux Congo, les Brésiliens dans les pays lusophones, les Malais dans le pétrole. Dominique Lafont, directeur général de Bolloré Africa Logistics, rappelle la forte présence de Dubai Port, d'ICTS des Philippines, mais aussi du Canadien Canair dans le domaine ferroviaire ou encore du Sud-Africain Sheltam. Sans négliger la montée en puissance d'opé-

La présence sur le continent africain des acteurs chinois ne se retrouve pas sur tous les segments économiques

rateurs locaux, une concurrence locale « qui n'est pas à négliger » aussi dans le transport et la logistique, convient Dominique Lafont.

« Aujourd'hui, nous ne disons pas : les acteurs chinois et indiens nous font revoir notre stratégie, explique Franck Phelip. Nous disons : nos concurrents ne se

[L'Inde mise sur l'Afrique à long terme]

Le premier sommet Afrique-Inde s'est tenu en avril 2008 à New Delhi. Le Premier ministre Manmohan Singh a annoncé l'accès préférentiel au marché indien à 34 pays africains sur 94% de ses lignes tarifaires commerciales, comprenant : coton, cacao, minerais d'aluminium et de cuivre, noix de cajou, canne à sucre, prêt-à-porter, filets de poisson ou encore diamants non industriels. Notons que ces

quatre dernières années, le commerce entre l'Inde et l'Afrique a progressé de 285%, à 25 milliards de dollars. Entre 2003-04 et 2008-09, l'Inde a accordé des lignes de crédit à l'Afrique pour 2,15 milliards de dollars. Une enveloppe qui sera doublée, a déclaré Manmohan Singh, ces cinq prochaines années, à 5,4 milliards de dollars et profitera surtout au « développement de l'infrastructure dans les

domaines des chemins de fer, des technologies de l'information, de la télécommunication, de la production de l'électricité et de la connectivité physique». En outre, sur cette période, l'Inde fera grimper son aide au développement de plus de 500 millions de dollars, en misant sur la recherche et l'enseignement en Afrique. Le nombre de bourses pour que des étudiants africains viennent en Inde sera multiplié par deux.

BRUSSELS AIRLINES, LE SPECIALISTE DE L'AFRIQUE



Avec plus de 45 vols par semaine, personne ne relie l'Afrique et l'Europe aussi bien que Brussels Airlines. Nos excellentes connexions via Bruxelles, vous ouvrent l'accès à plus de 100 destinations dans le monde. Toujours avec le meilleur rapport qualité/prix.

limitent pas à nos concurrents habituels européens ou américains. Il y a de nouveaux acteurs qui se développent, qui pourront être chinois ou indiens. Pour le moment, les Indiens présents en Afrique sont essentiellement mono-pays, ou sur deux ou trois. Mais il y en a d'autres : le groupe nigérian Dangote, 67^e fortune mondiale, investit maintenant dans le ciment. C'est un acteur local sur lequel il faudra compter. » Lafarge a d'ailleurs racheté le groupe égyptien Orascom qui constituait « une véritable menace » sur ses marchés traditionnels. Cela ouvre des opportunités en Afrique du Nord au cimentier français qui enregistre par ailleurs une progression moyenne de 10% de son chiffre d'affaires en Afrique ces dernières années. Face à cela, les réactions des entreprises françaises divergent. Pour

Franck Phelip, il y a certes des prises de marché par des Chinois, des Malais ou des Indiens, mais surtout leur présence suscite une « évolution du jeu concurrentiel » qui peut être favorable à l'économie nationale et aux entreprises

pas « cette poussée de la présence chinoise comme une concurrence négative. »

En revanche Alain Taieb, président du groupe de déménagement AGS, considère la présence chinoise en Afrique comme

Il ne faut pas tant raisonner en termes de parts de marché qui, effectivement, baissent dans de nombreux cas, mais en termes de chiffres d'affaires et de taux de croissance

implantées en général. En outre, l'attrait qu'exerce l'Afrique sur de nouveaux pays et investisseurs alimente sa croissance et dynamisme l'économie locale. Aussi Alexandre Vilgrain, P.d.g de SOMDIAA, invite-t-il les entreprises françaises à ne pas tant raisonner en termes de parts de marché qui, effectivement baissent dans de nombreux cas, mais en termes de chiffres d'affaires et de taux de croissance. Il ne vit donc

« un véritable problème », tout en précisant qu'il ne subit pas leur concurrence dans son secteur d'activité. « Lorsqu'une entreprise française, anglaise ou américaine gagne un marché, elle génère un certain nombre de flux parallèles qui profitent à l'économie de ces pays et qui profitent aux entreprises qui l'accompagnent. Chaque fois que la Chine gagne un contrat, autour il n'y a pas grand-chose à distribuer. »

Chine-Afrique : quelques chiffres

35 : le nombre de pays où la Chine est impliquée dans des projets d'infrastructure.

65,9 milliards de dollars : les échanges Chine-Afrique en 2007 (+31%).

4,5 milliards de dollars : les investissements chinois dans les infrastructures africaines en 2007 (\$ 7 md en 2006, Année de l'Afrique en Chine), dont 70% sont allés au Nigeria, en Angola, au Soudan et en Éthiopie.

238 millions de dollars : l'excédent commercial Chine-Nigeria, en faveur du Nigeria, de janvier à mai 2008, sur un total d'échanges de 472 millions de dollars.

3,3 milliards de dollars : valeur des 10 projets hydroélectriques de la Chine en Afrique à fin 2007.

4 milliards de dollars : les investissements ferroviaires chinois en Afrique.

3 milliards de dollars : la vente d'équipements NTIC chinois à l'Afrique entre 2001 et 2007.

700 millions de dollars : l'implication de la Chine dans les routes et l'eau en Afrique.

22 milliards de dollars : les importations chinoises en matières premières africaines en 2006, dont 80% en pétrole.

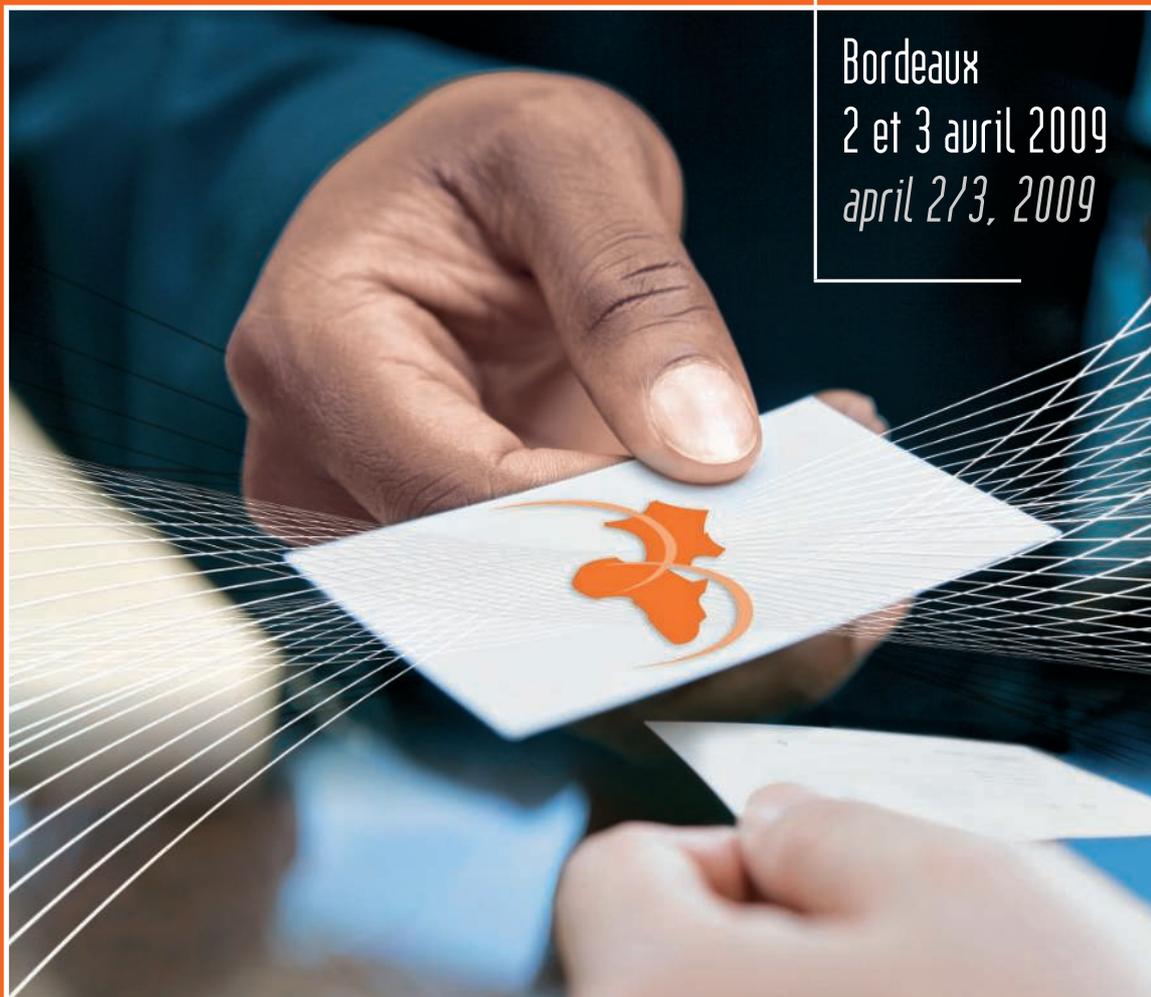
30%, 80%, 40% : les parts de l'Afrique dans les importations chinoises de pétrole, cobalt et manganèse respectivement en 2006.

10 milliards de dollars : les investissements chinois dans le secteur pétrolier africain ces dernières années, contre 168 milliards de dollars mis par les entreprises occidentales.

Sources : Rapport «Building Bridges : China's growing roles as infrastructure financier for Sub-Saharan Africa», Banque mondiale, 10 juillet 2008

1^{ER} RENDEZ-VOUS D'AFFAIRES AFRIQUE/FRANCE

1ST BUSINESS MEETINGS AFRICA/FRANCE



AFRICA FRANCE BUSINESS MEETINGS est une initiative de la Chambre de Commerce et d'industrie de Bordeaux. Ces premières rencontres d'affaires sont un événement sans précédent qui réunira 200 entrepreneurs français et africains de premier plan.

Pour les entreprises africaines, c'est un tremplin ouvert pour promouvoir activement en Europe des savoir-faire multiples et trouver de nouvelles sources de business.

Pour les entreprises françaises, c'est une formidable opportunité de construire ou consolider leur réseau professionnel avec des entreprises africaines performantes et prometteuses venues de tout le continent.

Plus d'informations sur
www.africa-france-business.com

**AFRICA
FRANCE
business
meetings**



L'Afrique qui gagne est à Bordeaux

UN ÉVÈNEMENT



EN PARTENARIAT AVEC



NOS PARTENAIRES PRESSE



JEUNE AFRIQUE

THE AFRICA REPORT

Investissements : les activités de private equity se développent

L'Afrique capte aujourd'hui environ 7% des fonds levés pour les pays émergents. C'est peu, mais de plus en plus d'entreprises africaines ont recours aux fonds de *private equity*.

L'activité de *private equity*, ou capital investissement, existe depuis une dizaine d'années en Afrique. Aujourd'hui, on assiste, comme partout dans le monde, à une accélération du mouvement. Un fait tangible est le nombre de membres de la jeune Association africaine de capital investissement (AVCA) : créée fin 2001, elle regroupe aujourd'hui une centaine de membres gérant plus de 5 milliards d'euros.

« Bien sûr le développement du *private equity* a démarré dans les pays plus matures que les autres,

les pays d'Afrique du Nord, l'Afrique du Sud qui est un très gros acteur, et le Nigeria. Mais cela commence à se généraliser, il y a des opérations *private equity* qui se font dans la presque-totalité des pays africains », affirme Aziz Mebarek, directeur associé de Tuninvest. Et une des dernières opérations approuvées par ce dernier illustre ce mouvement : la première banque non islamique au sud Soudan en partenariat avec Exim Bank de Tanzanie.

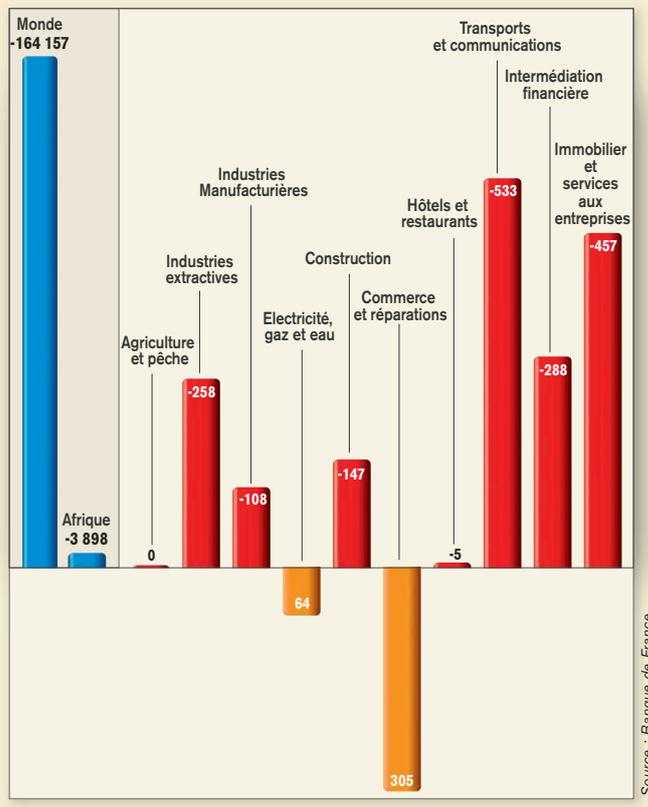
Infrastructures, partenariats public-privé (PPP), grands groupes de télécommunications ou autres... sont les cibles des fonds de *private equity*. Peu sont présents sur le segment de la PME.

« Il a toujours été le parent pauvre du *private equity*. Ce n'est pas spécifique à l'Afrique », souligne Aziz Mebarek. Avec le britannique Aureos, Tuninvest fait partie des rares acteurs sur cette catégorie en Afrique. Le financement des PME sur le continent s'est davantage fait à travers des instruments locaux que par des fonds d'investissement qui, eux, agissent au niveau régional ou global.

Pourtant, les taux de retour sur investissement (TRI) sont à deux chiffres et devraient progresser. Une des principales raisons est que la présence régionale permet d'accroître les possibilités de croissance mais aussi de sorties du capital. Et surtout « nous sommes sur des tickets moyens qui sont substantiellement plus importants, susceptibles d'attirer des acteurs mondiaux sur nos opérations de sortie », souligne Aziz

Répartition par secteurs des flux d'investissements directs français vers certains pays africains

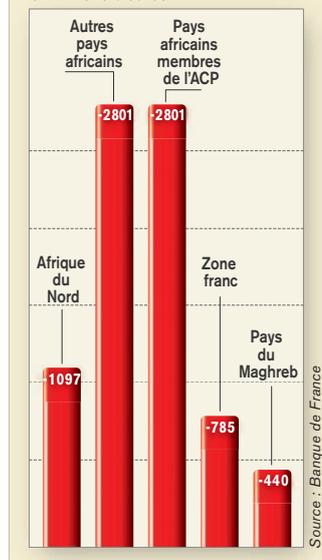
Investissements nets (Solde pour l'année 2007) en millions d'euros.



Source : Banque de France

Répartition par zones africaines des flux d'investissements directs français

Investissements nets (Solde pour l'année 2007) en millions d'euros.



Source : Banque de France

Mebarek. Ainsi, Tuninvest a réalisé récemment une cession majoritaire du marocain Finapack/CMCP à International Paper. De même en Tunisie, le leader européen des plastiques Superfos est rentré dans le capital de Galion. De telles entreprises, sur des opérations de taille modeste, n'auraient marqué aucun intérêt. Or, l'intérêt d'entreprises d'envergure internationale permet de tirer vers le haut la rentabilité des fonds de *private equity*. Le marché local est une alternative, mais ce n'est pas celle qui valorise le mieux les capitaux. Et le recours à la Bourse

est encore timide à l'exception de certaines places dynamiques. Aziz Mebarek estime que l'Afrique est un continent où l'intérêt des groupes internationaux est de plus en plus marqué. « Finalement, quand je les vois fonctionner, ils cherchent des relais de croissance. Or, les pays africains commencent à se comparer fortement à ce qu'ils ont l'habitude de voir dans leur environnement proche ou dans d'autres pays émergents. Pour moi, l'Afrique c'est la plus grosse opportunité pour les entreprises européennes ou américaines et françaises notamment. »



Dans quels secteurs? Le secteur financier au sens large, les produits de grande consommation, les services à valeur ajoutée, la valorisation des matières premières, affirme le responsable, ajoutant « plus généralement toutes les activités exportatrices qui puissent utiliser un vivier local de qualité permettant d'abaisser un prix de revient ou de tirer profit d'accords bilatéraux notamment avec les États-Unis ».

Quel impact aura la crise financière actuelle sur le private equity? Assurément, les banques exigeront une meilleure structure financière des entreprises à financer, ce qui pourrait favoriser le

recours au private equity. Mais d'un autre côté, si le rétrécissement du crédit améliore le risque, il réduit aussi le rendement du capital des investisseurs. Et la chute des cours boursiers réduit mécaniquement les valorisations à la sortie. « Notre espoir est que l'épargne locale – qui s'est partiellement substituée aux fonds intervenants sur les pays émergents quand ces derniers ont dénoué leurs positions sur nos marchés pour faire face à leurs contraintes de liquidité – constitue un relais solide et durable pour l'investissement dans nos marchés boursiers et y attire une nouvelle catégorie d'intervenants », note encore Aziz Mebarek.

Répartition par pays des flux d'investissements directs français vers certains pays africains

Investissements nets (Solde pour l'année 2007) en millions d'euros.



POUR AVOIR L'INFORMATION UTILE, CRÉDIBLE ET VÉRIFIÉE SUR LE COMMERCE MONDIAL

LE MOCI, VOTRE GPS BUSINESS



Réf. n° 1831 - 4 €



Réf. n° 1830 - 4 €



Réf. n° 1829 - 4 €



Réf. n° 1828 - 4 €



Réf. n° 1827 - 4 €



Réf. n° 1826 - 4 €



Réf. n° 1825 - 4 €



Réf. n° 1824 - 4 €



Réf. n° 1823 - 4 €

2 fois par mois, toute l'actualité du commerce international décryptée par la première rédaction économique spécialisée de France.

www.lemoci.com - tél. 01 49 70 12 04

Hôtellerie-Tourisme : une nouvelle clientèle « éconologique » émerge

Au cours des deux dernières années, la demande pour des produits aussi économes qu'écologiques a véritablement décollé. C'est vrai dans le secteur automobile. Cela l'est tout autant dans l'hôtellerie, où le créneau « économique » semble plus rentable que celui du haut de gamme et connaît des taux de remplissage supérieurs tout au long de l'année.

Après l'Asie et l'Amérique Latine, où l'hôtellerie économique s'est développée à vive allure ces dernières années, l'Afrique, à son tour, devrait prendre le même chemin. « Dans l'offre hôtelière africaine, vous avez, d'une part, des hôtels internationaux de 3 à 4 étoiles luxe, avec des prix supérieurs à 120 euros par chambre et, d'autre part une hôtellerie artisanale, avec un niveau de service qui ne peut être garanti. Entre les deux, il y a un créneau pour une hôtellerie juste, équilibrée, contemporaine, avec un prix de chambre raisonnable et une qualité de service irréprochable », estime Philippe Colleu, coprésident, aux côtés de Christian Mure, d'Onomo International.

Ce nouvel engouement pour des produits « éconologiques » trouve très largement son origine dans la constitution d'une classe moyenne à la recherche d'un produit fonctionnel, économique, respectueux de l'environnement et qui véhicule certaines valeurs culturelles. Elle structure progressivement le marché.

Avec une démographie dynamique et une croissance économique de 6% en moyenne par an depuis 2003, l'Afrique est vouée à connaître le même phénomène. D'autant que le continent s'ouvre sur lui-même et au monde au fur et à mesure que se multiplient les hommes d'affaires africains, que les

opérateurs économiques des quatre coins du monde y renforcent leur présence et que les institutions financières internationales ou les médias modifient la perception qu'ils ont du continent. L'arrivée des marques internationales témoigne de ces évolutions en marche en Afrique.

« Tout ceci donne à l'Afrique une ouverture multidirectionnelle aux échanges commerciaux, qui ne sont plus focalisés sur une relation bilatérale. Une nouvelle race d'entrepreneurs africains émerge qui se forment et travaillent

dans le monde et reprennent pied en Afrique », confirme Christian Mure. Il ajoute à titre d'exemple : « Environ 200 millions d'Africains disposent d'un portable. C'est une vraie muta-

Le pari des hôtels Onomo, une marque africaine à vocation internationale

tion. L'économie des NTCI est en train de générer plus d'échanges, de commerce et de développement. »

Ces mutations favorisent le développement d'une demande pour une hôtellerie innovante. C'est en tout cas le pari qu'ont pris Philippe Colleu et Christian Mure lorsqu'ils ont lancé les hôtels Onomo, une marque africaine à vocation internationale. Ces hôtels se veulent économiques, écologiques, technologiques et culturels. Le premier hôtel se situera à Dakar, dans la zone de l'aéroport. Sa construction

démarrera au premier semestre 2009 et devrait s'achever un an plus tard. Le programme de développement porte sur une vingtaine de projets, dont 8 sont en négociation, principalement en Afrique de l'Ouest et Centrale. « Dans un horizon de 5 ans, nous aurons développé un réseau d'une trentaine

d'hôtels. Le marché est là », affirme Philippe Colleu.

Le leader européen Accor, très présent en Afrique, mise aussi, dans sa stratégie globale, sur l'hôtellerie économique, où l'activité est moins sensible à la conjoncture que dans l'hôtellerie haut de gamme. Ainsi dans son programme de développement, sur les 40 000 nouvelles chambres prévues à partir de 2011, plus de 60% seront ouvertes dans l'hôtellerie économique et très économique et à 60% dans les pays émergents (en particulier en Inde et en Chine).

[Le poids du tourisme en Afrique]

Le développement du tourisme en Afrique est très inégal. Du Maroc, avec plus de 5 milliards d'euros de recettes touristiques en 2007 et l'ambition d'attirer 10 millions de touristes en 2010, au Bénin, où le tourisme a généré près de 40 millions d'euros de recettes, pas de comparaison possible. Les pays leaders se situent surtout en Afrique du Nord (Maroc, Tunisie) et en Afrique

Australe (Afrique du Sud, Maurice, Botswana...). Mais l'Afrique de l'Ouest n'est pas en reste : au Mali, le nombre de touristes a été multiplié par 2,5 en 8 ans et la capacité d'accueil par 4. L'Afrique reste une des régions marquées par un fort potentiel de progression des arrivées touristiques. Ces trois dernières années, la croissance a été comprise entre 7 et 10%. Selon

les chiffres de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), le continent a accueilli 44,2 millions de visiteurs en 2007, dont 16,4 millions pour l'Afrique du Nord, contre 27,9 millions en 2000. Et selon le World Travel et Tourism Council, la contribution du tourisme et des voyages au PIB sera d'environ 13% en 2008 pour l'Afrique du Nord et de près de 8% pour l'Afrique subsaharienne.

**VOTRE
GPS BUSINESS
À L'INTERNATIONAL**

Le moniteur du
commerce
international **LEMOCI.COM**

SALONS 2009
• Rendez-vous
et tendances
• Biostyl à Prague

**PME
À L'INTERNATIONAL**
Petzl, leader mondial
de la verticalité

**TIRER PARTI
DE L'INTERNET**

**TRAVAILLER
AVEC LES
INDIENS**

N° 1831 - Quinzaine du 11 au 24 décembre 2008

M 08446 - 1831 - F: 4,00 €

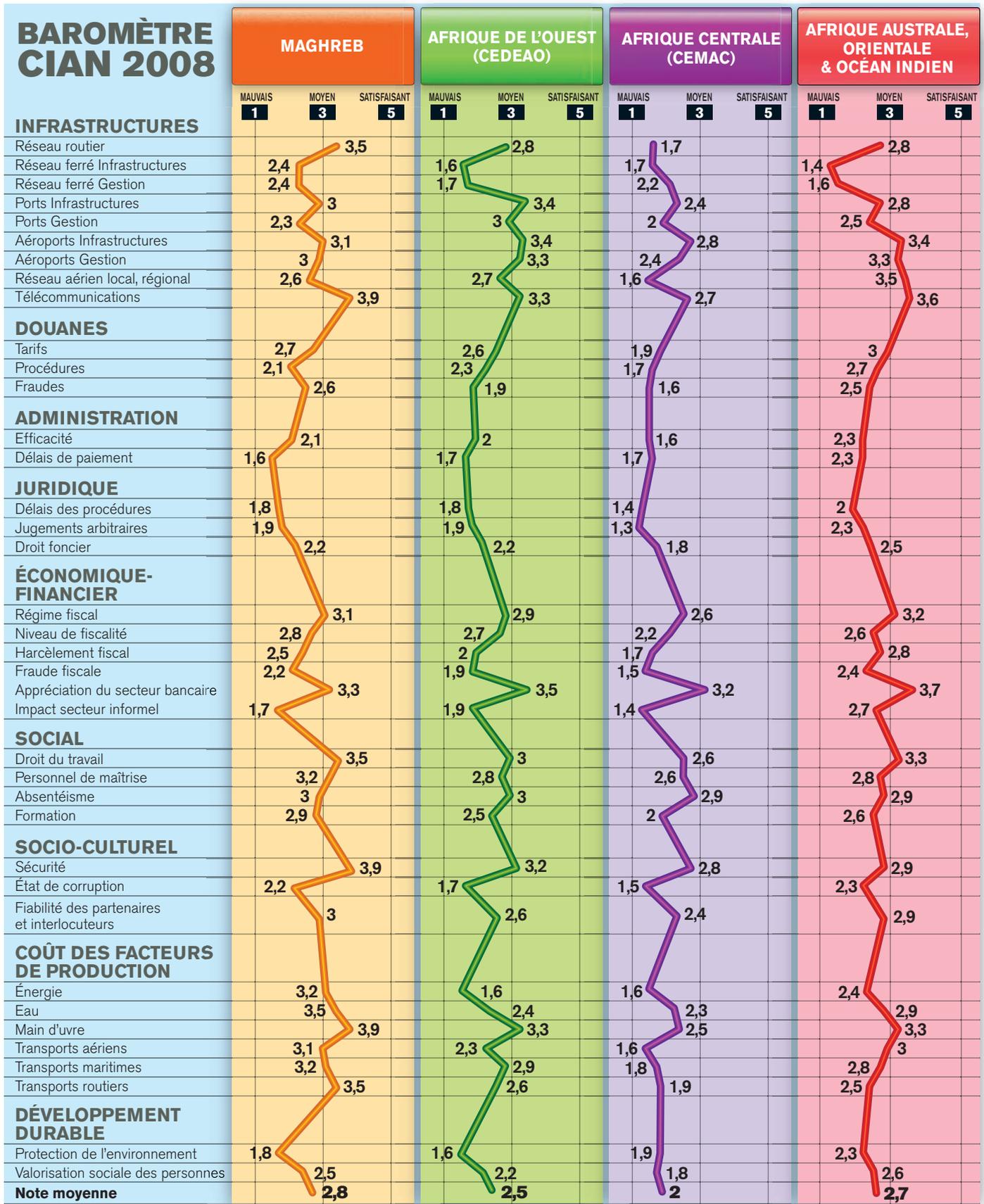


**AYEZ UNE LONGUEUR D'AVANCE AVEC
LE MOCI**

- Seul magazine du commerce international pour les entreprises
- La référence depuis 1883
- Un lectorat de PDG DG et décideurs en entreprise

Magazine, Site Internet (www.lemoci.com) et Newsletters

Abonnement : 01 49 70 12 48 - Publicité : 01 49 70 12 07





Les résultats 2008 de l'enquête CIAN

Prévisions de chiffre d'affaires et de résultats, intentions d'investissements des entreprises françaises travaillant en Afrique, qualités et points faibles de l'environnement des affaires sur le continent : le Baromètre CIAN, réalisé à partir d'un sondage auprès des hommes d'affaires et investisseurs français en Afrique, donne le pouls du climat des affaires en Afrique sur les 22 pays qui ont répondu à l'enquête.

Comme chaque année, notre enquête comporte deux parties :

- la première relève l'évolution des chiffres d'affaires, des résultats et des investissements des entreprises ;
- la seconde rapporte l'appréciation par les opérateurs de leur environnement et constitue le Baromètre du CIAN.

Nous présentons ci-après la synthèse des résultats de notre enquête avec les principales tendances qui s'en dégagent. Les appréciations par pays sont synthétisées et détaillées dans les pages qui suivent, pays par pays, complétant l'analyse de la situation économique réalisée par le Moci.

Avertissement

Cette enquête, réalisée courant 2008, ne prend pas encore en compte les effets de la crise mondiale, économique et financière, qui ne sera vraisemblablement pas sans conséquences sur les économies africaines. Les effets de cette crise ne pourront être mesurés que dans la prochaine enquête.

1 - L'ÉVOLUTION DES ENTREPRISES

En 2008, comme les années précédentes, l'évolution est positive aux deux extrémités nord et sud du continent où deux pôles de développement se détachent toujours nettement :

Les pays du Maghreb qui, au nord du continent, occupent une place privilégiée dans le réseau des liens historiques, économiques et linguistiques qui relie l'Europe à la Méditerranée. Plus des trois quarts des entreprises françaises y réalisent un chiffre d'affaires et des résultats bénéficiaires substantiels avec des investissements très significatifs, et la tendance confirme plus fortement encore ces observations dans les prévisions 2009.

L'Afrique du Sud, géant de l'Afrique subsaharienne, demeure toujours un pôle de développement important. Le chiffre d'affaires qu'y réalisent les sociétés françaises et les bénéfices qu'elles y obtiennent restent à un bon niveau, confirmé dans les perspectives 2009. Les investissements des opérateurs français connaissent également une reprise sensible.

Entre ces deux pôles, bien que la situation soit variable ou contrastée selon les pays, on peut tout de même dégager quatre grandes tendances :

- L'investissement des entreprises françaises présente un caractère un peu différent de celui de l'enquête précédente. Il est beaucoup moins atone, quoique très variable selon les

pays. Il est en hausse notable en 2008 dans un peu plus du tiers des 22 pays interrogés, notamment en Côte d'Ivoire, au Sénégal ou à Madagascar. Il est stagnant ou en baisse pour les deux tiers restants. Il y a eu reprise de confiance pour certains pays (comme la Côte d'Ivoire après la crise qu'a connue ce pays), et maintien de la méfiance dans les pays à troubles (Tchad et Kenya), ou dans les pays où la gestion est perçue comme insuffisante (Guinée-Équatoriale pourtant pays pétrolier à forte croissance), ou présentant un environnement des affaires incertain (RDC). Sans oublier les pays à insécurité chronique comme le Nigeria.

- Le chiffre d'affaires réalisé est généralement bon en 2008, même si l'on observe un léger tassement d'une année sur l'autre dans la moitié des 22 pays.

- Les résultats sont tous bénéficiaires – souvent largement – et, pour à peu près la moitié d'entre eux, ils sont en hausse d'une année sur l'autre (Tunisie, Côte d'Ivoire, Bénin, Tchad, Guinée, etc.)

- Les perspectives pour l'année 2009 sont à l'optimisme dans la quasi-totalité des pays. À noter toutefois que cette enquête a été réalisée avant le dernier trimestre 2008 et la crise qui a secoué l'économie mondiale, qui pourrait avoir un impact négatif sur ces anticipations.

On observe par ailleurs qu'un pays comme la Côte d'Ivoire, qui a retrouvé la stabilité poli-

tique, semble inspirer à nouveau la confiance des opérateurs français dont les investissements ont progressé significativement et dont les résultats bénéficiaires sont en nette reprise.

Un exemple intéressant est celui de la Guinée Conakry qui, bien que toujours paralysée par ses contradictions politiques, présente aux entreprises françaises un tableau économique positif, ces dernières sont toutes en très bonne reprise, tant en matière de chiffre d'affaires que de résultats et d'investissements, tous d'ailleurs en hausse substantielle. Le potentiel minier du pays et les perspectives futures de celui-ci permettent vraisemblablement de miser sur un développement prometteur.

Parmi les pays qui offrent une situation favorable et de bonnes perspectives aux entreprises, il convient de citer, entre autres : le Ghana, où les trois indicateurs sont favorables aux opérateurs français, le Bénin, le Burkina Faso, Madagascar, la Guinée-Équatoriale (boom pétrolier), ou encore le Kenya. Des pays comme le Sénégal restent toujours une valeur sûre malgré des incidents de croissance dans les années récentes.

Enfin, il faut citer le cas de deux pays pétroliers à fort potentiel pour les entreprises mais où les opérateurs français n'obtiennent pas les résultats escomptés : le Gabon, où l'on voit stagner l'activité des entreprises en dépit du bon environnement qui y règne ; et le Nige-

ria, pourtant géant pétrolier, qui n'a pas offert en 2008 le palmarès qui devrait lui revenir, l'insécurité y jouant un rôle négatif. Les résultats de nombre d'entreprises françaises y ont fléchi, l'investissement est resté à un niveau bas, seul le chiffre d'affaires s'est raffermi. Il est vrai qu'outre son environnement peu attrayant, le Nigeria a connu des perturbations dans sa production pétrolière.

2 - LE BAROMÈTRE CIAN POUR 2008

En répondant à 38 questions, les entreprises consultées évaluent leur environnement dans chacun des 22 pays africains où les entreprises françaises implantées ont répondu à l'enquête. Le tableau Baromètre par grandes régions dans lequel la moyenne des réponses par rubrique est notée de 1 (mauvais) à 5 (très bon), reflète, à de rares exceptions, une image très moyenne et parfois médiocre de l'environnement des affaires en Afrique.

Cela dit, cet environnement n'est pas figé et, selon les pays, il y a chaque année des évolutions positives ou négatives, des progrès ou des déclin. On note toujours quelques constantes négatives comme la corruption – tous les pays, à l'exception de l'Afrique du Sud sont notés au-dessous de la moyenne –, la fraude douanière et fiscale ou les dysfonctionnements de la Justice, en particulier les jugements arbitraires, qui constituent des déficits permanents. De même, l'impact négatif du secteur informel sur le secteur écono-

mique organisé est ressenti un peu partout en Afrique. Cela étant, on relève aussi, fort heureusement, plusieurs constantes positives appréciées des opérateurs telles que la qualité des infrastructures portuaires et aéroportuaires et de leur gestion pour la majorité des pays, des télécommunications qui fonctionnent bien, un réseau bancaire partout efficient ou encore un niveau du personnel de maîtrise généralement bon.

3 - PRINCIPALES APPRÉCIATIONS SECTORIELLES

Le réseau routier est bon au Maghreb mais demeure faible en Afrique Centrale.

Le réseau ferré est satisfaisant au Maghreb mais il est faible partout ailleurs.

Les infrastructures portuaires et aéroportuaires sont bonnes en Afrique de l'Ouest et au Maghreb, de même qu'en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

Le réseau aérien local est surtout bon en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

On note que les télécommunications sont satisfaisantes partout, mais d'abord au Maghreb puis en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

La fraude douanière et fiscale est poussée en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest.

C'est en Afrique Australe,

Orientale et Océan Indien que l'administration est la plus efficace, les délais de paiement et de procédures sont les moins longs, les jugements arbitraires les moins fréquents et le droit foncier le mieux établi.

Les quatre régions étudiées disposent d'une implantation bancaire de qualité.

L'impact négatif du secteur informel se fait le plus sentir en Afrique Centrale.

Le Maghreb et l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien ont le droit du travail le plus satisfaisant.

Le niveau du personnel de maîtrise est bon pour l'ensemble des régions mais le meilleur est au Maghreb, et la formation est la plus élevée au Maghreb et en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

La sécurité est jugée la plus satisfaisante au Maghreb puis en Afrique de l'Ouest.

Sauf en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien où il a baissé sensiblement, l'état de la corruption ne s'améliore malheureusement pas d'une année sur l'autre et reste à des niveaux élevés en Afrique Centrale et en Afrique de l'Ouest. Au Maghreb, il augmente légèrement mais reste à un niveau plus acceptable.

Les facteurs de production offrent le meilleur coût au Maghreb puis en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

La protection de l'environ-

nement est la mieux assurée en Afrique Australe, Orientale et Océan Indien.

4 - CONCLUSIONS

Au total, c'est le Maghreb (2,8/5) et l'Afrique Australe, Orientale et Océan Indien (2,7/5) qui présentent le meilleur environnement global des affaires, puis l'Afrique de l'Ouest (2,5/5), et enfin l'Afrique Centrale (2,0/5).

Ainsi, on constate que l'environnement des affaires reste en-deçà du niveau moyen de 3 sur 5. Pour autant, au prix de gros efforts de gestion, les opérateurs français continuent de mener des activités prospères aux résultats plutôt satisfaisants. On note aussi que la réticence de certaines entreprises à investir est moins marquée en 2008, la confiance renaissant dans certains pays. Ceci témoigne de l'énorme potentiel qu'offre le continent africain dans son ensemble, avec ses ressources considérables en matières premières mais aussi et surtout en hommes et en potentiel de croissance. Nos compétiteurs asiatiques, et en particulier chinois, l'ont bien compris et cela renforce la conviction du CIAN d'intensifier son action sur un continent en croissance, qui accélère sa marche vers le développement et sans doute aussi vers plus d'État de droit, même si du chemin reste encore à parcourir.

Nous tenons à remercier les entreprises qui ont consacré quelques minutes à remplir le questionnaire CIAN. Nous exprimons aussi notre reconnaissance aux Conseillers du commerce extérieur et aux Chambres de commerce ou Organisations d'entreprises françaises qui ont relayé notre enquête.

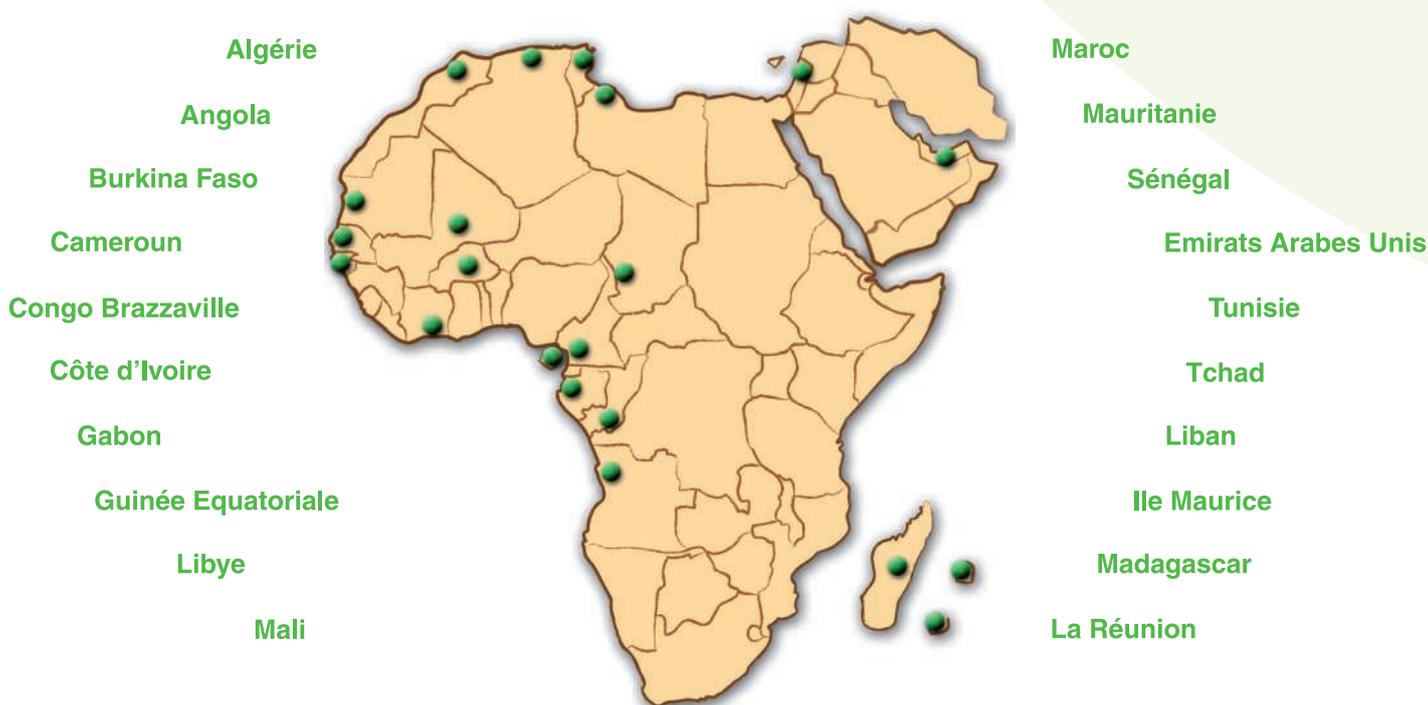
La répartition des réponses reflète, à l'instant du sondage, l'attrait exercé sur nos entreprises pour les grandes régions. Les réponses se répartissent ainsi : Maghreb 155, Afrique de l'Ouest 135, Afrique Australe Orientale et Océan Indien 102, Afrique Centrale 70.

LA PUISSANCE D'UN GRAND GROUPE...

NOS MÉTIERS

Inspection Tierce Partie - Assistance Technique
Formation-Laboratoire / Essais / Mesures
Conseil : Organisation, QSE, Ressources Humaines

LA REACTIVITE DE NOS IMPLANTATIONS PROCHES DE VOS PREOCCUPATIONS



**...UNE SYNERGIE PERMETTANT DES POSSIBILITES D'INTERVENTION
SUR TOUTE LA ZONE AFRIQUE - OCEAN INDIEN - MOYEN ORIENT**

**L'APAVE accompagne de nombreux
opérateurs de tout secteur d'activité :**

Pétrole et Gaz
Industrie
Services
Institutions Publiques
et Interétatiques

Bâtiment / Genie Civil
Infrastructures,
Transport,
Travaux Publics
Energie / Mines / Eau

APAVE

ZI avenue Gay Lussac
33370

Artigues-près-Bordeaux

Tél. : + 33 (0)5 56 77 27 42

Fax : + 33 (0)5 56 77 31 93

contact.overseas@apave.com

www.apave-international.com

www.apave.com

Cinq zones pour un continent





Afrique du Nord



POUR LIRE LES TABLEAUX

2007 : réalisé
2008 : probable
2009 : estimé

> ALGÉRIE

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	67%	83%	94%
Stagnation	33%	17%	
Baisse			6%
Investissements			
Reprise	29%	65%	75%
Stagnation	65%	35%	25%
Baisse	6%		
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	32%	42%	67%
Faiblement bénéficiaires	25%	27%	27%
Équilibrés	16%	31%	6%
Faiblement déficitaires	24%		
Nettement déficitaires	3%		
Créances sur l'État			
Élevé		38%	
Normal		37%	
Faible		25%	

> Situation des entreprises françaises

La situation des entreprises est dynamisée par la croissance économique de l'Algérie, tirée par le pétrole et accompagnée de programmes d'investissements ambitieux, notamment dans le BTP. Tous les indicateurs sont en progression pour les entreprises françaises : le chiffre d'affaires en reprise de 7 entreprises sur 10 en 2007 passe de 8 à 9 entreprises sur 10 entre 2008 et 2009, les résultats positifs progressent de 6 entreprises sur 10 en 2007 à 7 sur 10 en 2008 et 9 sur 10 en prévisions 2009.

Les investissements, eux, sont en nette reprise : ils doublent entre 2007 et 2008, passant de 3 à 6 entreprises sur 10, et en 2009 il est prévu une nouvelle progression à 7 entreprises sur 10.

Le niveau des créances sur l'État est jugé élevé pour plus d'un tiers des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il présente une note moyenne globale de 2,6/5.

Il comporte des points forts (note supérieure à 3/5) : les infrastructures aéroportuaires, les télécommunications, le droit du travail, le personnel de maîtrise, le faible absentéisme, le coût des facteurs de production (eau, énergie, transports).

Mais aussi plusieurs points faibles (note inférieure à 2/5) : le réseau ferré, la gestion portuaire, les procédures douanières, la fraude douanière et fiscale, la faible efficacité administrative, les délais de paiement et des procédures, les jugements arbitraires, le droit foncier, le secteur bancaire, l'impact du secteur informel. L'état de corruption est apprécié comme très moyen à un niveau de 2,1/5.

> Situation économique

Le 12 novembre dernier, le Parlement algérien a approuvé la réforme constitutionnelle qui abolit la limitation à deux mandats présidentiels. Une réforme nécessaire pour que le président Abdelaziz Bouteflika puisse se présenter pour un troisième mandat à l'élection présidentielle en avril 2009, ce qui ne fait aucun doute. Abdelaziz Bouteflika s'était placé dans cette perspective dès juillet 2008 devant les élus locaux, en tirant lui-même un bilan plutôt critique de ses deux mandats, notamment au plan socio-économique. La situation économique de l'Algérie est bonne, si ce n'est sa très forte dépendance à l'égard des hydrocarbures (46% du PIB, 75% des recettes budgétaires, 97% des exportations). La croissance est vigoureuse, estimée à 4,9% en 2008, soutenue par la production accrue des hydrocarbures et un regain d'activité dans les services et le BTP. L'inflation est maîtrisée, avec 4,3% prévus en 2008, et ce en dépit des importantes surliquidités et du renchérissement des denrées alimentaires. Le chômage a diminué de moitié depuis 2003 même si son taux reste élevé chez les jeunes (supérieur à 20%).

Les activités pétrolière et gazière, favorisées par la conjoncture mondiale très avantageuse, ont contribué à ces bons résultats et notamment à un excédent budgétaire de 15,9 milliards de dollars en 2007 et à la constitution d'importantes réserves de change (137 milliards de dollars en juillet 2008). Ces excédents financent un ambitieux programme d'investissements publics dans les

infrastructures et services sociaux, le Plan de soutien à la croissance et à l'emploi (PSCE) de 200 milliards de dollars sur 5 ans.

Le gouvernement algérien a marqué sa volonté de pousser la diversification de l'économie du pays par le développement du secteur industriel hors hydrocarbures, dont la part dans le PIB est, par suite de la dégradation du secteur public, passé de 15% au milieu des années 80 à 7% en 2004 pour n'en représenter que 5% en 2008. Il a défini une nouvelle stratégie industrielle, ciblant des secteurs clés comme la pétrochimie, la mécanique, la pharmacie, l'agroalimentaire et électronique.

Cette stratégie tend à s'appuyer à la fois sur des « champions nationaux », des partenariats stratégiques avec de grands groupes internationaux et des investissements directs (IDE) plus importants (1,66 milliard de dollars en 2007) mais mieux intégrés à l'économie nationale.

L'Algérie a su habilement gérer sa manne pétrolière avec notamment la création du Fonds de régularisation des recettes (FRR), dont la réserve atteignait 76 milliards de dollars en juillet. Elle a remboursé par anticipation sa dette extérieure, ramenée à 4,5 milliards de dollars, n'a pas contracté de financements extérieurs, à placer avec prudence ses réserves, maintenu le contrôle des changes... Autant de mesures qui à l'heure de la crise financière devraient la préserver à court terme, sachant qu' à moyen terme, les perspectives sont plus incertaines avec la baisse de la demande d'énergie et des prix du pétrole.

> LIBYE

> Situation économique

La Libye recueille les fruits de la normalisation de ses relations avec la communauté internationale. La visite de la secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice en septembre 2008 est, à ce titre, symbolique. Quelques jours auparavant, le président du conseil italien Silvio Berlusconi s'était aussi rendu en Libye pour signer un traité d'amitié et de coopération.

Une boulimie d'ouverture tous azimuts consécutive à cette longue mise en quarantaine s'est également récemment traduite par l'augmentation de la participation de l'État libyen dans la banque italienne Unicredit, un accord agricole avec l'Ukraine, divers marchés passés avec l'Europe et l'Afrique, dont un pour la construction d'une raffinerie en Égypte, et, en octobre 2008, la première visite du chef d'État libyen en Russie depuis 1985. Enfin, les négociations avec l'Union européenne pour un accord-cadre sont officiellement ouvertes depuis novembre. L'économie est prospère et les fondamentaux sont bons selon le FMI. La croissance atteindrait 7,1% en 2008, tirée par le pétrole mais pas uniquement. La construction, les transports et le commerce sont très dynamiques, portés par un important programme d'investissement de l'État et la revalorisation de 50% des salaires des fonctionnaires. La production pétrolière est aujourd'hui d'environ 2 millions de b/j contre 1,3 Mb/j en 2003 et devrait atteindre 3 Mb/j à l'horizon 2012. Le pays compte aussi devenir un exportateur significatif de gaz en faisant passer sa

production de 76,5 millions de m³ à 85 millions de m³/j d'ici 2010, avec un potentiel de 107,6 millions de m³/j à l'horizon 2015. En outre, les travaux de construction pour 5 milliards de dollars d'une zone économique pour l'énergie « Smart Energy City », projet conjoint du Fonds Libyen de Développement Économique et Social et de la banque Gulf Finance House, démarreraient en janvier 2009.

Du côté des réformes, beaucoup a été entrepris (réforme du droit de propriété et des sociétés, privatisations, abaissement des barrières douanières, création d'une Autorité Libyenne d'Investissement...) et beaucoup reste à faire pour améliorer le climat des affaires. L'ouverture aux investissements étrangers se poursuit. Le groupe jordanien Arab Bank a été retenu en février comme partenaire stratégique de Wahda Bank, prenant 19% de son capital. En outre, le gouvernement a lancé en mars le Programme de redistribution de richesse qui vise à faire bénéficier la population des revenus pétroliers.

D'un point de vue politique, le fils influent du chef de l'État Mouammar Kadhafi, Saïf al Salam, a déclaré début août 2008 que le compte à rebours des réformes était lancé. Avec en ligne de mire la réforme du système de la « Djamahiria », organisé autour des Congrès populaires de base, et la mise en place d'une nouvelle structure d'administration où les médias et le système judiciaire seraient indépendants. La défense des droits de l'Homme serait aussi prise en compte.



> MAROC

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	85%	76%	100%
Stagnation	5%	19%	
Baisse	10%	5%	
Investissements			
Reprise	78%	76%	85%
Stagnation	17%	24%	15%
Baisse	5%		
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	60%	52%	79%
Faiblement bénéficiaires	30%	43%	21%
Équilibrés		5%	
Faiblement déficitaires	10%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		35%	
Normal		40%	
Faible		25%	

> Situation des entreprises françaises

Après un fléchissement en 2007, dû notamment aux aléas climatiques, un fort développement est constaté au Maroc en 2008, entraîné par l'essor des secteurs touristique, agricole et du BTP. L'optimisme des réponses atteste de cette situation prometteuse. 8 entreprises sur 10 ont un chiffre d'affaires en progression en 2007 et 2008 tandis que l'ensemble des entreprises interrogées prévoit un chiffre d'affaires favorable en 2009.

9 entreprises sur 10 enregistrent un résultat bénéficiaire en 2007 et 2008 et il devrait en être de même en 2009 pour l'ensemble des entreprises interrogées.

Les investissements ont le vent en poupe, 9 sociétés sur 10 ont investi en 2007 et 2008 et l'ensemble des sociétés interrogées prévoit d'investir en 2009.

Les créances sur l'État, quant à elles, sont jugées normales pour 40% des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est toujours bon avec une note globale moyenne de 2,9/5.

On relève de nombreux points forts : les infrastructures routières, ferrées, portuaires, la gestion aéroportuaire, le réseau aérien local, les télécommunications (5/5), le régime fiscal, le secteur bancaire, le droit du travail, le personnel de maîtrise, le faible absentéisme, la formation, la sécurité, la fiabilité des partenaires, le coût de l'eau, de la main-d'œuvre et des transports. Au rang des rares points faibles, on peut cependant citer : les délais de paiement et des procédures juridiques ou encore l'impact du secteur informel. La corruption n'est pas très bien notée à 2/5.

> Situation économique

Le Maroc a poursuivi cette année les réformes engagées en 2005 en adoptant une démarche très volontariste. Au plan

Emergence axé sur l'industrie et les NTIC ciblant huit secteurs d'activités et au plan Azur consacré au tourisme avec la Vision 2020 prévoyant d'accueillir 10 millions de visiteurs, s'est adjoint en avril 2008 un ambitieux plan de développement de l'agriculture, le Plan Vert Maroc. L'ensemble de ce dispositif a pour toile de fond un renforcement du maillage de l'économie en intensifiant les réseaux de communications (autoroutes, TGV, équipements maritimes et aériens) et en créant des pôles économiques régionaux.

Force est de constater que cette vision stratégique multisectorielle porte ses fruits. Le Maroc parvient à jouer de ses avantages comparatifs – accords de partenariat de libre échange avec l'UE, les États-Unis, les pays arabes, coûts salariaux incitatifs... En outre, il est le premier pays de la rive sud de la Méditerranée à avoir obtenu, en octobre 2008, « le statut avancé » dans ses relations avec l'UE des 27. Le Maroc est le 4^e destinataire des investissements directs étrangers (IDE) en Afrique et le premier pour le Maghreb. L'intérêt pour ce pays ne semble pas se démentir en 2008 avec près de 3,2 milliards d'euros de projets validés jusqu'en juillet. La France est le premier investisseur, et devrait conserver sa place avec l'implantation de Renault-Nissan dans la zone de Tanger Med et le contrat signé par Alstom en novembre pour le projet de TGV. Les investissements arabes se développent surtout dans le tourisme et le foncier.

Le taux de croissance s'établirait

à 6,8% en 2008, porté par la reprise du secteur primaire avec notamment une forte croissance (+118%) de la production céréalière 2007-08 à environ 51 millions de quintaux, le dynamisme du BTP soutenu par la demande de logements neufs et la poursuite des grands chantiers d'infrastructures, sans oublier la bonne performance des télécommunications. En revanche, si les arrivées touristiques progressent toujours, on observe une stagnation des recettes voyages et une baisse des nuitées sur les 8 premiers mois de l'année 2008. Le plan Azur a d'ailleurs pris du retard par rapport à ses objectifs initiaux.

La crise économique mondiale devrait avoir un effet décalé sur le Maroc par l'intermédiaire des flux touristiques, du risque de report de certains investissements et du ralentissement de la sous-traitance européenne. En présentant le projet de Loi de Finances 2009, le ministre des Finances, Salheddine Mezouar, a souligné que les perspectives économiques du Maroc restaient solides tout en ajoutant que la crise financière pourrait coûter au Maroc entre 1 et 1,25 point de PIB. Son projet met l'accent sur les dépenses sociales avec un taux de croissance estimé à 5,8%.

En juin 2009 se tiendront les élections municipales. Elle devront sûrement compter sur le nouveau parti dirigé par Fouad Ali El Himma, ancien ministre de l'Intérieur : le Mouvement de tous les démocrates (MTD), qui rassemble cinq partis marocains, et défie le Parti pour la justice et le développement (PJD).

> TUNISIE

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	79%	71%	57%
Stagnation	21%	22%	36%
Baisse		7%	7%
Investissements			
Reprise	42%	50%	64%
Stagnation	29%	36%	29%
Baisse	29%	14%	7%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	43%	50%	38%
Faiblement bénéficiaires	36%	36%	38%
Équilibrés	14%	7%	16%
Faiblement déficitaires	7%	7%	8%
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		31%	
Normal		46%	
Faible		23%	

> Situation des entreprises françaises

La Tunisie bénéficie d'un développement économique soutenu et d'une ouverture favorable aux entreprises.

Le chiffre d'affaires des entreprises françaises est en léger fléchissement d'une année sur l'autre mais demeure honorable à 7 entreprises sur 10 en 2008 et 6 sur 10 en prévisionnel pour 2009.

Les résultats financiers sont bons puisque 8 à 9 entreprises sur 10 sont bénéficiaires au cours des 3 années considérées. Les investissements français en 2007 et 2008, respectivement 4 et 5 entreprises sur 10, n'ont pas été à la hauteur des investissements étrangers dans le pays mais devraient être un peu meilleurs en 2009 pour 6 entreprises sur 10 qui envisagent d'investir.

Les créances sur l'État sont jugées normales pour près de la moitié des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est favorable et enregistre une note globale moyenne de 3,1/5. Les points faibles ne touchent que quelques secteurs : les procédures douanières, les délais de paiement, les jugements arbitraires et la fraude fiscale.

Les points forts prédominent et l'on peut citer notamment : le réseau routier, les infrastructures portuaires et aéroportuaires, les télécommunications, le régime fiscal et le niveau de fiscalité, le faible impact du secteur informel –le plus faible du Maghreb–, le droit du travail, le personnel de maîtrise, la sécurité (4/5), le coût de tous les facteurs de production. Le niveau de corruption, faible, obtient une note de 3/5.

> Situation économique

Après les belles performances du PIB en 2006 (+5,5%) et surtout 2007 (+6,3%), la croissance ne serait en définitive que de 5,5% pour 2008. Le renchérisse-

ment des produits alimentaires et pétroliers a poussé l'inflation à la hausse s'établissant à plus de 5% et accru les dépenses publiques : le montant des subventions aurait atteint 6% du PIB en 2008.

Une croissance économique qui s'accompagne d'une amélioration des indicateurs sociaux, le PIB réel par habitant a progressé de 45% entre 1997 et 2007 pour se situer à environ 3 300 dollars par habitant. Cependant, elle ne parvient pas encore à faire diminuer le chômage (environ 14%) qui touche particulièrement les jeunes.

La demande est portée par la consommation intérieure, les IDE et les exportations, grâce à un secteur offshore dynamique et à l'accroissement de la production pétrolière. Si le flux d'IDE avait été gonflé en 2006 par la privatisation partielle de Tunisie Télécom, il a atteint 1,618 milliard de dollars l'année suivante et devait progresser à plus de 2 milliards de dollars en 2008. Dernier investissement en date, la création d'une usine Airbus en Tunisie d'un coût de 100 millions d'euros pour assembler les pièces de fuselage des avions et dont la construction devrait démarrer en 2009. Le projet actuellement le plus important est « Tunisie, Porte de la Méditerranée », la nouvelle cité haut de gamme sur les bords du lac au sud de Tunis. Porté par l'opérateur émirati Sama Dubai, il est doté d'un budget de 14 milliards de dollars.

Si les IDE progressent, l'investissement privé tunisien est encore faible. En décembre 2007 a été promulguée la loi relative à

l'initiative économique qui tend à la création d'entreprises en simplifiant les procédures administratives, en facilitant le financement et en réduisant la charge fiscale. L'environnement des affaires a aussi été amélioré par la simplification des formalités de douane, ce qui a eu pour conséquence de réduire les délais de dédouanement à 6 jours en 2008 avec l'objectif d'atteindre 3 jours en 2009.

2008 a aussi été marquée par l'entrée en vigueur de la zone de libre échange avec l'Union européenne pour les produits industriels. La libéralisation du commerce extérieur s'est accompagnée aussi d'une baisse des tarifs douaniers, le taux moyen passant de 28,8% en 2007 à 25,3% en 2008. Si pour l'instant le pays est relativement préservé de la crise financière mondiale, à terme la Tunisie pourrait souffrir du fort ralentissement économique de l'Europe, son principal marché. Le tourisme, toujours une valeur sûre avec 7 millions d'arrivées attendues cette année, pourrait ralentir ainsi que les transferts des travailleurs émigrés. Cependant, la Tunisie dispose de solides fondamentaux : la résistance de l'industrie au démantèlement de l'accord multifibre en 2005 montre la capacité d'adaptation du pays.

Une solidité économique qui se conjugue avec la stabilité politique. Le président Ben Ali sera d'ailleurs candidat pour un cinquième mandat lors du scrutin présidentiel en 2009. Initiative qui a fait dire à plusieurs partis d'opposition qu'elle était « une tentative pour s'assurer la présidence à vie ».

814 av.J-C : la Tunisie, de son ancien nom Carthage, était considérée comme la ville commerçante la plus dynamique de la Méditerranée
Aujourd'hui : la Tunisie est le pays le plus compétitif d'Afrique et du Maghreb.

Investissez dans le futur Investissez en Tunisie

Là où les affaires prospèrent pour plus d'une raison :

forte capacité d'innovation de ses ressources humaines,
proximité et accès facilité aux grands marchés régionaux,
infrastructure moderne et fiable,
économie diversifiée et particulièrement compétitive,
support institutionnel de premier ordre pour le lancement de projets,
stabilité politique et sociale confirmée,
qualité de vie moderne et de standing international.



Agence de Promotion de l'Investissement Extérieur
votre partenaire pour le succès
www.investintunisia.tn

FIPA France : 8, rue de la Bienfaisance - 75008 Paris

Contact: Mr. Ezzedine JILLITI

Tél. : (33-01) 45 22 68 57 - Fax : (33-01) 45 22 68 53

E-mail : apie.tunisie@wanadoo.fr



Afrique de l'Ouest



POUR LIRE LES TABLEAUX

2007 : réalisé
2008 : probable
2009 : estimé

> BÉNIN

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	77%	77%	84%
Stagnation	23%	23%	8%
Baisse			8%
Investissements			
Reprise	69%	54%	38%
Stagnation	23%	23%	31%
Baisse	8%	23%	31%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	38%	62%	50%
Faiblement bénéficiaires	32%	31%	42%
Équilibrés	15%	7%	8%
Faiblement déficitaires	15%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		15%	
Normal		23%	
Faible		62%	

> Situation des entreprises françaises

Pays stable et en croissance, le Bénin présente des perspectives encourageantes marquées par l'amélioration du secteur coton. Le chiffre d'affaires des entreprises françaises a connu un niveau élevé en 2007, 8 sur 10 sociétés voyant leur chiffre d'affaires en hausse, de même qu'en 2008 et 2009, selon les prévisions.

Les résultats sont du même ordre en 2007, soit 7 entreprises sur 10, tandis que les résultats attendus en 2008 et 2009 seront encore meilleurs, 9 entreprises sur 10 prévoyant d'être bénéficiaires.

En revanche, les investissements, qui ont connu un pic en 2007, 7 sociétés sur 10 ayant procédé à des investissements, ne renouvellent pas cette bonne performance les années suivantes et se tassent à un niveau de 5 et 4 sociétés sur 10 en 2008 et 2009.

Les créances sur l'État sont jugées faibles pour deux tiers des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il présente une note globale moyenne de 2,5/5.

On relève avec satisfaction un certain nombre de points forts : le réseau routier, le secteur bancaire, la formation, la sécurité, le coût de la main-d'œuvre, les transports maritimes et routiers. Il subsiste néanmoins des secteurs faibles encore préoccupants tels que le réseau ferré, la fraude fiscale, l'impact du secteur informel et la corruption, qui est notée négativement à 1,5/5.

> Situation économique

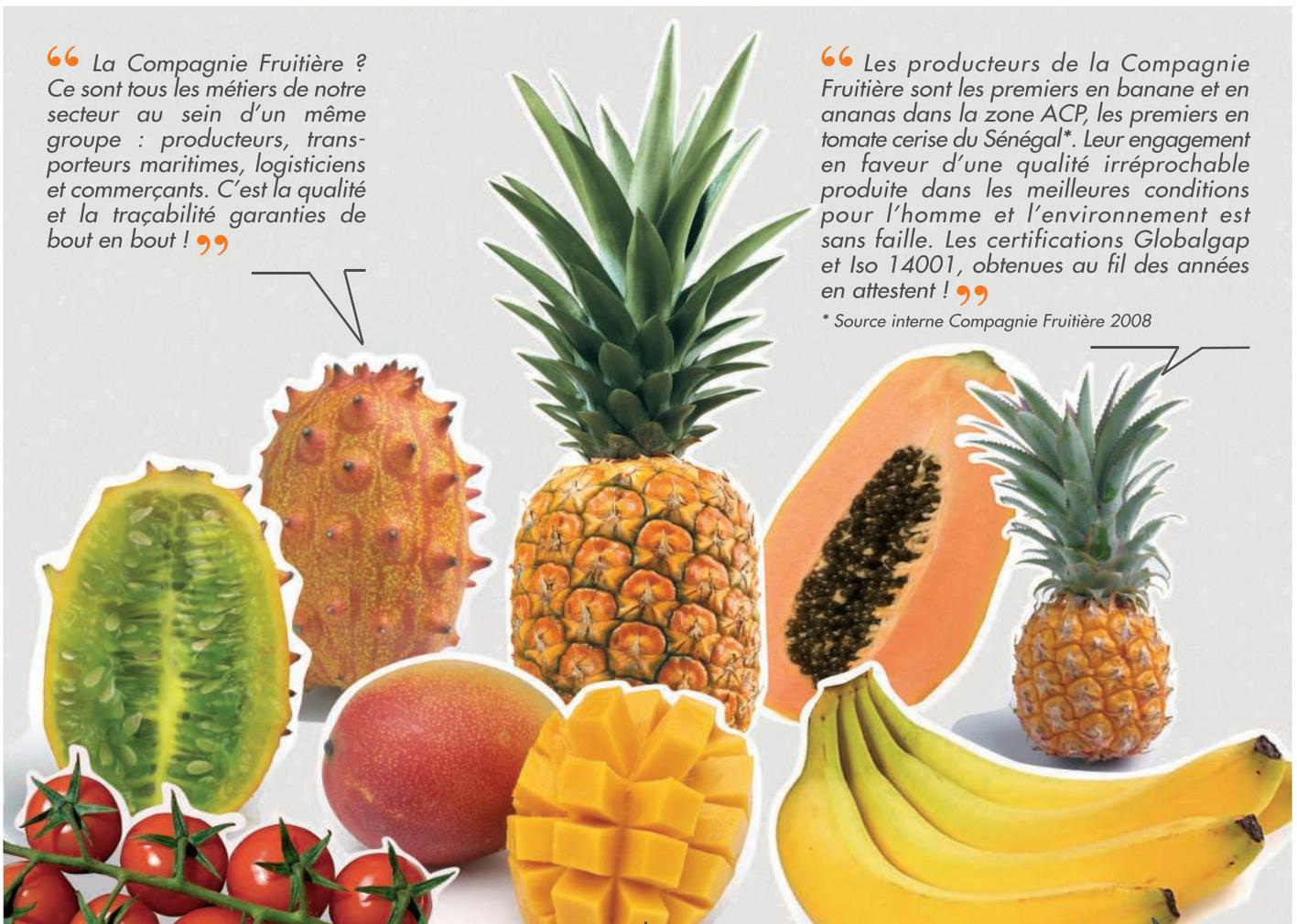
En 2008, l'économie béninoise a continué sur sa lancée de 2007 avec 5,8% de croissance. Une relativement bonne performance qui demeure cependant très en dessous du potentiel du pays. Le Bénin peine à engager

Ce sont les fruits qui en parlent le mieux.

“ La Compagnie Fruitière ? Ce sont tous les métiers de notre secteur au sein d'un même groupe : producteurs, transporteurs maritimes, logisticiens et commerçants. C'est la qualité et la traçabilité garanties de bout en bout ! ”

“ Les producteurs de la Compagnie Fruitière sont les premiers en banane et en ananas dans la zone ACP, les premiers en tomate cerise du Sénégal*. Leur engagement en faveur d'une qualité irréprochable produite dans les meilleures conditions pour l'homme et l'environnement est sans faille. Les certifications Globalgap et Iso 14001, obtenues au fil des années en attestent ! ”

* Source interne Compagnie Fruitière 2008



“ Les commerçants et les logisticiens de la Compagnie Fruitière sont aussi à notre service et au vôtre pour nous acheminer dans les meilleures conditions et nous commercialiser partout en Europe et ailleurs, d'Est en Ouest, et du Nord au Sud ! ”

“ Au sein de la Compagnie Fruitière, les 17 000 collaborateurs du Groupe travaillent tous les jours pour nous servir au mieux et surtout pour vous satisfaire, et vous apporter le meilleur de nous-mêmes, 12 mois sur 12 ! ”

“ Que dire enfin des innovations ! La première étiquette ananas en cyrillique, les premiers ananas Victoria de Côte d'Ivoire, les barres Cœur de Fruit. Chaque nouveauté est la preuve qu'avec la Compagnie Fruitière, l'avenir, c'est le Fruit ! Voilà... Des questions ? Venez alors nous rendre visite : www.compagniefruitiere.com ”

EUROPE - COMPAGNIE FRUITIÈRE PARIS - 3 avenue du Viaduc - Bât B3 - Fruileg 751, 94594 Rungis Cedex, France - Tél. : 33 (0) 1 41 80 65 20. Fax : 33 (0) 1 41 80 65 30 - UK - COMPAGNIE FRUITIÈRE UK LIMITED - Unit A Paddock Wood Distribution Centre Transfesa Road Paddock Wood Kent TN12 6 UU United Kingdom - Tel: 44 (0)1892 831 080. Fax: 44 (0)1892 831 099 - MAROC - COMPAGNIE FRUITIÈRE DISTRIBUTION MAROC - 5 boulevard Abdellatif Ben Kaddour, Casablanca, Maroc - Tel : 212 22 34 93 55 - EUROPE - CŒUR DE FRUIT - 830, Rue de Madrid ZA Saint Charles 66000 PERPIGNAN France - Tel : 33 (0) 4 68 68 49 10. Fax : 33 (0) 4 68 68 49 00 - EUROPE - EXOFARM - 3 avenue du Viaduc - Bât B3 - Fruileg 751, 94594 Rungis Cedex, France - Tél. : 33 (0) 1 41 80 46 30. Fax : 33 (0) 1 46 87 33 39.



de profondes réformes, à diminuer l'informel (estimé à 22% de l'économie et 80% de l'emploi) et à lutter contre la corruption endémique. La croissance est soutenue par le commerce avec le Nigeria (environ 30% du PIB, sans entrave cette année), le BTP et le port de Cotonou.

Le secteur du BTP est toujours dynamique – les cimenteries fonctionnent au-delà de leur capacité – avec les nombreux projets d'infrastructures, comme la rocade de Cotonou, le nouvel aéroport de Parakou ou les travaux liés au sommet de la Cen-Sad en juin 2008.

Le port de Cotonou, bien que congestionné, a vu son activité croître d'environ 14% entre juin 2007 et juin 2008. La lancinante question du guichet unique est relancée et la réponse est attendue dans les mois à venir. En outre, un deuxième quai devrait être construit l'année prochaine sur financement du Millennium Challenge Account (MCA).

Dès sa prise de fonction en 2006, le président Boni Yayi a fait de la relance de la production cotonnière sa priorité. Elle progresse sans atteindre les capacités d'égrenage installées de 600 000 tonnes. La campagne 2008-09 s'élèverait à plus de 310 000 t, en hausse par rapport aux 268 054 t réalisées en 2007-08. Autre avancée significative, la cession partielle de l'outil industriel de la Sonapra à la Société Commune de Participation, de l'homme d'affaires Patrice Talon, de 33,5 % du capital de la nouvelle société d'économie mixte,

Société pour le Développement du Coton. En outre, le gouvernement a créé sa Centrale d'Achat des Intrants Agricoles au Bénin, SA avec une participation de l'État, qui vise l'approvisionnement en intrants agricoles et en produits phytosanitaires pour l'ensemble des cultures. La grande difficulté pour le développement des autres secteurs agricoles demeure toujours le foncier. Un programme de la GTZ va mettre en place un cadastre rural pour des dizaines de communes.

Autre dossier de privatisation qui a trouvé une conclusion cette année, la Continental Bank. L'État, la Sonacop et la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) ont cédé leurs actions représentant 56,4% du capital social à la banque nigériane United Bank of Africa pour plus de 15 milliards de FCFA. Dans le secteur bancaire, l'État a engagé une étude de faisabilité pour la création d'une banque agricole.

Du côté politique, le président Boni Yayi ne dispose plus d'une majorité pour conduire à bien ces réformes.

> BURKINA FASO

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	53%	74%	93%
Stagnation	20%	13%	
Baisse	27%	13%	7%
Investissements			
Reprise	50%	43%	50%
Stagnation	29%	36%	43%
Baisse	21%	21%	7%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	47%	43%	71%
Faiblement bénéficiaires	13%	36%	15%
Équilibrés	7%	7%	7%
Faiblement déficitaires	20%	7%	7%
Nettement déficitaires	13%	7%	
Créances sur l'État			
Élevé		40%	
Normal		33%	
Faible		27%	

> Situation des entreprises françaises

Pays affichant une bonne croissance malgré les difficultés de sa filière coton, le Burkina Faso offre aux sociétés françaises de bonnes perspectives.

La tendance du chiffre d'affaires des entreprises est nettement meilleure en 2008, avec plus de 7 sociétés sur 10 qui sont en situation de reprise, qu'en 2007, où ce sont seulement 5 sociétés sur 10. Les estimations pour 2009 sont encore plus fortes, plus de 9 sociétés sur 10 prévoyant une reprise de leur activité.

La situation est confortable en ce qui concerne les résultats des entreprises : 8 sociétés sur 10 réalisent des bénéfices en 2008, contre 6 sur 10 en 2007, tandis que 9 sur 10 prévoient des résultats bénéficiaires pour l'année 2009.

Les investissements, en revanche, stagnent autour de 4 à 5 sociétés sur 10 en 2008 et en

prévisions 2009, sans doute en raison de la situation de la filière coton qui ne dope plus les investissements comme auparavant.

Les créances sur l'État sont jugées élevées pour 40% des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il présente, comme au Bénin, une note globale moyenne de 2,5/5.

Les opérateurs regrettent toujours la fraude douanière et fiscale et le délai des procédures, l'impact du secteur informel, le coût de l'eau et de l'électricité ou encore la corruption, qui obtient une note très moyenne de 2/5.

Mais ils se déclarent satisfaits du réseau routier et aérien local, des télécommunications, des banques, du droit du travail, de la sécurité, du faible absentéisme, de la formation et du coût de la main-d'œuvre.



> Situation économique

Dans un environnement extérieur difficile, le Burkina Faso s'en sort plutôt bien, parvenant à réaliser les objectifs de sa Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), signée avec le FMI. La croissance atteindra 4,5% en 2008 (contre 3,7% en 2007). Et 2009 offrirait encore de meilleures perspectives. Tout d'abord, la campagne céréalière 2008-09 s'annonce prometteuse avec une production attendue à 4,2 millions de tonnes (Mt) grâce à une politique incitative du gouvernement (semences améliorées, engrais, encadreurs agricoles) et une pluviométrie plus généreuse. La production prévisionnelle de riz se situe à près de 236 000 tonnes, en hausse de 242%.

Pour le coton aussi, première source de devises du pays, la production reprend après une faible campagne 2007-08 (360 000 t) et s'établirait à 520 000 t. Mais la chute vertigineuse des cours ces derniers mois aura un impact négatif. Le pays mise pour l'année prochaine sur l'introduction du coton OGM pour accroître les rendements. L'activité a été intense dans le domaine minier avec l'inauguration de quatre nouvelles mines d'or en moins d'un an : la mine de Mana, celle de Taparko, celle de Youga et la dernière en octobre dernier, la mine d'or de Kalsaka. Ainsi, la production d'or en 2008 devrait s'établir à 6,5 t (contre 2,5 t en 2007) et progresser régulièrement pour atteindre 18 t en 2010 avec l'entrée en activité de la mine d'Essakane.

En revanche, la mine de zinc de Perkoa qui devait être inaugurée fin 2009 fait face à des difficultés de développement, en raison de la faiblesse des cours du zinc et de la crise financière selon son opérateur, l'australien Aim. D'importants investissements sont également en cours pour la construction du barrage hydroélectrique de Samandeni, dont les travaux ont été lancés en janvier, et pour le démarrage des travaux de l'interconnexion électrique Bobo-Dioulasso-Ouagadougou.

Parmi les réformes structurelles attendues en 2009, figurent en bonne place la réforme fiscale avec la création d'un impôt unique sur les sociétés, la révision du code des investissements avec une limitation des exonérations compensée par un système d'amortissement accéléré, et la révision du taux de TVA. Si le taux de croissance en 2009 est prévu à 5,5%, il demeure néanmoins insuffisant pour réduire la pauvreté dont l'indice a gagné 2 points depuis un an. L'année 2008 a été émaillée de tensions sociales, grèves et manifestations contre la vie chère. L'inflation s'établirait à 9,5% en 2008. Plusieurs mesures ont été prises pour atténuer l'impact social comme la subvention de l'énergie, des exonérations de taxes et de TVA sur certains produits. En outre, des négociations salariales dans le secteur privé, sous la houlette de l'État, ont conduit en juillet 2008 à une revalorisation des salaires de 4 à 8% suivant les catégories. Une crainte pour 2009 serait une baisse de l'aide publique au développement (APD).

> CÔTE-D'IVOIRE

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	69%	64%	87%
Stagnation	25%	29%	13%
Baisse	6%	7%	
Investissements			
Reprise	43%	59%	87%
Stagnation	38%	35%	13%
Baisse	19%	6%	
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	60%	47%	69%
Faiblement bénéficiaires	20%	47%	31%
Équilibrés	20%	6%	
Faiblement déficitaires			
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		53%	
Normal		29%	
Faible		18%	

> Situation des entreprises françaises

Après la normalisation de la situation politique, l'économie de la Côte d'Ivoire, bien qu'encore fragile avec une croissance en légère progression en 2008, est sur la voie du redressement.

En 2007 et 2008, 6 à 7 entreprises sur 10 ont été en reprise de chiffre d'affaires et elles sont plus nombreuses à anticiper une reprise en 2009 avec près de 9 entreprises sur 10.

La tendance est encore plus forte en ce qui concerne les résultats : elles sont 8 sur 10 à déclarer de bons résultats en 2007, 9 sur 10 en 2008 et, signe de confiance, elles sont toutes unanimes à anticiper une année bénéficiaire en 2009.

L'investissement, pour sa part, continue à se consolider également entre 2008 et 2009 : 6 sociétés sur 10 puis 9 sociétés sur 10 investissent en 2008 ou projettent de le faire en 2009.

En ce qui concerne les créances

sur l'État, plus de la moitié des entreprises les jugent élevées.

> L'environnement des affaires

Il obtient une note globale moyenne de 2,6/5.

Parmi les points forts en 2008, on note une bonne appréciation du réseau routier, qui s'est amélioré, des infrastructures portuaires et aéroportuaires ainsi que des télécommunications. Sont également bien jugés : le secteur bancaire, le droit du travail, le régime fiscal, la qualité du personnel de maîtrise et les transports maritimes.

Les points faibles portent sur des préoccupations telles que la fraude douanière et fiscale, les délais de paiement, les jugements arbitraires, l'impact du secteur informel, la sécurité et le coût de l'électricité et l'état de corruption qui est élevé avec une note de 1,4/5.

> Situation économique

Depuis l'accord de paix de Ouagadougou signé en mars 2007, la situation économique de la Côte d'Ivoire s'est sensiblement améliorée. La confiance a été surtout regagnée avec le retour des bailleurs de fonds internationaux.

Enclenché en 2007, ce retour s'est approfondi en 2008 avec l'octroi en avril par la communauté internationale de 115 milliards de FCFA. Le FMI a également accordé en avril une aide budgétaire de 66,2 millions de dollars au titre de la deuxième tranche de son assistance d'urgence post-conflit. La prochaine étape, qualifiée de « cruciale » par le ministre des Finances, est la conclusion d'une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) avec le FMI qui permettra à la Côte d'Ivoire de bénéficier d'un allègement de dette au titre de l'Initiative Pays pauvres très endettés (PPTE). Avec un endettement supérieur à 6 000 milliards de FCFA, la marge de manœuvre budgétaire est faible, les salaires et le remboursement de la dette extérieure représentant les deux tiers du budget.

Reste que, fixée au départ au 30 novembre 2008, la date des élections présidentielles a été à nouveau reportée sans préciser la nouvelle échéance. Si des avancées notables dans le processus électoral ont été réalisées, des retards ont été accumulés dans le recensement des électeurs (1 million de personnes ont été enregistrées mi-novembre contre 12 millions attendues) et le démantèlement des milices n'est pas effectif sur la totalité du territoire.

La croissance devrait atteindre 2,9% en 2008, contre 1,6% en 2007. Cependant, la Banque mondiale a révisé fin novembre ses prévisions à la baisse à 1,8% et 2% en 2009. Des inquiétudes pèsent sur la campagne cacaoyère en cours, dont les achats montrent un retrait de 100 000 t par rapport à l'année dernière. Pour le café, troisième producteur de Robusta en Afrique – derrière l'Éthiopie et l'Ouganda – une reprise est prévue en 2008-09 avec 150 000 tonnes contre 107 735 t pour 2007-08. La production de coton, fortement touchée par la crise car l'activité est concentrée dans le Nord du pays, devrait progresser à 165 000 t en 2008-09 contre 150 000 t en 2007-08.

Dans le secteur agroalimentaire, Palmci a lancé au début de l'année un plan de développement pour doubler sa production (actuellement de 200 000 tonnes), dans les 3 à 4 prochaines années. Et les sociétés basées à Singapour, Olam International et Wilmar International, ont créé la joint-venture (50/50) Nauvu Investments qui doit investir 300 millions de dollars singapouriens (140,4 millions d'euros) dans le groupe Sifca en Côte d'Ivoire.

La production de pétrole avoisinerait toujours les 50 000 b/j. Une quinzaine de partenaires prospecte et le russe Loukoil a indiqué fin juin qu'il allait investir plus de 250 millions de dollars pour l'exploration de trois blocs. Dans les mines, le géant indien de l'acier, Tata Steel, devrait consacrer 1 milliard de dollars pour exploiter la mine de fer du Mont Nimba en partenariat avec la Société des mines de Côte d'Ivoire (Sodemi).

> GHANA

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	87%	86%	87%
Stagnation	13%	7%	13%
Baisse		7%	
Investissements			
Reprise	67%	67%	67%
Stagnation	27%	27%	33%
Baisse	6%	6%	
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	43%	44%	56%
Faiblement bénéficiaires	43%	38%	38%
Équilibrés	7%	18%	6%
Faiblement déficitaires	7%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Elevé		8%	
Normal		23%	
Faible		69%	

> Situation des entreprises françaises

Pays à croissance régulière qui reflète la solidité des fondamentaux, le Ghana dispose d'une bonne image internationale et connaît une activité économique positive – cours élevés du cacao et secteur aurifère favorable.

Comme prévu, l'activité des sociétés françaises a repris fortement en 2008 avec 9 sociétés sur 10 qui déclarent un chiffre d'affaires en hausse et qui anticipent la même situation favorable en 2009.

8 sociétés sur 10 ont enregistré des résultats bénéficiaires en 2008, contre 9 sur 10 en 2007, et 9 sur 10 prévoient une situation bénéficiaire en 2009.

Au plan des investissements, le niveau global demeure assez élevé en 2007 et 2008 et en anticipation 2009 avec 7 sociétés sur 10.

Enfin, les créances sur l'État sont faibles pour 69% des entreprises, 8% seulement les jugeant élevées.

> L'environnement des affaires

Il présente l'indice le meilleur de la zone : 2,8/5.

Les points forts satisfaisant l'investisseur étranger sont les suivants : le réseau routier, les infrastructures portuaires et aéroportuaires, les télécommunications, le régime fiscal, le secteur bancaire, la sécurité et les transports maritimes et routiers. Il est à remarquer que l'état de la corruption est bien noté, à 2,4/5. Les points faibles portent sur le droit foncier, l'insuffisance de personnel de maîtrise et l'absentéisme de même que la formation et surtout le coût élevé de l'électricité, conséquence de la crise énergétique en 2007.

> Situation économique

Le président John Kufuor a quitté le pouvoir à l'issue des élections présidentielles et législatives du 7 décembre 2008 avec la satisfaction d'un bilan largement positif. À la stabilité politique s'ajoute un dynamisme économique gagné par la res-



tauration des grands équilibres macroéconomiques. Depuis 2004, la croissance économique se situe au-dessus de 5%. Elle est attendue à 6,9% en 2008 après 6,3% en 2007. Et la perspective d'une production pétrolière dans les deux ans devrait stimuler encore l'économie. En juin 2007, la compagnie Tullow Oil, basée en Grande-Bretagne, a en effet découvert le champ offshore Jubilee et devrait démarrer sa production en 2010 avec 120 000 barils/jour puis 250 000 b/j. Par ailleurs, deux nouvelles compagnies, la norvégienne Aker Asa et la ghanéenne Chemu Power Company, ont reçu l'accord du Parlement pour l'exploration pétrolière dans la zone du Bassin de Tano.

Mais pour l'instant, ce n'est pas le pétrole qui fait vivre le Ghana. Mais le cacao et l'or. Le pays est devenu le deuxième producteur mondial de cacao (680 000 t en 2007-08) et prévoit de porter la production à 1 million de tonnes (Mt) en 2010 avec en parallèle un accroissement de la transformation sur place. En novembre, Cargill a inauguré à Tema une nouvelle usine d'une capacité de 60 000 t et d'Archer Daniels Midland (ADM) devrait faire de même au premier trimestre 2009 à Kumasi avec 30 000 t. Avec ces deux unités, la capacité installée passera à 343 000 t par an.

Porté par les cours mondiaux élevés les premiers mois de l'année, le secteur aurifère a enregistré une hausse en valeur de 40% au premier semestre 2008 à 1,1 milliard de dollars et une progression en volume de 3% à 1,27 million d'onces. En

revanche, les coûts de production sont en augmentation (en moyenne 598,15 dollars l'once, contre 498 dollars en 2007) par la hausse des dépenses d'électricité.

Le Ghana Stock Exchange est l'un des marchés les plus performants d'Afrique cette année. Depuis sa création en 2007, il a plus que doublé en valeur. En outre, le pays figure toujours dans les dix premiers pays africains du classement Doing Business de la Banque mondiale, car l'environnement des affaires y est favorable. On constate d'ailleurs une hausse considérable des investissements directs étrangers (IDE) au troisième trimestre 2008 à 1,38 milliard de cedis (178 millions au troisième trimestre 2007). Une progression en partie consécutive à la vente de 70% du capital de Ghana Telecom à Vodafone pour 900 millions de dollars. En novembre, l'État a également cédé 70% des parts d'actions de la société d'aluminium Valco pour un montant de 175,5 millions de dollars au consortium international Aluminium Partners (CBRD et Norsk Hydro Aluminium). À la clé, des investissements de 4,7 milliards de dollars dans une mine de bauxite et une usine de production d'alumine.

À mettre au passif du pays, un déficit des finances publiques important, une forte inflation dépassant les 18% en juin et une dépréciation de la monnaie nationale, le cedis, vis-à-vis notamment du dollar. En juillet, la Banque centrale a ainsi du revoir à la hausse son taux de base à 17%.

> GUINÉE CONAKRY

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	50%	80%	90%
Stagnation	40%	20%	10%
Baisse	10		
Investissements			
Reprise	56%	70%	70
Stagnation	44%	20%	20%
Baisse		10%	10%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	50%	70%	70%
Faiblement bénéficiaires		10%	30%
Équilibrés	30%	10%	
Faiblement déficitaires			
Nettement déficitaires	20%	10%	
Créances sur l'État			
Élevé		10%	
Normal		10%	
Faible		80%	

> Situation des entreprises françaises

La Guinée, riche en potentiels divers, notamment miniers, souffre d'aléas politiques persistants qui plombent son économie.

Néanmoins, les entreprises françaises, dont l'activité a stagné en 2006 et 2007, entendent pour 8 sur 10 d'entre elles une remontée de leur chiffre d'affaires en 2008 et pour 9 sur 10 d'entre elles, une reprise encore plus élevée en 2009.

La même tendance existe en ce qui concerne les résultats : 8 entreprises sur 10 tablent sur de meilleurs résultats en 2008 qu'en 2007, seulement 5 sur 10, et l'intégralité d'entre elles estiment qu'en 2009 les résultats seront tous bénéficiaires.

Si les investisseurs ont été, de par la situation, peu enclins à investir auparavant, on note une certaine reprise des investissements à compter de 2007 avec 6 sociétés sur 10 et plus nettement encore en 2008 et en anti-

icipation 2009, à hauteur de 7 sociétés sur 10.

Il faut espérer que les aléas politiques qu'a connus le pays en 2008 ne contrediront pas ces prévisions sur la fin de l'année 2008 et en 2009.

Les créances sur l'État sont quant à elles jugées faibles pour 80% des sociétés interrogées.

> L'environnement des affaires

Il présente une note globale moyenne de 2/5, soit la plus médiocre de la zone.

Les points forts sont assez peu nombreux compte tenu de la situation et sont : les infrastructures portuaires et aéroportuaires, le secteur bancaire, le faible absentéisme et le coût de la main-d'œuvre qui sont jugés satisfaisants.

En revanche, plusieurs facteurs non satisfaisants peuvent dissuader l'investisseur : le mauvais état du réseau ferré, les liaisons aériennes locales, les télécommunications, la fraude

fiscale et douanière, l'insuffisance de l'administration, les délais de paiement, les jugements arbitraires, le coût de l'eau et l'électricité et des transports routiers. L'état de la corruption y est très mauvais et est noté à 1 sur une échelle de 1 à 5.

> Situation économique

La tension politique et sociale a continué à être très forte en 2008, aggravée par les effets des hausses des prix alimentaires et énergétiques.

Le Premier ministre Lansana Kouyaté, nommé afin d'apaiser les mécontentements sociaux du début 2007, a été destitué et remplacé en mai 2008 par Ahmed Tidiane Souré, ancien ministre des Mines. Face aux troubles militaires qui s'en sont suivis, les autorités ont assuré le remboursement d'arriérés de salaires aux forces armées et décidé de repousser la mise en place de la formule d'ajustement des prix des produits pétroliers à la fin novembre 2008.

Le pays a renoué avec le FMI – le dernier accord avait pris prématurément fin en 2002 – avec la signature en décembre 2007 d'une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) d'un montant de 75,2 millions de dollars sur trois ans. Dans son prolongement, a été conclu un accord avec le Club de Paris pour la restructuration de la dette extérieure en janvier 2008. L'accord, qui annule immédiatement 180 millions de dollars, a permis de réduire de 415 millions à 37 millions de dollars le service de la dette due par la Guinée au Club de Paris entre le 1^{er} janvier 2008 et 31 décembre 2010.

Au plan macroéconomique, la timide reprise en 2007 avec un taux de croissance de 1,7%, a été contrecarrée par la conjoncture défavorable qui a pesé sur les perspectives 2008.

La Guinée, qui a très peu bénéficié de l'appréciation des cours internationaux, notamment de l'or et de l'aluminium, devait adopter d'ici à la fin de l'année un nouveau code minier et réviser la fiscalité minière. Il s'agit pour elle de tirer un meilleur parti de ses importantes ressources. En août dernier, Conakry a annulé la concession de 738 km² située dans la région de la Savane accordée au groupe Rio Tinto pour l'exploitation du minerai de fer du Mont Simandou. Les négociations ne sont cependant pas rompues pour mettre en valeur cette réserve de minerai de fer qui est l'une des plus importantes au monde, avec 2,25 milliards de tonnes. Rio Tinto, qui a déjà investi quelque 700 millions de dollars dans les travaux d'exploration, compte investir 6 milliards de dollars. Pour la bauxite, la CBG compte produire 13,5 millions de tonnes (Mt) en 2008, soit 1 Mt de plus qu'en 2007. Une hausse dont la valeur devrait toutefois être diminuée par la progression des coûts de production.

Au plan politique, les élections législatives, initialement prévues pour juin 2007, repoussées à fin 2008, devraient finalement se tenir la deuxième quinzaine de mars 2009. Le président Lansana Conté, très affaibli et peu présent, a affirmé qu'il resterait au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat en 2010.

> MALI

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	70%	56%	56%
Stagnation	20%	33%	33%
Baisse	10%	11%	11%
Investissements			
Reprise	30%	34%	56%
Stagnation	50%	33%	22%
Baisse	20%	33%	22%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	30%	44%	56%
Faiblement bénéficiaires	50%	22%	22%
Équilibrés		34%	22%
Faiblement déficitaires			
Nettement déficitaires	20%		
Créances sur l'État			
Élevé		40%	
Normal		30%	
Faible		30%	

> Situation des entreprises françaises

La croissance qui s'est ralentie en 2007, suite à la baisse de la production cotonnière et au recul de l'or, devrait être un peu plus élevée en 2008 et 2009.

On note, en ce qui concerne la tendance du chiffre d'affaires des entreprises françaises, un fléchissement par rapport aux prévisions antérieures : 7 sur 10 d'entre elles ont connu une reprise en 2007, contre 9 sur 10 en 2006, et 6 sur 10 devraient voir leur activité reprendre en 2008 et 2009.

De même, dans la précédente enquête, 100% des sociétés interrogées prévoient des résultats bénéficiaires entre 2006 et 2008. Dans l'enquête actuelle, leur nombre a fléchi à 7 sociétés sur 10 en 2008 avec toutefois une légère remontée à 8 sur 10 en prévisions 2009.

L'investissement connaît, quant à lui, une nette baisse en 2007 et 2008 avec 3 sociétés sur 10, mais avec une anticipation de

redressement à 6 sociétés sur 10 en 2009.

Les créances de l'État sont jugées élevées pour 40% des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il présente une note globale moyenne de 2,5/5.

Les points essentiels de satisfaction sont le réseau routier, les télécommunications, le faible absentéisme, la sécurité, le coût de la main-d'œuvre, de l'eau et des transports routiers.

Parmi les points les moins satisfaisants, on relève le mauvais état ferroviaire, la fraude fiscale et douanière, les délais de paiement, les jugements arbitraires, l'impact du secteur informel et le coût de l'énergie. Le niveau de corruption, élevé, y est noté à 1,2/5.

> Situation économique

Après un recul en 2007 à 3,2%, la croissance devrait retrouver un taux proche des années pré-



> MAURITANIE

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	80%	80%	80%
Stagnation	20%	20%	20%
Baisse			
Investissements			
Reprise	100%	60%	80%
Stagnation		20%	
Baisse		20%	20%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	40%	40%	60%
Faiblement bénéficiaires	60%	20%	20%
Équilibrés		40%	20%
Faiblement déficitaires	60%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'Etat			
Élevé		50%	
Normal		25%	
Faible		25%	

N.B. Faible nombre de réponses pouvant affecter les résultats réels.

> Situation des entreprises françaises

Pays défavorisé mais à forte croissance en 2008, la Mauritanie fait partie du club des producteurs-exportateurs de pétrole depuis 2006.

En 2007, l'activité économique des entreprises françaises se caractérise par un bon niveau de leur chiffre d'affaires : elles sont 8 sur 10 à le constater ou à le prévoir entre 2007 et 2009.

Les résultats, bénéficiaires pour l'ensemble d'entre elles en 2007, ont fléchi à 6 entreprises sur 10 en 2008 et devraient remonter à 8 entreprises sur 10 en 2009.

Les investissements ont été en reprise pour l'intégralité des entreprises en 2007 puis seulement pour 6 entreprises sur 10 en 2008. En 2009, les anticipations devraient remonter à 8 entreprises sur 10.

Le niveau des créances sur l'État est jugé élevé pour la moitié des entreprises interrogées.

> L'environnement des affaires

Il obtient la note globale moyenne de 2,1/5, soit la plus faible des quatre pays du Nord du continent.

On relève cependant des points forts tels que le bon réseau routier et portuaire, les télécommunications, le secteur bancaire, la sécurité, le coût de la main-d'œuvre.

Pour le reste, les points faibles sont tous notés très bas, autour de 1 ou 1,5 : le réseau ferré et aérien local, la fraude douanière et fiscale, la faible efficacité de l'administration et les délais de paiement, les délais des procédures, les jugements arbitraires, le droit foncier, le personnel de maîtrise, la formation, le coût de l'énergie et des transports aériens. L'état de corruption, très élevé, se situe à 1,4 sur une échelle de 1 à 5.

> Situation économique

Les premières élections libres en Mauritanie auront été de

cédentes, autour de 5%. Un nouvel accord triennal de Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) a été conclu avec le FMI en mai 2008, pour un montant de 28 millions de DTS (droits de tirages spéciaux), dont près de la moitié a été immédiatement libérée pour faire face à la hausse des prix des denrées alimentaires et de l'énergie.

Les deux piliers de l'économie malienne, à savoir l'or et le coton, sont en difficultés. Alors que la production aurifère a fortement progressé ces dernières années, devenant la première recette d'exportation du pays et représentant environ 10% du PIB, elle devrait reculer en 2008 pour se situer à 50,11 tonnes, soit 12% de moins qu'en 2007 (56,75 t). La plupart des mines du troisième producteur d'Afrique, derrière l'Afrique du Sud et le Ghana, arrivent en fin de vie. A l'instar du principal gisement aurifère du pays, la mine de Morila, opéré depuis 2000 par Randgold Resources, AngloGold Ashanti et l'État malien, qui devrait être transformé en complexe agricole en avril 2009. Deux nouvelles mines, Syama, opérée par Wassoul, et Kodieran, par Resolute Mining, devaient cependant rentrer en production en 2008 avec 3,5 t.

Plus inquiétante est la situation du coton, dont dépendent quelque 3,5 millions de personnes. La campagne 2008-09 peut être qualifiée de catastrophique avec moins de 200 000 t de coton graine attendues, en dessous du niveau de celle de 2007/08 (242 238 t), elle-même en retrait de 40% par rapport à

la précédente. Dans un tel contexte, la privatisation de la CMDT a été lancée avec l'approbation en août, par le Parlement, du schéma de privatisation. Prévue pour la fin de l'année, elle ne sera réalisée au mieux qu'à la fin 2009.

En revanche, la campagne agricole 2008-09 s'annonce excellente avec une production céréalière de 4,6 millions de tonnes (Mt). Avec la hausse des prix des denrées alimentaires, le Mali a lancé une « initiative riz » avec l'objectif de réaliser 1,6 Mt de riz paddy. L'effort sera poursuivi dans le domaine agricole avec la réalisation de plus de 100 000 ha d'aménagements agricoles entre 2008 et 2012. Par ailleurs, la production de sucre devrait se développer avec le projet de complexe sucrier à Markala.

Le rythme jugé très lent des privatisations semble s'accélérer. En 2008 a été réalisée la plus importante opération avec la cession de 51% la Banque internationale pour le Mali (BIM), deuxième banque du pays, au groupe marocain Attijariwafa Bank, pour un montant d'environ 40 milliards de FCFA. Dans le domaine bancaire, la Banque de l'Habitat du Mali (BHM), qui disposait d'un très lourd passif, a été restructurée. La privatisation de la société de télécommunication Sotelma est aussi en route : dans l'attente du lancement de l'appel d'offres, les entreprises préqualifiées ont été sélectionnées.

courte durée (17 mois). Le 6 août 2008, le général Mohamed Ould Abdel Aziz, ancien chef de la garde présidentielle, a déposé le premier président démocratiquement élu du pays, Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. La tension politique couvrait depuis plusieurs mois et un bras de fer s'était engagé avec les militaires, qui avaient pourtant soutenu sa candidature. Le mécontentement a grossi jusqu'à la menace, en juin, du dépôt d'une motion de censure au Parlement. Suite au limogeage de commandants des forces armées, le général Mohamed Ould Abdel Aziz a pris le pouvoir par la force, mais sans effusion de sang, faute d'avoir réussi à faire démissionner Sidi Mohamed Ould Cheikh Abdallahi. Le pays, dirigé par un Haut conseil d'État avec un Premier ministre civil, Moulaye Ould Mohamed Laghdaf, et des institutions restées en place, est suspendu à la décision de Mohamed Ould Abdel Aziz de se présenter aux prochaines élections présidentielles, prévues sous 12 à 14 mois.

La suspension de l'aide internationale pourrait être très préjudiciable à l'économie mauritanienne qui avait retrouvé un certain souffle. Retour des donateurs, 2,1 milliards de dollars promis en décembre 2007, renégociation de la dette avec les pays arabes, confiance regagnée des investisseurs à l'exemple des banques françaises Société Générale et BNP Paribas, qui s'y sont installées. En revanche, dans le domaine pétrolier, la déception est au rendez-vous. Le champ de Chingetti, opéré maintenant par

le malaisien Petronas, ne donne que 15 000 barils/jours. Cependant, d'autres opérateurs, comme Total et Tullow Oil, prospectent.

Parallèlement, porté par la hausse des cours, le secteur minier – le fer mais aussi l'or et le cuivre – a enregistré de bonnes performances. La Société nationale industrielle et minière (SNIM) a produit un record historique de 11,815 millions de tonnes (Mt) de fer en 2007 pour une valeur de 557 millions de dollars. En outre, elle a conclu plusieurs accords, notamment avec Arcelor Mittal (en janvier 2008) pour le projet d'El Agareb, avec l'australien Sphere Investments pour Guelb el Aouj, et avec le chinois Minmetal à Tazadit. Néanmoins, après le coup d'État, Industries Qatar s'est retiré du projet de Guelb El Aouj.

Le récent renouveau du secteur touristique marque fortement le pas. Plusieurs attentats terroristes ont provoqué une réduction sensible des arrivées touristiques à 5 000 cette année, soit moitié moins qu'en 2007. Du côté de la pêche, l'Union européenne a finalement versé fin octobre au gouvernement mauritanien l'enveloppe de 86 millions d'euros, contrepartie annuelle des accords de pêche liant Nouakchott à Bruxelles.

> NIGERIA

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	40%	91%	82%
Stagnation	10%		9%
Baisse	50%	9%	9%
Investissements			
Reprise	55%	55%	73%
Stagnation	9%	18%	27%
Baisse	36%	27%	
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	50%	55%	64%
Faiblement bénéficiaires	20%	9%	36%
Équilibrés	10%	36%	
Faiblement déficitaires	10%		
Nettement déficitaires	10%		
Créances sur l'État			
Élevé		33%	
Normal		33%	
Faible		34%	

> Situation des entreprises françaises

Pays dont la croissance a baissé en 2007, suite aux perturbations de la production pétrolière, le Nigeria devrait connaître une amélioration progressive de ses performances en 2008 et 2009, de pair avec la production et les cours pétroliers. Les entreprises devraient en bénéficier.

Cette évolution se reflète dans l'activité des entreprises françaises : pour l'exercice 2007, le chiffre d'affaires n'a été en reprise que pour 4 entreprises sur 10, tandis que pour l'année 2008, 9 entreprises sur 10 ont vu une reprise de leur activité, une tendance similaire étant prévue pour 2009 avec 8 entreprises sur 10.

Les résultats ont été assez bons en 2007, avec 7 sociétés sur 10 en bénéficiaire, et devraient être du même ordre en 2008, avec 6 sociétés sur 10. Selon les prévisions, ils s'annoncent très bons en 2009 puisque l'intégralité des

entreprises interrogées prévoit des résultats bénéficiaires.

En revanche, le climat reste peu propice aux investissements : 5 entreprises sur 10 ont investi en 2007 et prévoient de le faire en 2008. Pour l'année 2009, on note un peu plus d'optimisme avec 7 sociétés sur 10 qui manifestent l'intention d'investir.

Les créances sur l'État sont jugées élevées pour un tiers des entreprises alors qu'un autre tiers d'entre elles les jugent faibles.

> L'environnement des affaires

Il obtient, avec la Guinée, la notation la plus médiocre de la zone, soit 2,1/5.

Mis à part quelques points positifs tels que les infrastructures portuaires et aéroportuaires ou le secteur bancaire, les obstacles négatifs à l'investissement prédominent : réseau routier et ferré, fraude douanière et fiscale, harcèlement fiscal, impact du secteur informel, sécurité, fia-



bilité des interlocuteurs, coût de l'eau, de l'énergie et des transports maritimes. Le niveau de corruption est perçu élevé et y est noté 1/5.

> Situation économique

Les performances économiques de la deuxième puissance d'Afrique sont solides avec une croissance soutenue, une réduction de l'inflation et des positions extérieures et fiscales renforcées. La croissance atteindrait un peu plus de 6% en 2008. Toutefois, l'insécurité, les fragilités politiques et institutionnelles, la corruption, le déficit électrique – avec une puissance installée qui stagne autour de 2 000 MW – et le manque d'infrastructures demeurent d'importants handicaps. Le retournement de conjoncture pétrolière a retardé la présentation du budget 2009. Initialement, il se basait sur une croissance de 9,5% en 2009, avec des dépenses projetées à 2,68 trillions de nairas, dont 60 milliards affectés au secteur électrique. En outre, le pays renoue avec une inflation à deux chiffres (14% de septembre à septembre).

La production pétrolière se situe en dessous de ses capacités, avec une moyenne de 2 millions de b/j, en raison notamment de l'insécurité dans le delta du Niger où se multiplient les actes de sabotage et les enlèvements d'expatriés. Le Nigeria ambitionne toujours de produire 4 millions de b/j en 2010. Dans le domaine gazier où le pays détient des réserves prouvées de 5,2 milliards de m³, la volonté du gouvernement est d'imposer aux compagnies étrangères



D.R.

une augmentation des approvisionnements domestiques en gaz naturel liquéfié.

Si le secteur des hydrocarbures contribue toujours à plus de 80% aux recettes budgétaires, l'agriculture et les services font preuves d'un fort dynamisme. Un vaste programme de renouvellement des cacaoyers a été engagé avec l'ambition de porter la production à 600 000 tonnes en 2010 et d'accroître la transformation sur place. Elle s'est élevée à 210 000 t en 2007-08. Une deuxième raffinerie de sucre, BUA Sugar Refiner, est entrée en activité en septembre avec une capacité de 720 000 t. En revanche, la production de coton s'est inscrite en baisse de 20% en 2007-08, à 240 000 t.

Le secteur financier croît rapidement avec la consolidation et la recapitalisation des

banques, effectives depuis 2006. De 89 établissements, le système n'en compte plus que 25 dont la capitalisation boursière s'élevait à plus de 46 milliards de dollars à la mi-2008. Des banques solides qui soutiennent le développement du secteur privé et partent à la conquête de l'Afrique de l'Ouest. L'expansion de United Bank of Africa (UBA) sur le continent est révélatrice, Access Bank et Zenith Bank ont aussi une vision continentale. Parallèlement, la Bourse du Nigeria est très performante attirant les *hedge funds* et les investisseurs en capital-investissement d'Asie, d'Europe et des États-Unis. Le marché a néanmoins perdu environ un tiers de sa valeur depuis mars. La croissance est également portée par un secteur des télécommunications en pleine expan-

sion, avec le développement du cellulaire, représentant 13% du PIB. Et les perspectives de croissance sont réelles : moins de la moitié de la population dispose aujourd'hui d'une ligne téléphonique fixe.

Sur le plan politique, le président Yar'Adua, élu à l'issue d'un scrutin controversé, a eu des difficultés à asseoir son pouvoir, contribuant à un certain attentisme dans la mise en route des réformes et chez les investisseurs. En novembre, le chef de l'État a procédé à un vaste remaniement ministériel, limogeant 20 ministres. Remaniement qui avait été précédé d'importants changements avec la création d'un nouveau ministère pour la région du Delta du Niger et la scission du ministère de l'Énergie en deux portefeuilles distincts, Électricité et Hydrocarbures.

> SÉNÉGAL

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	67%	43%	50%
Stagnation	20%	43%	36%
Baisse	13%	14%	14%
Investissements			
Reprise	33%	53%	33%
Stagnation	53%	33%	47%
Baisse	14%	14%	20%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	53%	40%	36%
Faiblement bénéficiaires	33%	34%	43%
Équilibrés		13%	14%
Faiblement déficitaires	14%	13%	7%
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		47%	
Normal		20%	
Faible		33%	

> Situation des entreprises françaises

Pays à forte croissance, qui a vu son taux de croissance fléchir en deçà des prévisions dans les années récentes en raison de la hausse des prix pétroliers, d'une mauvaise pluviosité, etc.

Le chiffre d'affaires des entreprises françaises, qui était en reprise en 2007 pour 7 sociétés sur 10, n'est en reprise que pour 4 sociétés sur 10 en 2008. Il ne devrait monter que pour 5 sociétés sur 10 en 2009. Les résultats des entreprises restent néanmoins bons malgré un petit fléchissement en 2008 : 9 sociétés sur 10 sont bénéficiaires en 2007, 7 sur 10 en 2008 et 8 sur 10 devraient l'être en 2009.

Les investissements demeurent, comme les années précédentes, à un niveau relativement bas : 3 sociétés sur 10 ont investi en 2007, 5 sur 10 en 2008 et seules 3 sociétés sur 10 prévoient de le faire en 2009.

Les créances sur l'État sont

jugées élevées pour près de la moitié des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il présente une note globale moyenne de 2,7/5.

Au rang des points forts : les infrastructures portuaires et aériennes, les télécommunications – les mieux cotées de la zone –, le régime fiscal, la qualité du personnel de maîtrise, le coût de la main-d'œuvre, la formation et la sécurité.

En revanche, le mauvais état du réseau ferroviaire, la fraude douanière et fiscale, les jugements arbitraires, les délais de procédures et de paiement, les coûts élevés de l'énergie et l'impact du secteur informel restent les principaux sujets de préoccupation des entreprises. Le niveau de la corruption, très moyen, est noté à 2,1/5.

> Situation économique

La croissance attendue en 2008, de 5,3%, devrait être supérieure

à celle de 2007 (4,8%). Le chiffre 2008 est toutefois à prendre avec précaution, la Direction de la prévision et des études économiques du ministère sénégalais de l'Économie, dans sa note de conjoncture d'octobre 2008, tablant sur un ralentissement de la croissance dont les premiers signes se sont fait sentir en septembre. Interrogeant les chefs d'entreprises, elle souligne que leurs préoccupations portent sur la dégradation du climat des affaires, notamment la fraude, les problèmes d'approvisionnement en électricité, les délais de livraison et les lenteurs administratives. Spécifiquement dans le secteur du BTP, est mise en avant la difficulté de recouvrer leurs créances. En outre, le pays fait face à d'importants dérapages budgétaires.

La reprise d'un des fleurons de l'industrie du pays, les Industries chimiques du Sénégal (ICS), a été confirmée en 2008. Après sa recapitalisation en 2007 par le groupe indien IFFCO, ce dernier est devenu actionnaire majoritaire en février 2008 avec 85% du capital, le solde revenant à l'État sénégalais. IFFCO devrait investir 200 millions de dollars.

Le secteur du BTP est toujours en plein essor, porté par l'immobilier et les nombreux chantiers ouverts, notamment d'infrastructures à Dakar, ainsi que la construction du nouvel aéroport Balise Diagne (500 millions de dollars) et de l'autoroute Dakar-Dimniadoa. Le sommet de l'Organisation de la conférence islamique (OIC), qui s'est tenu en mars, a généré 300 millions de dollars d'investissement dans des hôtels et en infrastructures.

Du côté de l'agriculture, après deux années de recul, les perspectives pour 2009 sont excellentes avec une production de céréales qui s'établirait à 1,8 million de tonnes, soit plus du double de l'année précédente (772 239 t), avec près de 380 000 t de riz. En avril 2008 a été lancée la « Grande offensive agricole pour la nourriture en abondance » (GOANA). Chiffrée à 344,7 milliards de FCFA, elle vise l'autosuffisance à l'horizon 2015. L'aboutissement de grands projets et le regain d'investissements directs étrangers (IDE), au premier rang desquels figurent les investissements des pays du Golfe, devraient porter la croissance dans les années à venir. Rappelons qu'en octobre 2007, Dubaï Port World (DPW) avait remporté la concession du port à conteneurs de Dakar pour une durée de 25 ans avec un plan d'investissement de 300 milliards de FCFA. Autre société des Emirats Arabes Unis, la Jebel Ali Free Zone Authority (Jafza), filiale de DPW, a signé en janvier la convention de développement de la zone économique spéciale de Dakar, avec 800 millions de dollars d'investissement.

Dans les mines, Arcelor Mittal devrait investir 2,2 milliards de dollars dans le développement de la mine de fer de la Falémé. De même, l'australien Mineral Deposits Limited (MDL) construit une mine à ciel ouvert à Sabodala dont la production devrait atteindre 168 000 onces d'or à partir de 2009. Il exploitera aussi les gisements de sables de zircon et de titane de la Grande Côte avec des investissements prévus de 90 milliards de FCFA.



> TOGO

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	33%	34%	50%
Stagnation		33%	50%
Baisse	67%	33%	
Investissements			
Reprise	34%	34%	50%
Stagnation	33%	33%	50%
Baisse	33%	33%	
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	34%		40%
Faiblement bénéficiaires	33%	60%	20%
Équilibrés			40%
Faiblement déficitaires	33%	40%	
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		20%	
Normal		40%	
Faible		40%	

NB. Faible nombre de réponses pouvant affecter les résultats réels.

> Situation des entreprises françaises

Le Togo a connu des turbulences politico-économiques au cours des dernières années mais sa croissance se redresse progressivement depuis 2007, de pair avec l'ouverture politique du pays.

Le chiffre d'affaires des entreprises françaises a connu un faible niveau de reprise en 2007 et 2008 : 3 entreprises sur 10 seulement. Les prévisions pour l'année 2009 sont néanmoins plus optimistes, 1 entreprise sur 2 prévoyant la reprise de son activité.

Les résultats sont bénéficiaires pour 6 entreprises sur 10 au cours des trois années considérées.

Au niveau des investissements, seulement 3 entreprises sur 10 déclarent avoir investi en 2007 et 2008. En 2009, une entreprise sur 2 envisage de réaliser des investissements.

Les créances sur l'État sont jugées faibles pour 40% des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est noté globalement à 2,6/5. Le pays dispose de bonnes infrastructures (et d'une bonne gestion) portuaires et aéroportuaires. Il compte dans ses ressources humaines un bon personnel de maîtrise à faible taux d'absentéisme et le coût de la main-d'œuvre est raisonnable. La sécurité est moyenne. Les tarifs et procédures douaniers sont satisfaisants. Il dispose d'un assez bon réseau bancaire. Le coût des transports maritimes est satisfaisant. En revanche, le Togo souffre d'un certain nombre de handicaps : le réseau routier, ferré et aérien local, la fraude douanière et fiscale, les délais de paiement et des procédures, les jugements arbitraires, l'impact du secteur informel, le coût de l'énergie. Le niveau de corruption n'y est pas très bien noté à 1,6/5.

> Situation économique

Incontestablement, l'année 2008 a été marquée par le retour des

baillleurs de fonds internationaux au Togo, après 15 ans d'embargo suite à un déficit « démocratique », donnant un nouveau souffle à l'économie togolaise. Le FMI a approuvé en avril 2008 une Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC) de trois ans d'un montant 108 millions de dollars. La Banque mondiale s'est aussi réengagée avec un don de 175 millions de dollars. De son côté, la Commission européenne a octroyé, au titre du 10^e Fonds européen de développement (FED), 123 millions d'euros pour la période 2008-2013. La Banque africaine de développement et les donateurs bilatéraux ont suivi le mouvement. La France, premier partenaire du Togo, a alloué une subvention de 140 millions d'euros pour la période 2008-2012. Fort de l'accord avec le FMI, le Togo a vu sa dette réduite au Club de Paris en juin de 347 millions de dollars et ses paiements suspendus jusqu'en mars 2011. La prochaine étape devrait être l'atteinte du « point de décision » de l'Initiative des pays pauvres les plus endettés (PPT). La nomination de Gilbert Houngbo, ancien haut fonctionnaire, au poste de Premier ministre en septembre, peut être considérée comme un gage de bonne utilisation des fonds octroyés.

Une aide indispensable pour une économie privée de financements et d'investissements, où la croissance atteindra seulement 0,8% en 2008. Elle a été en outre frappée par la récente flambée des prix des produits alimentaires et énergétiques et par les inondations qui ont détruit ponts et routes, endommagé les récoltes et paralysé le commerce et les transports.

Le Togo souffre d'une pénurie d'électricité, la Compagnie énergie électrique du Togo (CEET) ne couvre que 50% des besoins et dépend à 80% pour son approvisionnement des pays de la sous-région. Elle a réceptionné cette année 20 groupes électrogènes et mise fortement sur la construction de la centrale électrique de 100 MW à Lomé par le Contour-Global sur financement de l'Organisation pour la promotion d'initiatives communautaires (OPIC). Elle devrait être opérationnelle en 2009. En outre, l'interconnexion entre le Ghana et le Togo a été officiellement lancée en août.

La production de phosphate s'est effondrée passant de 5,4 millions de tonnes en 1997 à 800 000 t en 2007. Une nouvelle structure, la Société nouvelle des phosphates du Togo (SNPT), créée en mai 2007, bénéficie d'un plan de redressement. Pour le coton, les prévisions de la Sotoco pour la campagne 2008-09 sont de 40 000 t de coton graine, soit moins que les 55 000 t obtenues l'année dernière. La relance de ces deux secteurs est une priorité.

Le port de Lomé, qui a bien résisté à la crise (5,5 millions de tonnes en 2007) profitant aussi des déboires de la Côte d'Ivoire, aura un nouveau terminal à conteneur en 2009. D'un coût de 250 millions d'euros financé en partie par l'OPIC, il sera exploité par le groupement MSC/GET-MA International, qui disposera d'une concession de 25 ans.

D'un point de vue commercial, le Togo a adhéré à l'African growth and opportunity act (AGOA) en 2008 et les produits togolais pourront entrer sur le marché chinois sans droits de douane.

Afrique centrale



POUR LIRE LES TABLEAUX

2007 : réalisé
2008 : probable
2009 : estimé

> CAMEROUN

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	59%	47%	50%
Stagnation	35%	47%	50%
Baisse	6%	6%	
Investissements			
Reprise	41%	47%	53%
Stagnation	47%	41%	35%
Baisse	12%	12%	12%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	47%	41%	50%
Faiblement bénéficiaires	29%	41%	38%
Équilibrés	6%	12%	6%
Faiblement déficitaires	12%		6%
Nettement déficitaires	6%	6%	
Créances sur l'État			
Élevé		12%	
Normal		41%	
Faible		47%	

> Situation des entreprises françaises

Pays à l'économie perçue par nos entreprises comme peu dynamique, dont la croissance donne toutefois, depuis 2007, des signes de reprise malgré une baisse de sa production pétrolière.

Pour les entreprises françaises, le chiffre d'affaires est plutôt en stagnation en 2008 et, selon leurs prévisions 2009, la moitié seulement connaissent une progression de leur activité.

Du côté des résultats, les chiffres sont plus positifs, les résultats bénéficiaires étant en progression pour 8 sociétés sur 10 en 2008 et pour 9 sociétés sur 10 en prévisions 2009.

En revanche, les investissements marquent toujours le pas, une société sur 2 seulement ayant prévu d'investir en 2008 et 2009.

Les créances sur l'État, quant à elles, sont jugées faibles pour près de la moitié des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il obtient la notation globale moyenne de 1,9/5.

Bien que les points forts soient moins bien notés que dans l'enquête précédente, certains secteurs demeurent toujours satisfaisants tels que les télécommunications, le secteur bancaire, le personnel de maîtrise, le faible absentéisme et le coût de la main-d'œuvre.

Les points faibles se situent au niveau des infrastructures en général, des liaisons aériennes locales, des douanes et de la fraude douanière et fiscale, de l'efficacité de l'administration, de la Justice et du droit foncier, de la sécurité, du coût de l'énergie et des transports aériens, de l'impact du secteur informel. Le niveau de la corruption y est élevé et obtient une note de 1,1 sur 5.

> Situation économique

Les autorités camerounaises ont plutôt bien géré les mouvements

SUCRE - FARINE - COTON ALIMENTATION ANIMALE - ÉLEVAGE en Afrique



Chaque jour la SOMDIAA cultive son savoir-faire agro-alimentaire

La SOMDIAA, Société d'Organisation de Management et de Développement des Industries Alimentaires et Agricoles, acteur majeur du secteur agro-alimentaire en Afrique francophone, a construit, depuis sa création, une vingtaine de complexes agro-industriels en partenariat avec les États Africains.

Présente en Afrique Francophone et dans l'Océan Indien depuis plus de 40 ans, la SOMDIAA y développe ses produits et ses métiers de l'agro-alimentaire : sucre, farine, coton, aviculture, alimentation animale... au profit des marchés domestiques locaux.

Ses filiales, trois sucreries de canne et trois moulins de blé, produisent et commercialisent des produits en conformité aux standards des pays développés en terme de qualité, d'éthique, de rentabilité, de technicité et de respect de l'environnement.

Les 11 000 personnes qui y sont employées sont assurées de bénéficier de la responsabilité sociale et des formations techniques et managériales qui constituent les valeurs historiques de notre Groupe.

39 rue Jean-Jacques Rousseau - bp 2122 - 75001 Paris

Tél : 01 40 39 55 00 - Fax : 01 40 39 55 01

www.somdiaa.com - e-mail : info@somdiaa.jlv.com



populaires importants en début d'année liés à la flambée des prix alimentaires. Diverses mesures ont été rapidement prises : le gel des prix du carburant (un coût de 180 milliards de FCFA sur l'année pour l'État) ; la suspension des droits de douane sur la farine, le blé, le riz et le poisson congelé ; des mesures à l'égard des importateurs. Parallèlement, les salaires des fonctionnaires ont été augmentés en moyenne de 20%, ce qui a dopé la croissance qui atteindrait 4% sur 2008. Du jamais vu depuis 4 à 5 ans. La baisse des cours mondiaux des matières premières au second semestre a permis de contenir l'inflation à 5% sur l'année.

La crise mondiale n'a guère impacté le secteur bancaire local qui demeure relativement sain et liquide, mais celle-ci pèse fortement sur la filière bois dont les carnets de commande se dégonflent dangereusement. Parallèlement, on peut s'inquiéter de l'impact qu'aura la crise sur le secteur minier qui a le vent en poupe au Cameroun : le nombre de permis de recherche délivrés est passé de 2 en 2003 à 53 durant le seul premier semestre 2008. L'américain Geovic se positionne sur le cobalt, nickel et manganèse près de Lomié ; l'australien Sundance Resources sur le fer de Mbalam (ce qui implique la création d'une voie ferrée de 400 km) ; Hydromine sur la bauxite à Minim Martap et à Ngaoundal ; le coréen C&K sur le diamant à Mobilong ; le sud-africain Africa Aura sur l'or dans le Batouri. Certains projets risquent, toutefois, d'être mis en attente en 2009 en raison de la crise.

Il en est de même de projets

d'investissements dont les appels d'offres ont été lancés cette année, comme le port en eau profonde de Grand Batanga près de Kribi (655 millions de dollars d'investissements avec Rio Tinto, Sundance, China Harbour Engineering, Maersk et Vinci « short listés ») ou encore le démarrage du barrage de Lom Pangar prévu pour 2009 ou 2010.

Les milieux d'affaires sont préoccupés par un environnement des affaires qui se complique. Ces deux dernières années, on a recensé pas moins de quatre nouveaux régimes fiscaux dérogatoires tendant à soutenir l'investissement, la Bourse et le réinvestissement des bénéficiaires. Mais en l'absence de textes d'application, ils demeurent inapplicables... La charte des investissements de 2002 n'est toujours pas applicable car les codes sectoriels ne sont pas tous sortis. Or, cette charte deviendra caduque si ces textes ne sont pas édictés avant avril 2009. L'ancien code de 1990 ferait alors office de réglementation en la matière. Le projet de loi de finances 2009 prévoit de réintégrer dans le code général des impôts un certain nombre d'avantages figurant dans divers codes sectoriels et ce code ferait office de référentiel unique en matière fiscale et d'investissement.

Côté politique, outre la réforme constitutionnelle autorisant le président Biya à se représenter en 2011, l'opération Épervier a donné lieu à plusieurs vagues d'arrestations pour détournements de fonds publics, dont l'ancien ministre de l'Économie et des finances Polycarpe Abah et son ex-collègue de la Santé Urbain Olanguena Awono.

> CENTRAFRIQUE

> Situation économique

Des étapes ont été franchies en RCA en 2008, tant sur le plan politique qu'économique. Malgré l'importante rupture électrique fin juin-début juillet à Bangui, due à la panne d'une des deux turbines de la seule centrale du pays à Boali, un taux d'inflation élevé (+25% des prix des produits alimentaires au premier trimestre), la grève de 24 000 fonctionnaires en janvier 2008 qui réclamaient notamment le versement d'arriérés de salaires, et un ralentissement des exportations notamment de bois, conséquence de la crise mondiale, le pays devrait connaître en 2008 une croissance de 3,5%.

Dans le secteur minier, Areva et le gouvernement ont signé, le 1^{er} août, un avenant à la convention du 28 février 2006 portant sur l'uranium de Bakouma. L'exploitation du gisement démarrerait en 2010 dans une zone pilote, avec une production optimale attendue pour 2012-2013. Dans ce cadre, 400 millions de dollars seraient versés de façon échelonnée au gouvernement durant 5 ans et l'État centrafricain obtiendrait 12% de la production prévue à 15 000t, voire 25 000t d'uranates par an. En matière agricole, le secteur coton tente de se redresser. Le gouvernement a augmenté de 50% le prix au producteur, à 150 FCFA le kilo, ce qui demeure toutefois très faible, d'autant plus que les volumes ne sont pas là pour compenser : 977 tonnes ont été récoltées en 2007-08. Le grand handicap de la filière demeure le coût élevé du transport (1,85 dollar pour acheminer un kilo de coton de

RCA au port camerounais de Douala alors que le cours international du coton est inférieur). Le président Bozizé entend lancer un vaste programme triennal afin de booster à 32 000 t la production d'ici 2011. Mais ce dernier requiert un soutien financier international et les bailleurs sont las, ayant déjà versé 5 millions de dollars en 2007 pour rembourser les dettes pendantes du gouvernement à l'égard des producteurs. À noter qu'en matière agricole en général, la Banque mondiale a accordé courant août 7 millions de dollars dont 3,75 millions sont destinés à l'accès aux intrants et à la redynamisation des cultures.

Côté politique, 2008 s'est ouverte sous les pires auspices. Le 18 janvier, le Premier ministre Elie Dote et son gouvernement démissionnaient en pleine crise provoquée par la grève des fonctionnaires, et quelques semaines avant le déploiement de la force européenne de paix Eufor, chargée de protéger les populations civiles du nord-est de la RCA des débordements de violence au Darfour soudanais limitrophe. Elie Dote a été remplacé de façon inattendue par le recteur de l'université de Bangui, Faustin Archange Touadera, qui, selon les observateurs, manquait d'expérience politique. Toutefois, en juin, le gouvernement a signé un accord de paix global, consolidant les accords de cessez-le-feu conclus jusque-là avec chacun des trois mouvements rebelles et en septembre, le Parlement a adopté une loi d'amnistie.



> CONGO BRAZZAVILLE

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	87%	67%	64%
Stagnation		33%	36%
Baisse	13%		
Investissements			
Reprise	60%	47%	31%
Stagnation	40%	47%	69%
Baisse		6%	
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	53%	53%	31%
Faiblement bénéficiaires	27%	33%	69%
Équilibrés	20%	7%	
Faiblement déficitaires		7%	
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		20%	
Normal		33%	
Faible		47%	

> Situation des entreprises françaises

Pays pétrolier dont la croissance s'est raffermie en 2008 après une forte chute en 2007.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires des entreprises françaises, élevé en 2007 avec 9 sociétés sur 10 en reprise d'activité, il s'est effrité en 2008 avec 7 sociétés sur 10, et il devrait encore reculer avec 6 sociétés sur 10 pour 2009.

À l'inverse, 8 sociétés sur 10 ont terminé l'exercice 2007 avec des résultats bénéficiaires, elles sont 9 sur 10 en 2008 et unanimes en 2009 à anticiper des bénéfices, avec toutefois des résultats qui seraient surtout faiblement bénéficiaires.

Les investissements, quant à eux, sont en recul régulier au cours des trois années : en 2009, seulement 3 sociétés sur 10 envisagent d'investir. Elles étaient le double en 2007.

Les créances sur l'État ne sont jugées élevées que pour 20% des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il s'établit en notation à 1,8/5. Les quelques points satisfaisants sont : les infrastructures aéroportuaires, le secteur bancaire, le faible absentéisme et la sécurité.

Les nombreux points faibles suivants constituent encore le principal frein au développement : la faiblesse du réseau routier, de la gestion portuaire, du réseau ferré et aérien local, les procédures et la fraude douanière et fiscale, l'inefficacité de l'administration et les délais de paiement, les procédures et les jugements arbitraires, le droit foncier, l'impact du secteur informel, la formation, le coût de l'eau et de l'énergie et des transports aériens et routiers. L'état de corruption est perçu comme élevé, il est noté à 1/5.

> Situation économique

La croissance s'accélère au Congo. Elle devrait s'établir à

9% en 2008 contre 6,2% en 2007. Elle est portée par le pétrole, même si le recul des cours mondiaux apportera des réajustements. En septembre 2008, le gouvernement a revu à la hausse de 51% les recettes pétrolières pour 2008, à 2 373 milliards de FCFA. La demande intérieure soutient également les autres secteurs. Les recettes pétrolières dopent les investissements et les réserves financières, lesquelles sont attendues à l'équivalent de 19 mois d'importation. Ainsi, quelque 195 millions d'euros seront consacrés à la modernisation des infrastructures de Brazzaville, 70 millions d'euros pour construire une route de 125 km pour désenclaver le nord-ouest du Congo, 180 millions d'euros pour la seconde piste de l'aéroport de Maya-Maya.

La production pétrolière devrait atteindre plus de 100 millions de barils, après la chute en 2007 à 87 Mb, chute consécutive à un accident survenu sur la plateforme pétrolière de Nkossa. Le groupe français Total a mis en production, en avril, son nouveau gisement de Moho-Bilondo, dont les réserves prouvées sont estimées à 230 millions de barils. À terme, il doit produire 90 000 b/j, ce qui augmentera de 35% la production congolaise. La SNPC devait aussi commencer à produire en novembre avec l'exploitation du champ de Mengo-Koundji-Bindi. Le groupe italien Eni a annoncé en mai qu'il comptait investir 3 milliards de dollars sur la période 2008-2011 sur l'ensemble de ses activités. Plus précisément, il exploitera deux gisements de sables bitumeux près de Pointe Noire.

Les mines attirent aussi les investisseurs étrangers. Le groupe américain Gerald Metals investira 50 millions de dollars sur trois ans pour exploiter des gisements de cuivre, plomb et zinc dans le Bouenza, selon une convention signée en février avec le gouvernement congolais. En revanche, la filière bois, deuxième secteur économique et employeur du pays, est touchée par la crise économique internationale. Pourtant en 2007, l'entrée en activité de nouvelles unités forestières avait relancé de 10% la production de bois tropicaux dont l'évacuation vers le port de Pointe Noire avait été facilitée par la remise en état du Chemin de fer Congo-Océan (CFCO).

Du côté des réformes, le pays souhaite s'engager sur la voie d'une meilleure gouvernance et transparence. Il a notamment réintégré le processus de Kimberley pour les diamants et il a posé en février sa candidature d'adhésion à l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE).

Le FMI devait reprendre en fin d'année la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), arrêtée en 2006, ce qui permettrait au Congo de bénéficier de l'Initiative en faveur des Pays pauvres très endettés (PPTE). En novembre 2007, le Congo avait obtenu des créanciers du Club de Londres une annulation de 80% de sa dette commerciale. Sur la scène politique, le président Denis Sassou Nguesso se représentera aux élections présidentielles de 2009.

> GABON

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	61%	38%	36%
Stagnation	23%	54%	64%
Baisse	16%	8%	
Investissements			
Reprise	46%	38%	46%
Stagnation	46%	54%	39%
Baisse	8%	8%	15%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	58%	38%	46%
Faiblement bénéficiaires	8%	23%	31%
Équilibrés	18%	23%	15%
Faiblement déficitaires	8%	16%	8%
Nettement déficitaires	8%		
Créances sur l'État			
Élevé		50%	
Normal		10%	
Faible		40%	

> Situation des entreprises françaises

Pays pétrolier à économie peu diversifiée, le Gabon a connu un pic de croissance en 2007.

L'activité économique des entreprises françaises en 2007 a été en reprise pour 6 sociétés sur 10 mais, selon les estimations, le nombre de sociétés en reprise baisse en 2008 et en 2009 à 4 entreprises sur 10. Les résultats bénéficiaires, qui concernaient 7 entreprises sur 10 en 2007 fléchissent à 6 sur 10 en 2008 mais se raffermissent pour 8 entreprises sur 10 en 2009.

L'investissement est en stagnation sur les trois années : moins de la moitié des entreprises envisagent de reprendre leurs investissements. Les créances sur l'État sont jugées élevées pour une entreprise sur 2.

> L'environnement des affaires

Il connaît la meilleure notation de la zone avec 2,5/5.

Il est satisfaisant pour les infra-

structures et la gestion ferroviaires, portuaires et aéroportuaires, le régime fiscal, le secteur bancaire, le droit du travail, le personnel de maîtrise, la sécurité et la protection de l'environnement.

En revanche, les entreprises déplorent le mauvais état du réseau routier, les délais des procédures et les jugements arbitraires, le coût de la main-d'œuvre et des transports. Le niveau de la corruption, jugé comme moyen, est noté à 2,4/5.

> Situation économique

Le Gabon accuse la chute vertigineuse des cours du pétrole, la baisse de 0,6% de sa production et le raffermissement du dollar face à l'euro, donnant lieu à une croissance de 3,9% de son PIB en 2008 contre 5,6% en 2007. La relative stabilité de la production pétrolière, à 13 millions de tonnes (Mt) (13,8 Mt attendues en 2009), permet de compenser partiellement la chute des cours. Mais

la loi de Finances 2009 doit tout de même être révisée, à 1 600 milliards de FCFA contre les 2 600 milliards initialement escomptés, retrouvant à peu près le niveau de 2007. Elle se fonde sur un cours du brut à 63 dollars et non plus à 108 dollars le baril, une chute des cours qui pourrait remettre en cause certaines prospections coûteuses. Le Gabon tire bien, malgré tout, son épingle du jeu côté financier : l'excédent budgétaire d'environ 10% du PIB en 2007 lui a permis, fin 2007, de réduire son endettement international (à 15,6% du PIB), de lancer deux emprunts obligataires – l'un international, l'autre régional – et d'abonder un compte régional à la Banque centrale des États d'Afrique Centrale (BCEAC). Rappelons que le PIB par habitant est de 8 000 dollars. Les agences de notation ont reclassé favorablement le Gabon.

La volonté politique de diversification de l'économie s'affirme, mais la réalité est tenace : le pétrole représente encore 45% de l'économie et 80% des biens de consommation demeurent importés. Des efforts sont faits pour réactiver des productions agricoles (café, cacao, sucre, huile de palme, etc.), mais la richesse minière prend chaque fois le pas. Outre le pétrole, les exportations de manganèse progressent (+5,7% à 3 700 t prévues pour 2009) et compensent la baisse des cours. Le Gabon a par ailleurs renégocié au premier semestre le contrat qui le lie aux Chinois pour l'exploitation du gisement de fer de Belinga. Un projet considérable (3 milliards de dollars d'investissements) qui

implique notamment la construction très controversée, au plan écologique, de la centrale hydro-électrique de Grand Poubara (83 millions de dollars) signée en janvier 2008. Dans l'uranium, Areva est de retour. En revanche, la crise internationale ébranle le secteur bois qui connaît des mises en chômage technique. La certification FSC obtenue en fin d'année par les groupes français Rougier (10 millions d'euros d'investissements sur 10 ans) et suisse Precious Wood, devrait leur permettre de mieux appréhender la crise. Les infrastructures routières ont connu peu d'amélioration et certaines compagnies aériennes, autres que Afrijet et Gabon Airlines, ont été mises en juillet sur la liste noire de l'UE.

Au plan intérieur, un nouveau gouvernement (nommé en décembre 2007) a œuvré en 2008 avec notamment l'ancien ministre d'État Casimir Oyé Mba, devenu ministre des Mines et du pétrole, remplaçant Richard Auguste Onouvié qui prend le portefeuille de la Planification et de la programmation du développement. La hausse des prix des biens de consommation a suscité une vague de mécontentement de la population en février : le gouvernement a suspendu des droits d'importation, a baissé les prix du diesel et a poursuivi le gel de la hausse des carburants. Les relations avec la France ont connu des moments de tension avec une violente réaction en janvier 2008 aux propos du secrétaire d'État à la Coopération Jean-Marie Bockel, voulant en terminer avec la « Françafrique » et en mars la reconduite d'étudiants gabonais hors de France.



**Au coeur
du développement...**

Banque Gabonaise de Développement
www.bgd-gabon.com



Chers partenaires,

La Banque Gabonaise de Développement se définit non seulement comme le premier partenaire des PME-PMI du Gabon, mais aussi celui des compatriotes, fussent-ils les plus défavorisés. En apportant notre soutien à tout projet visant à améliorer les conditions de vie des citoyens, tout en participant au développement socio économique du Gabon, nous restons résolument ancrés dans notre volonté d'être la première société d'intérêt national de notre Pays.

Christian BONGO,
Administrateur Directeur Général - Groupe BGD

> GUINÉE-ÉQUATORIALE

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	60%	67%	50%
Stagnation	40%	33%	50%
Baisse			
Investissements			
Reprise	67%	37%	50%
Stagnation	33%	50%	50%
Baisse		13%	
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	33%	33%	50%
Faiblement bénéficiaires	33%	50%	50%
Équilibrés	17%	17%	
Faiblement déficitaires	17%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé			
Normal		75%	
Faible		25%	

N.B. Faible nombre de réponses pouvant affecter les résultats réels.

> Situation des entreprises françaises

Pays pétrolier à très forte croissance mais à faible population. Le chiffre d'affaires des entreprises françaises a été en reprise en 2008 pour 7 entreprises sur 10 mais les prévisions 2009 sont plus faibles pour la moitié d'entre elles.

Les résultats poursuivent une tendance bénéficiaire croissante : 70% en 2007, 80% en 2008 et 100% en 2009.

Les investissements sont plus incertains : 4 entreprises sur 10 ont investi en 2008, contre 7 sur 10 l'année précédente, et 50% d'entre elles seulement prévoient d'investir en 2009.

Les créances sur l'État sont jugées normales pour les trois quarts des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est noté globalement à 2,4/5. Pour les entreprises, le pays ne dispose aujourd'hui que de peu d'atouts : le réseau routier et les

infrastructures aéroportuaires, le régime fiscal, la sécurité.

En revanche, il y a insuffisance de ressources humaines pour gérer le pays et les points faibles concernent : le défaut de personnel de maîtrise, l'absentéisme, le niveau de la formation, le coût de la main-d'œuvre, la gestion portuaire et aéroportuaire, le réseau aérien local, les jugements arbitraires, la pression fiscale, le secteur bancaire, le coût de l'eau et de l'électricité. L'état de corruption y est plutôt moyen et est noté à 2,3/5.

> Situation économique

Un taux de croissance à deux chiffres ! Après une baisse de régime en 2005 et 2006, la croissance en Guinée-Équatoriale est repartie à la hausse

avec plus de 23% en 2007 et autour de 20% pour 2008. Dans ce pays, devenue troisième producteur de pétrole de l'Afrique sub-saharienne, le gaz a pris le relais du pétrole où l'on relève des baisses de rendement, notamment sur le champ historique de Zafiro, exploité par le consortium Mobil Equatorial Guinea Inc. (MEGI). La production de pétrole se situe néanmoins toujours autour de 500 000 b/j.

Dotée de réserves gazières estimées à 40 milliards de m³, la Guinée-Équatoriale a vu sa production de gaz fortement augmenter depuis 2007, avec une multiplication par deux de ses exportations. Le premier train de transformation de GNL de la société équato-guinéenne de gaz naturel liquéfié (EG/LNG), dont le capital est réparti entre la compagnie pétrolière américaine Marathon Oil (60%), la société nationale de gaz (25%), les japonaises Mitsui (8,5%) et Marubeni (6,5%), a été inauguré en octobre 2007 et devrait faire passer dès 2008 les exportations à 3,4 millions de tonnes (Mt). La construction d'un second train de transformation de GNL, d'un coût de 1 à 1,5 milliard de dollars est envisagée et porterait la production à 8 Mt. En outre, un accord de coopération, sans que les modalités aient été clairement annoncées, a été signé en octobre entre le géant russe Gazprom et la EG/LNG.

La société nationale des hydrocarbures, Gepetrol, a racheté en mai pour 2,2 milliards de dollars les activités d'exploration et de production de la compagnie pétrolière américaine Devon Energy sur le gisement de Zarifo, au large de l'île de Bioko.

Fort des recettes des hydrocarbures, le pays a lancé des investissements publics colossaux en faveur des infrastructures de bases (écoles, centres de santé, logements, routes...). Depuis 2000, les dépenses en capital ont été multipliées par 20. Des dépenses qui n'ont cependant pas encore profité à la population. Avec un PIB de 7 874 de dollars par habitant, situant le pays au 73^e rang au niveau de la richesse, la Guinée-Équatoriale ne parvient qu'à 127^e place (sur 177 États) dans le classement de l'indicateur du développement humain (IDH).

Conscient de la nécessité de se libérer du « tout pétrole », le pays a adopté en novembre 2007 un Plan national de développement, « Guinée-Équatoriale horizon 2020 », où est notamment abordée la diversification de l'économie avec comme axes le secteur halieutique, le tourisme et les services financiers.

Sur un plan politique, les élections législatives, avancées d'une année, et municipales qui se sont déroulées en mai ont été largement remportées par le parti au pouvoir, le Parti démocratique de Guinée-Équatoriale (PDGE). À la tête du pays depuis 1979, Teodoro Obiang Nguema se représentera aux élections présidentielles de 2009.



**Nouvelle édition dans
la collection Mémo-Guide**

Prix 34 € TTC franco de port - REF 150022
COMMERCE INTERNATIONAL LES SOLUTIONS BANCAIRES
T. 01 49 70 12 04 - www.lemoci.com



Bâtir
aujourd'hui
la richesse de
demain

Construire, agrandir, moderniser les carrefours internationaux que sont **les ports et leurs infrastructures**, c'est participer concrètement au développement des **pays émergents**. Leader du génie civil africain depuis **un demi-siècle**, **Somagec** est fier d'être un des acteurs majeurs du **dynamisme économique** en Afrique. Créer de nouveaux ports à **Malabo**, à **Annobon** ou à **Kogo**, c'est contribuer à la construction de la **Guinée Equatoriale**, de son commerce, de ses **ressources énergétiques**. C'est accompagner le **développement humain et technique**. Forte de sa connaissance du continent africain, **Somagec** a développé une expertise alliant **innovation, confiance, sécurité et rentabilité**.



SOMAGEC Guinea Ecuatorial
Edificio Ureca, calle Parque de Africa
BP 405 Malabo
Guinea Ecuatorial
Tél. : +240 09 92 75/76/77
Fax : +240 09 92 71/74/79
somagecge@orange.gq



Créateur de développement

> RDC CONGO

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	75%	75%	75%
Stagnation	25%	25%	
Baisse			25%
Investissements			
Reprise	75%	50%	25%
Stagnation	25%	50%	50%
Baisse			25%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	25%	25%	25%
Faiblement bénéficiaires			25%
Équilibrés	25%	75%	50%
Faiblement déficitaires			
Nettement déficitaires	50%		
Créances sur l'État			
Élevé			
Normal		25%	
Faible		75%	

N.B. Faible nombre de réponses pouvant affecter les résultats réels.

> Situation des entreprises françaises

Pays en reconstruction, la République démocratique du Congo (RDC) connaît une très forte croissance.

8 entreprises françaises sur 10 enregistrent un chiffre d'affaires en reprise en 2007 et 2008, ainsi qu'en prévisions 2009, où 100% des entreprises prévoient de dégager un résultat bénéficiaire ou à l'équilibre.

Cependant, l'investissement des entreprises, quant à lui, suit une courbe descendante pour passer de 8 entreprises sur 10 en 2007 à 5 sur 10 en 2008 et 2 sur 10 en anticipation 2009. Les créances de l'État sont jugées faibles pour les trois quarts des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est noté 1,9/5, soit la notation la plus faible de la zone. Quelques facteurs positifs émergent du tableau dans cet environnement toujours diffi-

cile : les télécommunications, le secteur bancaire (moyen), le coût de l'eau et de l'énergie, de la main-d'œuvre, et des transports aériens et maritimes.

Le pays en reconstruction présente encore de nombreux facteurs négatifs : les infrastructures routières, ferrées, portuaires et aéroportuaires y compris leur gestion, le réseau aérien local, la fraude douanière et fiscale, la faible efficacité de l'administration, les délais de paiement, la Justice y compris les jugements arbitraires et les délais des procédures, le droit foncier, l'impact du secteur informel, le personnel de maîtrise ou encore le coût des transports routiers. L'état de corruption n'y est pas bon, il est noté à 1 sur 5.

> Situation économique

Une année coupée en deux pour la RDC avec un premier semestre dopé par l'envolée des cours des matières premières et un second touché par la crise mondiale. De 6,5% en 2007, sa

croissance devait atteindre 11,8% en 2008 mais ne serait en définitive que de 9% et pourrait chuter à 5,7-7,4% en 2009. Le taux d'inflation dépasse les 26%, suite à la flambée des denrées et au relèvement du SMIC. La RDC ne bénéficie toujours pas de programme avec le FMI mais la Banque mondiale s'est engagée sur plus de 9 milliards de dollars.

La révision des 61 contrats miniers, processus lancé en 2007 avec pour objectif d'accroître la participation de l'État, s'est poursuivie : le projet Tenke Fungurum (groupe Freeport), qui porte sur le plus important gisement de cuivre et de cobalt du monde et dont la production démarrerait en 2009-2010, en fait partie. Parallèlement, le relèvement des taxes à l'exportation de diamant en août 2008 a fortement touché le secteur et a eu un impact direct sur l'accessibilité aux devises sur le marché interbancaire. En outre, la RDC travaille sa politique de décentralisation ce qui fait craindre aux opérateurs une multiplication des tracasseries. Autre handicap : le port de Matadi reste très engorgé.

Au premier semestre, la production de cuivre et de cobalt a doublé avec de belles perspectives tant chez Katanga Mining que Tenke Fungurume, alors qu'un nouveau souffle animait le secteur diamantifère grâce au prêt de 140 millions de dollars des banques sud-africaines IDC et DBSA. Parallèlement, le secteur forestier a continué sur sa dynamique, tandis que les recettes pétrolières crevaient des plafonds (avec un baril à 147 dollars en juillet sur les marchés mondiaux).

Mais en juillet, des piliers de l'économie se sont vus affectés par l'effondrement des cours (sauf l'or) et de la valeur boursière des groupes. Une quarantaine de mines et d'usines de traitement ont interrompu leur activité comme à Mukondo, Tilwezembe et Kinsevere. Les plus gros groupes ont mieux résisté, dont BHP Billiton au Bas-Congo. Pour d'autres raisons, De Beers s'est retiré en fin d'année. Le secteur bois n'est pas épargné (l'activité a chuté de -40% env.) alors qu'il subit déjà en RDC une fiscalité compliquée (plus de 100 taxes différentes) : des contrats sont, là aussi, « revisités ».

Surfant jusqu'à maintenant sur la crise, les télécommunications tirent leur dynamisme du million de nouveaux abonnés par an : Millicom a pris la troisième place derrière Vodacom (3 millions d'abonnés) et Celtel (2 millions) et devant CCT ; Orange s'est mis sur les rangs pour une licence globale et MTN a cherché à se déployer. Toujours dans les services, sept banques ont obtenu de nouveaux agréments en 2008, dont Ecobank. Côté BTP, le remodelage du secteur ciment est toujours en cours avec Dangote, Lafarge et Scancem, intéressés par la recapitalisation de la société d'État Cinat. Quant à l'agriculture, la relance est lente.

Au plan politique et sécuritaire, on craint un nouveau scénario de la guerre de 1998-2003 : les combattants de Laurent Nkunda ont mis en déroute l'armée dans la province du Nord-Kivu, tandis que le président Joseph Kabila refusait encore, fin novembre, toute négociation. L'ONU a envoyé un renfort de 3 000 Casques bleus.



> TCHAD

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	55%	27%	40%
Stagnation	45%	64%	50%
Baisse		9%	10%
Investissements			
Reprise	40%	40%	20%
Stagnation	50%	50%	50%
Baisse	10%	10%	30%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	36%	22%	55%
Faiblement bénéficiaires	18%	78%	33%
Équilibrés	36%		12%
Faiblement déficitaires	10%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		36%	
Normal		18%	
Faible		46%	

> Situation des entreprises françaises

Pays pétrolier dont la croissance et la production pétrolière ont reculé en 2007, le Tchad pâtit d'une instabilité chronique.

En ce qui concerne le chiffre d'affaires des entreprises françaises, de faibles scores de reprise sont prévus : 3 sociétés sur 10 en 2008, moitié moins qu'en 2007, et 4 sur 10 en 2009.

Les résultats des entreprises affichent néanmoins une hausse très marquée, soit 10 sociétés sur 10 en 2008 et 9 sur 10 en 2009 ; mais il faut noter que les résultats en 2008 se caractérisent par leur niveau faiblement bénéficiaire.

Les investissements ont été assez faibles au cours des trois années considérées, 4 sociétés sur 10 investissant et moitié moins en 2009, les conflits politiques sous-régionaux dissuadant sans doute les investisseurs.

Les créances sur l'État sont jugées faibles pour près de la moitié des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est noté globalement à 1,8/5. Il est satisfaisant pour la gestion aéroportuaire, les télécommunications, le secteur bancaire et le coût de la main-d'œuvre.

Mais il est assez médiocre sur de nombreux points : les réseaux routier et aérien locaux, la fraude douanière et fiscale, les jugements arbitraires et les délais des procédures, le droit foncier, l'impact du secteur informel, la sécurité, la fiabilité des partenaires, le coût de l'énergie et des transports aériens ; autant de handicaps pour les investisseurs installés ou potentiels. Le niveau de la corruption y est élevé, il obtient une note de 1 sur 5.

> Situation économique

Les questions de sécurité ont dominé les scènes économique et politique tchadiennes tout au long de 2008. Les relations diplomatiques ont été rompues avec le Soudan après une attaque

de rebelles du Darfour visant Khartoum, le Soudan affirmant que N'Djamena était derrière ce raid. Le Tchad, quant à lui, a soutenu avoir subi des attaques venues du Soudan, dont celle des 2 et 3 février 2008, au cours de laquelle des rebelles avaient investi sa capitale et étaient à deux doigts de renverser le président Deby. Toutefois, après une brouille de six mois, les deux pays ont renoué le 9 novembre leurs relations diplomatiques.

À ce conflit qui a affecté l'économie nationale, dégradant l'image et le climat des affaires, s'est greffée la décision de la Banque mondiale, début septembre, de se retirer de l'accord de prêt (65,7 millions de dollars, début septembre) concernant l'oléoduc opéré par Exxon Mobil et qui relie les gisements de Doba, dans le sud du Tchad, au terminal pétrolier camerounais de Kribi. La Banque mondiale a justifié son geste par l'incapacité du gouvernement à respecter ses engagements de mettre de côté une partie des recettes pétrolières au bénéfice des communautés locales, de la santé et de l'éducation. Le Tchad a fait savoir que cette décision n'aurait pas de répercussion revenue tirée des 170 000 b/j acheminés par l'oléoduc.

Toutefois, l'ensemble de ces facteurs a fait plonger la croissance qui ne serait que de 0,2% sur 2008, soit -8% pour le PIB pétrolier et +3,25% pour le PIB hors pétrole, selon le FMI. Pour 2009, 3,5% est attendue selon une mission du FMI mi-novembre. L'inflation s'est nettement accélérée en 2008, sous l'effet principalement du renchérissement des denrées alimen-

taires, et devrait s'établir à 7,5% en moyenne en fin d'année.

Côté investissements, fin octobre, la China National Petroleum a lancé la construction à N'Djamena de la première raffinerie du pays : elle produirait 20 000 b/j en 2011 pour monter à 60 000 b/j. Une centrale électrique (20 MW) est également prévue dans le cadre de ce projet, ce qui boostera la production électrique nationale de deux tiers. De son côté, le consortium mené par Exxon Mobil poursuit ses recherches, tout comme la compagnie taïwanaise OPIC.

Sur la scène politique, le président Idriss Déby a nommé comme Premier ministre un diplomate de carrière, Youssouf Saleh Abbas, qui a proposé de négocier une trêve avec les rebelles de l'Est tchadien dont beaucoup sont d'anciens ministres, officiers ou soldats. Le chef de l'État a fait entrer quatre de ses adversaires politiques dans le nouveau gouvernement. L'Union européenne, qui a envoyé la force de paix Eufor dans l'est du Tchad pour empêcher tout débordement des violences au Darfour, s'est félicitée de cette ouverture politique. Elle avait par ailleurs programmé 30 millions d'euros sur 2008 en aide humanitaire.

Quant aux relations avec la France, l'affaire de l'Arche de Zoé, qui a démarré en octobre 2007, a continué à planer sur 2008 même après la condamnation en France, puis la libération des neuf Français, le président Idriss Déby les ayant graciés le 31 mars. En effet, le 7 octobre 2008, le Tchad a demandé à Paris 4,12 milliards de FCFA en dommages et intérêts. À suivre.

Afrique australe



POUR LIRE LES TABLEAUX

2007 : réalisé
2008 : probable
2009 : estimé

> AFRIQUE DU SUD

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	78%	67%	76%
Stagnation	11%	22%	24%
Baisse	11%	11%	
Investissements			
Reprise	71%	72%	53%
Stagnation	29%	17%	41%
Baisse		11%	6%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	39%	33%	41%
Faiblement bénéficiaires	39%	39%	29%
Équilibrés	10%	17%	12%
Faiblement déficitaires	6%	6%	18%
Nettement déficitaires	6%	5%	
Créances sur l'État			
Élevé		6%	
Normal		53%	
Faible		41%	

> Situation des entreprises françaises

Grand pays africain dont la croissance soutenue s'est passagèrement tassée en 2008, l'Afrique du Sud présente néanmoins de vastes potentialités. Les entreprises françaises affichent un niveau d'activité plutôt satisfaisant : 8 entreprises sur 10 ont connu un chiffre d'affaires en progression en 2007 et un même niveau est prévu pour l'année 2009, après un très léger fléchissement en 2008 à 7 entreprises sur 10. En ce qui concerne les résultats, 7 sociétés sur 10 anticipent un résultat bénéficiaire en 2008 et en 2009, contre 8 sociétés sur 10 en 2007, soit un très léger repli.

Les investissements ont connu, contrairement à l'enquête précédente, une reprise sensible avec 7 entreprises sur 10 qui ont investi en 2007 et 2008, en raison d'un taux d'investissement public du pays élevé entre 2007 et 2009. En re-

vanche, les prévisions d'investissements des opérateurs français en 2009 sont moins optimistes, la moitié d'entre eux prévoyant d'investir.

Les créances sur l'État sont jugées normales pour 53% des entreprises et élevées pour 6% seulement.

> L'environnement des affaires

Il reçoit une notation très supérieure à la moyenne, soit 3,4/5.

Les appréciations sont particulièrement élogieuses pour l'ensemble des facteurs, tous positifs à l'exception de la sécurité et du réseau ferré.

L'Afrique du Sud dispose d'infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires de haut niveau, d'un bon réseau aérien et de télécommunications performantes. On note l'efficacité du système douanier et fiscal, de la Justice, du secteur bancaire, la fiabilité des interlocuteurs, et la faiblesse des



Michael Jung - Fotolia.com

coûts de facteurs de production. Le niveau de la corruption, faible, est noté à 2,8/5.

> Situation économique

Un coup de frein économique se constate en Afrique du Sud en 2008. Alors que la croissance sur 2005-2007 avait été en moyenne de 5 à 5,5%, l'inflation chutant à environ 5% avec un taux de chômage baissant à 23%, 2008 a accusé les chocs des coupures d'électricité, du ralentissement économique mondial et de la baisse des prix des matières premières, de l'inflation et des incertitudes politiques.

La croissance ne serait que de 3,7% avec une inflation autour des 13%. Pour contrer cette poussée inflationniste, la Reserve Bank a fait grimper ses taux directeur à 12% en juin. Données inquiétantes : le taux d'endettement des ménages au premier

trimestre représentait 78,25% de leur revenu disponible et le paiement des intérêts de leurs emprunts a grimpé à 11,25% de leur revenu. Mais ce taux a été plus élevé par le passé. Par ailleurs, entre janvier et octobre 2008, le rand a perdu 27,8% face au dollar, alors que l'indice MSCI d'Afrique du Sud chutait de 42%. Ce qui a donné lieu à des fuites de capitaux, accentuant le déficit courant (9% du PIB). En revanche, les finances publiques continuent à être excédentaires et la dette publique ne représente que 35% du PIB. L'énergie a été « l'urgence nationale » de l'année. Des pans entiers de l'économie ont dû cesser le travail en raison des coupures d'électricité. D'où le plan d'urgence d'Eskom de 32 milliards de dollars pour développer ces 5 prochaines années de nouvelles centrales. Alstom a remporté la construction (1,4

milliard d'euros) d'une centrale électrique au charbon (790 MW) qui sera achevée en 2010-2014. Le consortium constitué par Areva, EDF, Bouygues et le sud-africain Aveng est sur les rangs pour deux réacteurs nucléaires EPR de dernière génération (1 650 MW chacun) face à l'américain Westinghouse (projet toutefois récemment interrompu). L'éolien fait des progrès avec la ferme pilote Darling Independent Power Producer et la construction prévue par Eskom à Kooekenaap de la plus importante infrastructure éolienne (100 MW) d'Afrique subsaharienne. La première centrale hydroélectrique indépendante de Bethlehem (7 MW) est sur les rails notamment avec la société néerlandaise NuPlanet; l'exploitation de la biomasse et la valorisation du méthane de de-

charge prennent de l'ampleur. Le secteur minier, pilier de l'économie, a non seulement fortement subi la crise énergétique en début d'année mais les grands groupes miniers sud-africains, cotés en Bourse, sont touchés de plein fouet par la crise mondiale. Nombre de leurs projets à travers le monde ont été révisés. En Afrique du Sud, la rentabilité de plusieurs projets – aurifères entre autres – est remise en cause.

L'activité BTP s'est ralentie en raison du resserrement des financements et du crédit. La construction de logements s'est contractée de près de 20% entre janvier et novembre, mais l'immobilier commercial se maintient.

Toutefois, les importants travaux pour la Coupe du Monde 2010 font que les grands groupes de BTP sud-africains ont leurs carnets de commande pleins. Les grands projets – construction du stade, train rapide Gautrain, aéroport international King Shaka et construction d'une zone industrielle, Dube Trade Port – se poursuivent.

En matière de télécommunications, 2008 tirerait encore bien son épingle du jeu avec une croissance de l'ordre de 8% environ mais l'année 2009 ne s'annonce pas aussi bonne.

Au plan politique, outre les violentes attaques xénophobes qui ont eu lieu à Johannesburg en mai 2008, l'année a été dominée par la démission en septembre du président Thabo Mbeki alors que des élections générales sont prévues pour 2009. L'incertitude politique reste une préoccupation majeure.

> ANGOLA

> Situation économique

La croissance économique de l'Angola atteindrait 15% en 2008 (contre 20% initialement prévu) et baisserait à 11,8% en 2009. Tous les secteurs ont confirmé leur dynamisme. La Banque mondiale prêtera 1 milliard de dollars entre 2009 et 2013 pour diversifier l'économie. La Chine suit le mouvement en poursuivant, en 2008, sa politique d'aide massive (4 à 11 milliards de dollars sur plusieurs années) en faveur des infrastructures, des réseaux électriques, de l'eau, sans oublier l'agriculture (dont le riz); sécurisant ainsi ses approvisionnements en pétrole. L'Angola est son premier fournisseur étranger.

Toutefois, la crise rattrape aussi quelque peu l'Angola qui s'est demandé en novembre s'il parviendrait à mettre en œuvre l'intégralité de son programme de

reconstruction (42 milliards de dollars) étant donné la chute des cours mondiaux du brut. En outre, suivant les directives de l'OPEP, l'Angola réduira sa production à compter de janvier, de 1,96 à 1,84 Mb/j. Si le prix du pétrole continuait de baisser, le gouvernement devrait alors réviser à la baisse ses projections budgétaires 2009 qui avaient été élaborées sur la base d'un baril à 55 dollars. Le pétrole représente 80% de ses exportations, 58% de son PIB en 2008 et il a permis d'enregistrer 41 milliards de dollars en recettes en 2007. D'ailleurs les compagnies pétrolières sont toujours aussi actives: derrière Exxon Mobil, numéro un, Total a déclaré vouloir passer sa production de 300 000 b/j à 700 000 en 2010 et Eni a signé un vaste accord de coopération économique, sociale et industrielle.

Le pays se lance aussi dans la construction de sa première unité de gaz naturel liquide (GNL): un projet mené par Chevron, BP et Total. Mais son coût devrait doubler, à 8 milliards de dollars, étant donné l'envolée des coûts de construction. Le feu vert a été donné à l'américain KBR pour concevoir la raffinerie (6,4 milliards de dollars; 200 000 b/j) de Lobito qui sera construite sur 4 ans.

Côté diamants, Endiama avait pour objectif d'atteindre 10 millions de carats en 2008, contre 9,7 millions (9,3 milliards de dollars) l'année précédente.

Le BTP et les travaux d'infrastructures poursuivent leur essor. Les logements modernes manquent cruellement et le marché immobilier a flambé. Deux milliards de dollars sont consacrés à la rénovation de la baie de Luanda. Par ailleurs, le chemin

de fer de Benguela devrait être étendu afin de relier la province de la Copperbelt en Zambie à l'Angola.

Fin novembre, l'Angola a annoncé vouloir lancer un fonds souverain, le Fundo Soberano Angolano (FSA), lui permettant de placer ses réserves financières dans des investissements à l'étranger, ce que Sonangol faisait jusqu'alors.

Sur la scène politique, le gouvernement a été remanié le 1^{er} octobre 2008, suite aux élections législatives du 5 septembre (82% pour le MPLA), avec de nouveaux titulaires pour les ministères des Affaires étrangères, des Mines et du Pétrole. Les rapports entre la France et l'Angola ont été dominés en 2008 par l'affaire de Angola Gate (vente d'armes), dont le procès a démarré à Paris début octobre 2008.

> BOTSWANA

> Situation économique

Un des pays les plus prospères d'Afrique (revenu de plus de 8000 dollars par habitant), le Botswana ne fait pas figure d'exception face aux crises de 2008: très liée à l'économie mondiale par son secteur minier, sa croissance économique ne serait que de 3,3% en 2007-08 contre les 5,5% anticipés. Ceci met un coup d'arrêt aux 8% en moyenne enregistrés par le pays depuis deux décennies. L'inflation dépasserait 12%.

Le pays a été, dès le début de l'année, très sévèrement touché par les restrictions d'électricité importée d'Afrique du Sud qui, elle-même, a connu une crise profonde: 72% de l'électricité

du Botswana est achetée auprès du sud-africain Eskom. La Botswana Power Corporation investit 1,66 milliard de dollars pour réduire cette dépendance. Et dans ce cadre, le méga-projet de Mmamabula (une mine de charbon et deux centrales électriques de 2 500 MW), mené par le canadien CIC Energy, a toute sa place, même si son coût a explosé par rapport aux estimations initiales (16 milliards de dollars contre 6 milliards prévus il y a deux ans). Dans une première phase, la production de charbon démarrerait en 2011 et sa centrale thermique en 2013. D'autres projets concourent à augmenter l'autonomie du pays: des travaux ont été engagés sur

la station de Morepule qui devrait, à terme, produire 600 MW. Plus en amont, Morupule Colliery, le seul producteur de charbon du pays et filiale de Debswana Diamond, a achevé une étude de faisabilité cette année pour accroître sa production annuelle de 3,1 millions de tonnes à 4 Mt d'ici 2011. Ce charbon serait destiné à la Morupule Power Station. Parallèlement, Botswana Power Corporation a signé un accord avec China National Electric Equipment Corporation et Shenyang Blower Works Electro-Mechanics Import and Export pour construire la centrale électrique à charbon de Morupule B (4 x 150 MW).

Le secteur diamantifère est éga-

lement très touché par la crise planétaire et le numéro un mondial, Debswana, a annoncé fin novembre qu'il devra réduire sa production, sans en préciser l'ampleur. L'exportation de diamants représente un tiers de l'activité économique nationale. Ailleurs, des projets ont été aussi remis en cause. Toutefois, African Copper a démarré cette année sa production de cuivre à la mine de Mowana (28 000 t en 2012).

Au plan politique, après une décennie au pouvoir, le président Festus Mogae a pris sa retraite. Son vice-président Seretse Khama Ian Khama assure l'intérim jusqu'aux élections générales en 2009.



> MOZAMBIQUE

> Situation économique

L'année 2008 a bien mal commencé au Mozambique, avec des manifestations contre la vie chère en février et le cyclone Kjkowe en mars. Mais finalement, le taux de croissance aura été très honorable, à 6,5% (7% en 2007), mais l'inflation a grimpé à 10%. Le pays s'est vu octroyer 770 millions de dollars par la Banque mondiale et son budget 2009 a le soutien de 19 partenaires internationaux pour 485,2 millions de dollars, en hausse de 91 millions de dollars sur 2008. Maputo a reçu en octobre un satisfecit du Fonds notamment pour ses nouvelles mesures de gestion financière, fiscale et administrative prises, et aussi pour celles facilitant la conduite des affaires.

Le Mozambique a demandé à rejoindre l'Initiative pour la transparence des industries extractives, décision majeure pour un pays qui entend doubler les investissements miniers ces cinq prochaines années. Et c'est sur la bonne voie. L'indien Global Steel a obtenu une licence de prospection (116 millions de dollars) de charbon dans la province de Tete tandis que le malais Petronas, l'américain Anadarko, le canadien Artumas, l'italien ENI et le norvégien Norsk Hydro investissent

(680 millions de dollars) dans le bassin sédimentaire pétrolier de Rovuma. La construction d'une seconde raffinerie de pétrole (8 milliards de dollars ; 350 000 b/j) a été signée avec Oilmoz et un pipeline de 450 km (517 millions de dollars) transportera de l'essence et du diesel du port de Maputo à l'Afrique du Sud.

Deux nouvelles découvertes gazières ont été faites par le sud-africain Sasol (investissement de 1,2 milliard de dollars), Petronas et le gouvernement sur le site de Njika-1 dans la province d'Inhambane. De son côté, le géant brésilien Vale réactive (130 millions de dollars) la mine de charbon de Moatize. Au total, des groupes brésiliens et australiens investissent jusqu'à 10 milliards de dollars dans la production de charbon dans le nord. Dans le secteur des minerais métalliques, le gouvernement a décidé d'annuler les concessions minières non travaillées.

Côté énergie, le Mozambique a fait un tour de table pour trouver les 400 millions de dollars nécessaires pour monter d'ici 2015 une centaine de centrales hydroélectriques. Et l'entreprise publique d'électricité EDM a annoncé construire (1,3 milliard de dollars) une usine thermique (680 MW) dans le Sud



T. Iwainisky - Fotolia.com

afin d'approvisionner l'Afrique du Sud, et ce en partenariat avec Intelec et Sasol. La construction d'une nouvelle ligne de transmission de 2 000 km (2,5 milliards de dollars) du barrage de Cahora Bassa à Maputo devait être approuvée.

Dans le secteur du transport, la LAM – Linhas Aereas de Mozambique – a acheté (75 millions de dollars) deux ERJ 190 au brésilien Embraer pour moderniser sa flotte et desservir le pays et la sous-région. Parallèlement, Maputo cherche 70 millions de dollars pour réhabiliter le port de Beira et poursuit la réhabilitation du chemin de fer de Sena. L'agriculture est un volet majeur et la hausse de 5% du bud-

get 2009 y est en partie liée. Des investissements majeurs ont été réalisés dans le secteur sucrier avec de bons résultats (175 000 t exportées ; 95 millions de dollars en recettes) : le groupe sud-africain Tongaat-Hullett, qui détient déjà deux usines, veut investir davantage. Avec la Coupe du Monde en 2010 en Afrique du Sud et ses 600 000 visiteurs attendus, le Mozambique a reçu l'appui de la Banque mondiale et de la SFI en mai pour l'aider à trouver les 3,1 milliards de dollars d'investissements nécessaires dans le tourisme.

Sur la scène politique, le président Armando Guebuza se représentera aux élections présidentielles de 2009.

La porte d'entrée en Afrique

Conseils Export - Facilitation d'affaires
Courtage Industriel



www.tradafrika.com



> NAMIBIE

> Situation économique

La crise économique a frappé la Namibie, dont la croissance en 2008 ne serait que de 3,9% contre 4,7% prévus. Le pays a été sévèrement touché par des inondations en mars 2008. L'inflation a atteint cette année son plus haut niveau en cinq ans, avec un peu plus de 10%. Pays que la communauté internationale apprécie, la Namibie s'est vue octroyer un don de 304,5 millions de dollars par le Millennium Challenge Corporation pour financer des projets d'éducation, de formation rurale et de réduction de la pauvreté. Il s'agit du plus important don que le pays n'ait jamais reçu.

Les performances ont été très mitigées, selon les secteurs, les deux poumons du pays étant les diamants et l'uranium. Pour l'uranium, Rio Tinto a développé ses opérations à Rossing (112 millions de dollars), dont la capacité devrait atteindre 4 500 tonnes, soit 12,5% de mieux qu'en 2007. La durée de vie de la mine a aussi été étendue à 2021. De son côté, Areva compte développer le projet de mine d'uranium de Trekopje, la troisième en Namibie (750 millions de dollars) : l'extraction démarrerait fin 2009. Elle figurerait en outre dans les dix premières mines d'uranium au monde.

D'autre part, Eramet a conclu un accord avec Otjozondou Mining pour étudier la faisabilité du développement d'une mine de manganèse sur le gisement d'Otjozondou, dans le centre de la Namibie. Concernant le secteur du cuivre, Weatherly International, qui détient Namibia Custom Smelters et cinq entreprises d'exploitation de cuivre, a levé,

début décembre, 11 millions de dollars pour financer l'expansion de sa fonderie (150 000 t de concentré). À noter que fin novembre 2008, elle a dû fermer deux de ses entreprises, à Otjishase et Tschudi, suite à la chute des cours mondiaux du cuivre. Les prospections pétrolières se poursuivent, à l'image de Chariot Oil & Gas, qui a fait en fin d'année deux découvertes. Fin octobre, la Namibie a organisé sa première vente aux enchères d'ivoire autorisée par la communauté internationale en près d'une décennie : 7,2 tonnes d'ivoire ont été ainsi vendues notamment à des Chinois et Japonais, pour 1,2 million de dollars. Trois autres ventes devaient avoir lieu avant la fin 2008, au Botswana, au Zimbabwe et en Afrique du Sud. À noter aussi les efforts importants de la Namibie, notamment de l'entreprise Witvlei Meat, pour obtenir de Bruxelles l'autorisation d'exporter en Europe sa viande, un secteur économique important. La Norvège serait intéressée. Au plan politique, la SWAPO, parti unique qui mène la vie politique depuis l'indépendance en 1990, se fragilise. Pour preuve, la formation en décembre 2007 d'un nouveau parti, Rally for Democracy and Progress, par l'ancien ministre des Affaires étrangères Hidipo Hamutenya. Pour contrecarrer cette fragilisation et face à l'échéance électorale de 2009, le chef de l'État Hifikepunye Pohamba a été nommé à la tête de la SWAPO et a pris dans son gouvernement l'ancien Premier ministre Hage Geingob, comme ministre du Commerce et de l'industrie.

> TANZANIE

> Situation économique

La croissance en Tanzanie serait d'environ 7% en 2008, avec une forte performance de l'industrie, de la construction et des services ainsi que des exportations en hausse de 30%. Toutefois, l'inflation est à plus de 11%. Les bailleurs de fonds étrangers ont alloué 700 millions de dollars en soutien budgétaire pour 2008-09.

L'essor économique pèse sur la demande en électricité (570 MW sur 600 MW disponibles). Le retrait de l'opérateur britannique Aggreko, « décomissionné » en fin d'année et qui gérait l'unité (40 MW) à Dar es-Salaam, n'a pas aidé. Mais de nombreux projets sont en cours. Les États-Unis ont alloué 698 millions de dollars, notamment pour un second câble sous-marin destiné à approvisionner Zanzibar. L'opérateur national, Tanesco, investira 1,17 milliard de dollars sur cinq ans pour accroître annuellement son réseau de 70 MW.

Le pays s'appuie sur ses gisements gaziers. Le projet Mtwara Energy, conjoint à la filiale du canadien Artumas, AG&P Power (qui exploite déjà le gisement de Mnazi Bay), les Pays-Bas et le gouvernement a été lancé avec la construction d'une centrale (300 MW) d'ici 2012 et une ligne (500 km) à haute tension. En 2008, Artumas a été autorisé à exporter du gaz au Kenya. Côté pétrole, le gouvernement proposerait en 2009 de nouvelles licences d'exploration dans quatre régions : le bassin de Ruhuhu, Malagarasi, le lac Eyasi et au sud du lac Tanka nyika. Le brésilien Petrobras chercherait à s'implanter. Le port de Dar es-Salaam n'arrive plus à

suivre la croissance économique enregistrant 50% de plus de cargos que sa capacité d'accueil. En outre, les frais y sont élevés, ainsi que ceux du transport ferroviaire pour acheminer les biens au port. Les projets d'extension des ports de Tanga et de Mtwara sont toujours à l'ordre du jour. D'autre part, le projet de ligne ferroviaire reliant Isaka, dans le sud, à Kigali, a été lancé en janvier ; les travaux sont réalisés par l'américain Burlington Northern Santa Fe.

Dans l'agriculture, les projets de biocarburants abondent : le britannique Sun Biofuels a acheté 8 000 hectares pour du jatropha, tandis que CAMS se lance dans le sorgho pour produire de l'éthanol, but recherché aussi par le suédois Sekab. Plusieurs projets d'expansion dans l'horticulture (10 000 t annuelles ; 66 millions de dollars en recettes) sont lancés avec la prospection de nouveaux marchés hors Europe. Il en est de même du thé qui vise les 41 millions de dollars de recettes sur 2008-09 pour 29 000 t exportées, contre 37 millions de dollars et 26 900 t en 2007/08. Mais le secteur, comme toute l'agriculture, pâtit des mauvaises routes de desserte. Le tourisme a été affecté par les troubles au Kenya, les touristes pour la Tanzanie transitant par Nairobi. Toutefois, le nombre de 750 000 touristes devrait être atteint, générant 1,2 milliard de dollars en recettes.

Côté politique, un profond remaniement ministériel a eu lieu en mai, suite à plusieurs démissions, notamment du Premier ministre Lowassa, et mises en cause pour corruption (affaire Richmond).



> ZAMBIE

> Situation économique

Premier producteur africain de cuivre, la Zambie est confrontée, au deuxième semestre 2008, à la chute vertigineuse des cours mondiaux (de 7000 dollars la tonne en janvier à 3500 dollars fin novembre à Londres) et à de graves difficultés d'approvisionnement en électricité. Sur les neuf premiers mois, les exportations de cuivre ont progressé de 10,7% à 421 519 t, mais les recettes ont chuté de 32% au troisième trimestre par rapport au second. Aussi le gouvernement a-t-il décidé, fin octobre, de geler le financement budgétaire de projets non essentiels. La croissance ne sera que de 6% (7% prévus) et l'inflation de quelque 14%.

Les autorités ont poursuivi leurs réformes notamment en fiscalité minière et ont légiféré sur l'uranium. En juin 2008, dans le

cadre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), le FMI a alloué 79,2 millions de dollars et la Banque mondiale 75,5 millions de dollars pour le secteur électricité, soulignant que les besoins s'élevaient à 2 milliards de dollars.

2008 demeure une bonne année. Les investissements étrangers, multiples et diversifiés par leurs origines, atteindraient 3 milliards de dollars (1,4 milliard de dollars en 2007) : l'Inde dans le manganèse, le cuivre, l'agriculture et l'agro-industrie ; la Malaisie dans la fabrication de téléphones mobiles ; l'Afrique du Sud dans les explosifs, le cuivre et le sucre ; le Nigeria dans les banques, la cimenterie, l'emballage ; le Kenya dans l'huile alimentaire ; la France (Lafarge) dans la cimenterie. La Chine joue un rôle majeur dans le cuivre, le

cobalt et la zone franche (50 entreprises chinoises, mais aussi américaines) avec un premier décaissement de 300 millions de dollars sur les 900 millions de dollars annoncés sur 5 ans.

Mais les importantes coupures de courant en janvier ont fortement impacté l'activité minière au premier semestre. Les travaux nécessaires pour réhabiliter la station hydroélectrique de Kafue Gorge et renforcer celle de Kariba North Bank (financement chinois de 400 millions de dollars) ont été lancés. De son côté, le groupe indien ER Engineering (financement de 500 millions de dollars) construit une centrale à charbon ; l'attribution des Maamba Collieries se poursuit. Le projet de barrage hydroélectrique de Kafue Gorge Lower (750MW) est plus que jamais à l'ordre du jour.

Il y a urgence car les projets très

« énergivores » sont nombreux : nouvelle mine d'uranium et de cuivre (Lumwana) de l'australien Equinox Minerals, projet de Konkola Deep Mining du britannique/indien Vedanta, mine de nickel de Munalali de l'australien Albidon, raffinerie de cuivre d'entreprise chinoise.

Dans l'agriculture, les résultats sont mitigés. La production de tabac a baissé de 23%, mais celle de café progresserait de 1000 t à 4300 t. Cette année, 100000 t de maïs ont dû être importées en raison des inondations. Le gouvernement souhaite allouer à des nationaux ou des étrangers deux superficies agricoles de 100000 ha chacune.

Au plan politique, le décès brutal à Paris du président Levy Mwanawasa, a donné lieu à la tenue d'élections le 30 octobre. Rupiah Banda est le nouveau chef de l'État.

> ZIMBABWE

> Situation économique

Le Zimbabwe s'est encore un peu plus enfoncé dans la déroute en 2008. Des chiffres macro-économiques récents et fiabiles sont quasi inexistant : le PIB ne cesse de chuter depuis 2000 et aurait encore perdu 6,1% en 2007 ; l'inflation serait de... 231 millions % sur les 12 mois à juillet 2008 ! À noter que, suite au renforcement des sanctions internationales, l'allemand Giesecke & Devrient a suspendu, en juillet, la fourniture de billets de banques à la Banque centrale.

À cette situation politique et économique exceptionnelle, s'ajoute la crise internationale. Ainsi, dans le secteur minier, Bindura Nickel Corp. (filiale du sud-africain Mwana Africa) a annoncé fin no-

vembre fermer les mines de nickel de Trojan et Shangani en raison de la chute des cours internationaux et de problèmes opérationnels. BNC est la seule opération intégrée de nickel (mine, fonderie, raffinerie) d'Afrique. Sa production minière avait chuté de 26% en 2007, à 4 200 t. La production aurifère nationale a aussi baissé, à 2 624 kg, sur les sept premiers mois de l'année. Une situation catastrophique car l'or représente le tiers des recettes d'exportation du pays.

Mais le Zimbabwe devrait voir sa production de platine (numéro deux mondial derrière l'Afrique du Sud) croître de 5,9% en 2008, à 180 000 onces. Impala, le plus important investisseur minier étranger du pays,

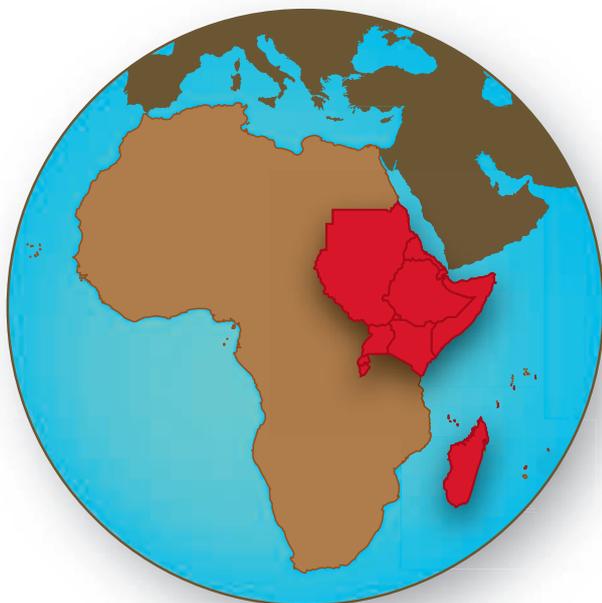
continue à y investir. Sa prédominance pourrait être mise à mal par Anglo Platinum qui juge le Zimbabwe comme stratégique à son expansion et y développe une mine dont la production démarrerait d'ici deux ans.

De son côté, le groupe d'investissement britannique LonZim (détenu à 20% par Lonrho) a déclaré fin juin 2008 parier sur le pays. Il a levé 65 millions de dollars pour investir dans des domaines divers allant de l'aviation, aux imprimeries, en passant par les TIC (Celsys).

Dans la téléphonie, sans surprise, l'opérateur national ne parvient pas à être privatisé et le second opérateur cherche des fonds. La croissance des trois réseaux de téléphonie mobile a été ralentie,

mais des travaux d'infrastructures sont faits, dont l'introduction de la Troisième génération (3G). Le réseau et les lignes à fibre optique sont en cours de réhabilitation. Sur la scène politique, suite à la réélection très vivement contestée en juin du président Mugabe pour un nouveau mandat de 5 ans, des négociations ont enfin été entamées. Elles se poursuivaient en fin d'année en vue de la formation d'un gouvernement avec Morgan Tsvangirai au poste de Premier ministre, en vertu d'un accord de partage du pouvoir signé le 15 septembre entre ce dernier, du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), et la Zanu-PF de Robert Mugabe.

Afrique orientale et Océan Indien



POUR LIRE LES TABLEAUX

2007 : réalisé
2008 : probable
2009 : estimé

> DJIBOUTI

> Situation économique

Djibouti, dont le socle économique continue à reposer sur l'activité de son port, devait accuser une croissance de 5,9% en 2008, stimulée par des investissements étrangers considérables dans les services et le BTP : la part de ces investissements dans le PIB est passée de 23% en 2005 à 42% en 2007. Pourtant, les coûts de l'électricité et du travail, notamment, demeurent élevés tandis que la qualification de la main-d'œuvre et l'environnement institutionnel sont faibles.

La bonne conjoncture a donné un coup de fouet aux recettes fiscales (+ 6% ; 35% du PIB) et stimule fortement le budget de l'État (+ 5%). Rappelons que les forces française (9 000 hommes) et américaine stationnées contribuent pour 8% au PIB et 19% au budget de l'État. Mais l'inflation est préoccupante, à 13,9% en juin sur les 12 mois précédents, et a conduit le gouvernement à décider d'éliminer des taxes à la consommation sur 5 produits de base et à s'entendre avec les détaillants pour limiter leurs marges.

Une politique qui a l'approbation du FMI. Celui-ci lui a accordé en septembre 2008 un prêt sur trois ans de 20 millions de dollars avec une première tranche de 6 millions de dollars décaissée afin d'aider le gouvernement à faire face aux chocs des prix pétroliers et alimentaires. Au-delà, il s'agit pour les autorités d'essayer d'étendre les effets bénéfiques des investissements au-delà du seul port et des services et industries qui lui sont liés. Le mois suivant, le Club de Paris a restructuré 76

millions de dollars de sa dette extérieure : le service de sa dette a chuté de 85 millions à 19 millions de dollars.

La position géographique exceptionnelle de Djibouti a continué en 2008 à être un facteur majeur d'investissement. Certains projets sont très surprenants, comme celui de Middle East Development qui entend construire un pont de 28,5 km de long sur la mer Rouge, reliant le Yémen à Djibouti. Le pont serait routier mais aussi ferroviaire. Il permettrait en outre d'acheminer de l'eau potable et du gaz naturel. Un projet pharaonique de 14 milliards de dollars et qui s'échelonne sur 15 ans. La société devait investir au moins 10 milliards de dollars et chercher le reste auprès d'investisseurs et d'institutions financières.

Plus sobre, le port de Doraleh a connu de nouveaux développements en 2008, avec l'inauguration en septembre du nouveau terminal d'une capacité de 3 millions de conteneurs. Le salaire a également été à l'ordre du jour avec la société chinoise Poly Group qui a remporté en mai un contrat pour équiper plusieurs infrastructures du pays.

Parmi les investisseurs qui prennent pied à Djibouti, OilLibya a marqué son entrée avec le rachat du réseau de distribution de Royal Dutch/Shell.

Au plan politique, le conflit frontalier qui a opposé en juin Djibouti à l'Érythrée pour le contrôle de la péninsule stratégique sur la mer Rouge a fait de nombreuses victimes. Le Conseil de Sécurité de l'ONU et la Ligue arabe ont tous deux condamné l'Érythrée et demandé le retrait des troupes.



> KENYA

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	88%	75%	100%
Stagnation	12%	25%	
Baisse			
Investissements			
Reprise	75%	50%	63%
Stagnation	25%	50%	37%
Baisse			
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	50%	38%	62%
Faiblement bénéficiaires	13%	62%	38%
Équilibrés	13%		
Faiblement déficitaires	24%		
Nettement déficitaires			
Créances sur l'État			
Élevé		38%	
Normal		12%	
Faible		50%	

N.B. Faible nombre de réponses pouvant affecter les résultats réels.

> Situation des entreprises françaises

Pays touristique à forte croissance en 2007 mais dont les perspectives se sont assombries en 2008 avec la crise politique, le Kenya devrait connaître une reprise en 2009.

Le chiffre d'affaires des entreprises françaises, en reprise pour près de 9 entreprises sur 10 en 2007, a légèrement fléchi à 8 sur 10 en 2008 mais 100% d'entre elles anticipent une reprise en 2009.

Pour 6 entreprises sur 10 en 2007, les résultats sont bénéficiaires, mais elles sont 100% à prévoir d'être bénéficiaires en 2008 et 2009, plus faiblement en 2008 et plus nettement en 2009.

Les investissements qui se sont bien portés pour près de 8 entreprises sur 10 en 2007, faiblissent à une entreprise sur 2 en 2008 et se reprennent à un peu plus de 6 entreprises sur 10 pour les estimations 2009. Les créances sur l'État sont ju-

gées élevées pour 38% des entreprises mais faibles pour la moitié d'entre elles.

> L'environnement des affaires

Il obtient une moyenne globale de 2,7/5.

Les opérateurs économiques français au Kenya déclarent être satisfaits des infrastructures aéroportuaires et du réseau aérien local, du secteur bancaire, du personnel de maîtrise, de la faiblesse de l'absentéisme, du bon niveau de la formation, et de la protection de l'environnement.

En revanche, le mauvais état des réseaux routier et ferré, les fraudes douanières et fiscales, les délais des procédures et les jugements arbitraires, la sécurité, ou encore le coût de l'énergie préoccupent les investisseurs. L'état de corruption n'y est pas très bon, il est noté à 1,6/5.

> Situation économique

2008 aurait été une année noire pour le Kenya, si ce n'est l'ap-

propriation populaire de l'élection du président Obama aux États-Unis et la réunion étonnante, au sein d'une « Grande Coalition », des deux anciens rivaux de la présidentielle de fin 2007, le président Mawi Kibaki et le Premier ministre Raila Odinga, dont le gouvernement a été investi en avril.

Les violences post-électorales en début d'année (1 300 morts) ont été suivies par la crise mondiale. La croissance a chuté de 7% en 2007 à 4,5-6% en 2008, incitant la Banque centrale en fin d'année à prendre des mesures afin de doper la consommation. L'inflation demeure un fléau, à près de 30%.

Au-delà du conjoncturel, le problème-clé du Kenya reste ses infrastructures et c'est pourquoi le gouvernement a lancé un plan quinquennal de 4,5 milliards de dollars pour en construire et rénover les existantes. Pour tenter de re-

médier à l'encombrement du port de Mombassa, les autorités devraient lancer en 2009 une première émission obligataire de 500 millions de dollars et ils cherchent des partenaires. Des négociations sont en cours avec le Qatar : l'émirat investirait mais participerait aussi à l'émission obligataire. En échange, il disposerait notamment de 100 000 acres pour y cultiver des produits horticoles.

Toujours en matière d'infrastructures, Nairobi a lancé un projet de 99 millions de dollars pour doubler la capacité de l'oléoduc reliant la capitale au port de Mombassa. Le *pipe* pourrait aller jusqu'à Kampala. Un important effort est fait sur les routes et la Chine a commencé à bitumer l'axe entre le Kenya et l'Éthiopie, désenclavant cette zone. Côté téléphonie, France Télécom devrait investir 78 millions d'euros par



Mwakaba - Fotolia.com

> MADAGASCAR

Tendance du chiffre d'affaires	2007	2008	2009
Reprise	67%	50%	69%
Stagnation	27%	44%	24%
Baisse	6%	6%	7%
Investissements			
Reprise	53%	69%	58%
Stagnation	27%	8%	21%
Baisse	20%	23%	21%
Tendance des résultats			
Nettement bénéficiaires	47%	43%	57%
Faiblement bénéficiaires	33%	36%	36%
Équilibrés		14%	
Faiblement déficitaires	14%	7%	7%
Nettement déficitaires	6%		
Créances sur l'État			
Élevé		31%	
Normal		23%	
Faible		46%	

an et moderniser sa filiale Telkom Kenya, acquis fin 2007. Les autorités mettent aussi l'accent sur l'agriculture (25% du PIB ; plus de 50% des exportations) en consacrant 10% du budget annuel à son développement. Le café a enregistré une bonne année (42 000 t en 2007/08 et 60 000 t attendues sur 2008/09) : les autorités entendent doubler la production d'ici 2012. Aux côtés du café, les exportations de thé atteindraient le record de 655 millions de dollars avec néanmoins une baisse des volumes, tandis que la filière horticole enregistrerait une hausse de 20% de son chiffre d'affaires (+14% ces dernières années). Mais la crise pourrait faire baisser les résultats de 5 à 10%. Pour les autres cultures, 165 millions de dollars ont été sécurisés auprès de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds international de développement agricole (FIDA) pour développer l'irrigation. Quant au secteur minier, les négociations pour l'exploitation de la mine de titane et de zirconium de Kwale par le groupe composé du canadien Tiomin Resources et du chinois Jinchuan n'ont pas encore abouties. Les bains de sang en début d'année et la hausse des tarifs liés à la flambée des carburants auraient fait chuter de 23% les recettes touristiques, à 665 millions de dollars. Pour redresser son image, le pays a lancé une campagne promotionnelle (13 millions de dollars) notamment aux États-Unis, en Russie, au Proche-Orient, en Chine ainsi que sur de nouveaux marchés européens, comme la France et l'Espagne.

> Situation des entreprises françaises

Pays à forte croissance, Madagascar connaît un développement touristique et minier important.

7 entreprises françaises sur 10 sont en reprise de leur chiffre d'affaires en 2007 et prévoit la même tendance pour 2009, avec un fléchissement entre les deux années à une entreprise sur 2 en 2008.

Les résultats sont bons : 8 entreprises sur 10 sont bénéficiaires en 2007 et 2008, et l'on prévoit que 9 sur 10 le seront en 2009.

L'investissement présente un parcours sinueux mais satisfaisant et en 2008 et en estimations 2009, le nombre de sociétés en reprise d'investissement est respectivement de 7 et 6 entreprises sur 10, contre 5 sociétés sur 10 en 2007.

Les créances sur l'État sont jugées faibles pour 46% des entreprises.

> L'environnement des affaires

Il est noté à 2,7/5. Il comporte des points forts tels que les infrastructures portuaires et aéroportuaires, le réseau aérien local, les télécommunications, le secteur bancaire, le droit du travail, le faible absentéisme, la sécurité, le coût de la main-d'œuvre.

Néanmoins, de nombreux points faibles demeurent tels que le mauvais état des infrastructures routières et ferrées, la fraude douanière et fiscale, les délais de paiement et des procédures, les jugements arbitraires, le droit foncier, l'impact du secteur informel, le coût de l'eau et de l'électricité. L'état de corruption est estimé très moyen, il est noté à 1,9/5.

> Situation économique

La croissance économique à Madagascar devrait atteindre 7,1% en 2008, tirée essentiellement par deux grands projets miniers canadiens d'un coût total de 4 milliards de dollars étalés entre

2006 et 2010 : celui d'extraction de nickel et de cobalt à Ambatovy par les entreprises Sheritt/Koreas/Sumitomo et Snc Lavalin, ainsi que celui à Fort Dauphin pour l'extraction d'ilménite par Rio Tinto. D'autre part, Total reprend 60% du permis d'exploitation de Bemolanga de Madagascar Oil, et on relève des projets de charbon, de bauxite (Alcan), de fer (convoité par 21 entreprises), d'uranium et de calcaire. Pour la première fois en 60 ans, du pétrole a été extrait, en mars, par l'Office des Mines Nationales et des Industries Stratégiques (OMNIS) et Madagascar Oil.

Ces investissements ont des retombées positives sur les infrastructures et l'activité économique générale. Revers de la médaille, ils renchérisent le coût de l'immobilier et des biens de consommation. Mais le tourisme d'affaires en profite. Accor construit deux hôtels à Tananarive : un Ibis dont le gros œuvre est achevé et un Novotel prévu pour 2011. En matière de tourisme pur, des hôtels haut de gamme ont ouvert sur la côte. Grand revirement dans l'économie malgache, le fioul ne devrait plus être la seule source de production d'énergie. Début novembre 2008, la centrale hydro-électrique Hydelec de Sahanivotry a ouvert : c'est une des premières selon une formule de partenariat public-privé (PPP). Une deuxième centrale est prévue pour 2009 par le groupe Henri Fraïse et celle d'Andekaleka, la plus importante du pays, sera équipée par la société chinoise Syno-Hydro d'un troisième groupe



> MAURICE

électrogène de 34 MW. Même le délicat dossier de la Jirama, ouvert depuis plusieurs années, pourrait avancer avec sa mise en gestion et non plus en affermage.

Parallèlement, Madagascar prend conscience de ses potentiels agricoles. Daewoo s'intéresse à la location d'un million d'hectares pour cultiver du maïs et des palmiers à huile, tandis que le pays se positionne sur le marché du carbone.

Côté européen, 2008 a été une période de césure entre le 9^e et le 10^e Fond européen de développement (FED) prévu pour 2009, provoquant un trou d'air d'investissements européens à Madagascar. Mais globalement, le climat des investissements s'améliore. Une nouvelle loi sur les investissements a été édictée en janvier 2008, les ministères techniques participent désormais à l'élaboration du budget de l'État et l'organisation des services, notamment fiscaux et douaniers, progresse. Le gouvernement a été remanié trois fois avec, en juillet 2008, la création très attendue d'un ministère de l'Eau. Des progrès sont faits dans la lutte contre la corruption sous l'impulsion d'une ministre de la Justice dynamique.

Les relations franco-malgaches ont été alourdies par le départ prématuré, en juillet 2008, de l'ambassadeur de France, nommé en février, après que le chef de l'État malgache eut refusé de le recevoir. Mais l'atmosphère s'améliore et les 650 filiales françaises présentes restent des plus actives et affichent plus d'optimisme.



L. Soustiel - Fotolia.com

> Situation économique

L'île Maurice devrait connaître une croissance de 5,4%, en baisse de seulement 0,2% par rapport aux prévisions, selon la Banque centrale. En revanche, l'inflation atteint 9,9% mais devrait baisser durant le premier semestre 2009. Si tout va bien. En d'autres termes, si le tourisme et les secteurs tirés par l'exportation se redynamisent. Or, les investissements directs étrangers (IDE) et les flux d'investissements de portefeuille, qui avaient considérablement augmenté en 2006 et 2007, ont baissé en 2008.

Au premier semestre, le secteur bancaire se portait bien (+22% pour les bénéficiaires, +23% pour les dépôts), tout comme le secteur transport. Le trafic fret à Port-Louis a atteint le record des 6,4 millions de tonnes (Mt), entre juillet 2007 et juin 2008, soit, il est vrai, avant la récession mondiale. Ceci conforte les autorités dans leur projet d'en faire un hub régional. Fin novembre, le nouveau quai pétrolier (19 millions de dollars) devait être opérationnel, permettant à des tankers de 55 000 t d'accoster. Un terminal pour

navires de croisière est à l'ordre du jour pour 2009.

La croissance du secteur touristique sur l'année ne devait être que de 4% contre les 8% attendus. Au premier semestre, le nombre de touristes européens (65,7% du total) a progressé de 4,3%, les Français en tête. Notons que le groupe Four Seasons a ouvert le 1^{er} octobre un complexe touristique à Anahita.

Un des grands défis de Maurice est son secteur sucrier. Sa production 2008 atteint 460 000 t (+5,5% sur 2007), mais la filière est inquiète par la baisse de 36% du prix qui lui sera payé sur le marché européen à partir de la mi-2009. Toutefois, le numéro un européen du sucre, l'allemand Suedzucker, a signé en juin 2008 un contrat pour l'importation annuelle de 400 000 t de sucre mauricien entre 2009 et 2015, soit la quasi-totalité de la production de l'île. De son côté, le gouvernement a annoncé un très ambitieux programme d'énergie renouvelable (sucre, déchets, éolien, solaire, eau de mer, capture d'émission de gaz) tendant à

fournir, d'ici 2015, 40% de l'énergie mauricienne. Maurice renforce aussi sa production d'éthanol, dont les exportations se sont élevées, en 2007, à 15 millions de litres. Ceci n'empêche pas les négociations entre Central Electricity Board et CT Power d'avoir bien avancé en : une centrale à charbon devrait être opérationnelle en 2011. Au plan agricole, le gouvernement a signé un accord début 2008 avec le Mozambique afin d'allouer à des agriculteurs mauriciens 5000 hectares de terres dans la région de Beira. Des accords semblables existent avec Madagascar et la Tanzanie.

Le secteur textile est mis à mal par la crise, l'appréciation de la roupie face à l'euro et à la livre sterling et par des taux bancaires qui avoisinent les 12%. Les ventes de textiles ont baissé de 12% à 15% en octobre 2008, augurant mal les perspectives pour 2009. Et si la baisse du coût du fret maritime est un élément important pour l'île, le raffermissement du dollar en fin d'année a annulé en partie son effet positif.

Enfin, la Chine est en négociation pour la création (730 millions de dollars) d'une zone commerciale à Terre Rouge – Shanxi Tianli Enterprises business park – qui accueillerait une douzaine d'entreprises chinoises. Port-Louis avait sollicité la Chine, en mai 2008, pour financer deux projets d'infrastructure (380 millions de dollars) destinés à décongestionner l'aéroport et la capitale.

[Le CIAN, la France, l'Europe et le monde]

Être un carrefour de tous les opérateurs d'Afrique

« L'ambition du CIAN est d'être le carrefour de tous les opérateurs en Afrique. Etant une petite organisation, elle ne fait donc peur à personne... ». Cette ambition, relate son président délégué Anthony Bouthelier, se fait jour graduellement.

Déjà, début 2007, les modifications statutaires de l'Agence Française de Développement (AFD) avaient conduit cette dernière à transformer son ancien Conseil de surveillance en Conseil d'administration avec un siège dévolu à un représentant des investisseurs privés. Il fut attribué au CIAN. Anthony Bouthelier avait interprété ceci comme la reconnaissance par l'administration de la nécessité de développer une culture de création de richesses qui passe, inexorablement, par la création d'un « environnement des affaires stimulant ».

Mais « il ne faut pas se faire d'illusion », note-t-il. D'une part, en France, les grandes orientations et décisions en matière d'aide publique au développement (APD) sont prises au sein du Comité Interministériel pour la Coopération Internationale et le Développement (CICID) et de la Direction Générale de la Coopération Internationale et du Développement (DGCID) et non au Conseil d'administration de l'AFD. D'autre part, une grande partie de l'APD française vient alimenter l'aide multilatérale. Et sur la partie bilatérale qui reste, des considérations d'ordre politique, « que le CIAN comprend

parfaitement », jouent un rôle important.

Aussi, depuis deux ans environ que le CIAN siège à l'AFD, « on ne peut pas dire qu'il ait réussi à réorienter de façon profonde quoi que ce soit », constate le responsable. Mais ce n'est, finalement, peut-être pas l'objectif immédiat. Dans un premier temps, le CIAN entend apporter un témoignage et amener l'administration à voir les questions du développement sous un autre angle : l'approche du CIAN est, par essence, différente des autres acteurs puisque le secteur privé, contrairement aux ONG qui siègent aussi au Conseil d'adminis-

tration, n'est pas demandeur d'aide à l'AFD. « Lorsqu'on a demandé que les entreprises soient représentées à l'AFD, certains ont pensé que c'était pour bénéficier des aides de l'AFD. Ceci est faux. D'ailleurs, les montants mis en jeu par l'AFD sont très faibles par rapport aux investissements que réalisent les entreprises privées... », précise Anthony Bouthelier.

Côté gouvernemental, le CIAN se félicite du rapprochement et des « bons rapports » avec l'actuelle administration, que ce soit

au niveau de la Cellule Diplomatique chargée de l'Afrique subsaharienne auprès de l'Élysée, qu'au niveau des ministères. « C'est plus une question générationnelle. L'équipe actuelle est beaucoup plus proche

« Nous devons être une force d'orientation et de propositions (...) »

des milieux d'affaires que ne l'ont été les générations précédentes », souligne Christophe Asselineau, avocat associé chez Simmons & Simmons et président de la Commission CIAN-États-Unis. « Le Secrétaire d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie, Alain Joyandet,

Le CIAN militant

Le CIAN est-il bien dans son rôle lorsqu'il publie un baromètre de l'environnement des Affaires, une carte du harcèlement fiscal, anime une commission sur la prévention de la corruption... ? Ne devrait-il pas se reposer sur des acteurs plus qualifiés notamment au niveau des gouvernements et des organisations internationales qui ont le pouvoir d'aller jusqu'à décréter l'embargo contre des États dévoyés ? Le CIAN milite pour le développement. Et la création de richesses par les entreprises sera d'autant plus durable et importante que la visibilité sera bonne. Il est donc cohérent de réclamer plus de transparence et d'État de droit lorsqu'on plaide pour plus d'investissements en Afrique. Bien entendu, les autres acteurs jouent leur rôle : les « conditionnalités » des bailleurs de fonds doivent être respectées d'autant que les États pourvoyeurs d'aides ont l'obligation de rendre compte aux contribuables. Seulement, l'efficacité de leurs interventions se heurte à au moins trois facteurs :

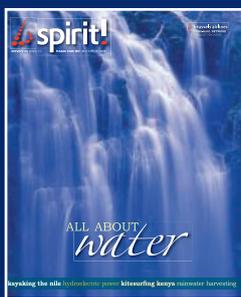
1 • Les pays africains pourvus d'importantes ressources minières et pétrolières ne dépendent pas des bailleurs de fonds et les « conditionnalités » les laissent indifférents ;

2 • Les discours sur la « bonne gouvernance » ont un effet limité par les préoccupations diplomatiques des uns et des autres. En clair, on ne peut pas un matin demander à un État africain de prendre telle décision à l'ONU et l'après-midi le clouer aux piliers ;

3 • Les États africains ne supportent plus les remontrances des États étrangers. Le NEPAD en instituant « le jugement par les Pairs » marquait bien cette volonté africaine de régler « en famille » les dysfonctionnements éventuels et de se dispenser des leçons reçues de l'extérieur. On le voit, la marge de manœuvre des administrations est réduite et c'est bien aux organisations professionnelles d'exprimer comment motiver les investisseurs : qui mieux que les entreprises elles-mêmes peut définir leurs besoins ? En élaborant une feuille de route, le CIAN ne porte pas atteinte à la souveraineté de quiconque. L'action du CIAN sur l'environnement des affaires a besoin d'être relayée et toute coopération est la bienvenue mais le CIAN est bien dans son rôle de témoin des préoccupations des entreprises.

Anthony Bouthelier,
Président délégué du CIAN

DÉCOUVREZ spirit! JUSQU'À 46 FOIS CHAQUE SEMAINE



Pourquoi donc 46 fois? Tout simplement, parce que c'est le nombre de vols hebdomadaires que Brussels Airlines vous offre entre l'Europe à l'Afrique. Ces vols faisant partie d'un vaste réseau comprenant plus de 70 destinations mondiales. En volant avec nous, vous apprécierez notre service de qualité, ainsi que nos prix avantageux. Sans oublier b.spirit, notre magazine à bord entièrement consacré à l'Afrique et à ceux qui s'y rendent. Le consulter vous donnera l'occasion d'en découvrir toujours un peu plus sur l'Afrique. Et ce jusqu' à 46 fois chaque semaine.

 **brussels airlines**
voyagez comme vous aimez

brusselsairlines.com

[Adresses utiles]

- > **Conseil français des investisseurs en Afrique (CIAN)**
45, rue de la Chaussée-d'Antin - 75009 Paris - Tél. : 01 45 62 55 76
Site : www.cian.asso.fr - E-mail : relationcian@cian.asso.fr
- > **Secrétariat d'État chargé de la Coopération et de la Francophonie**
20, rue Monsieur - 75007 Paris - Tél. : 01 53 69 30 00
Site : www.diplomatie.gouv.fr
- > **Agence française de développement (AFD)**
5, rue Roland-Barthes - 75598 Paris Cedex 12 - Tél. : 01 53 44 31 31
Site : www.afd.fr
- > **Banque africaine de développement (BAD)**
Avenue du Ghana - BP 323 - 1002 Tunis Belvédère - Tél. : (216) 71333511
Site : www.afdb.org
- > **Banque Mondiale**
Bureau européen - 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris - Tél. : 01 40 69 30 00
Site : www.worldbank.org
- > **Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED)**
Palais des Nations - CH- 1211 Genève 10 - Tél. : (41) 22- 917 12 34
Site : www.unctad.org
- > **Union européenne**
Représentation de la France près l'UE : Cellule Entreprises et coopération
14, place de Louvain - B- 1000 Bruxelles - Tél. : (32) 2- 229 82 11
Site : www.europa.eu.int
- > **Fonds monétaire international (FMI)**
Bureau européen - 66, avenue d'Iéna - 75116 Paris - Tél. : 01 40 69 30 70
Site : www.imf.org
- > **OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)**
2, rue André-Pascal - 75016 Paris - Tél. : 01 45 24 82 00 -
Site : www.oecd.org
- > **Organisation mondiale du commerce (OMC)**
154, rue de Lausanne - CH- 1211 Genève 21 - Tél. : (41) 22-739 54 93
Site : www.wto.org
- > **Répertoire des sites des Nations unies**
www.unsystem.org
- > **Nations unies et ONG**
Structure de liaison entre les Nations unies et les organisations non gouvernementales
www.undp.org/mdg
- > **Investir en zone franc (IZF)**
Site des pays de la zone franc : www.izf.net

vient de l'entreprise : il existe une communauté de langage qui est très importante », renchérit Anthony Bouthelier.

Signe du changement, le 27 août dernier, à l'occasion de la Conférence des ambassadeurs français à Paris, le Secrétaire d'État a réuni le CIAN et les ambassadeurs en poste en Afrique subsaharienne. Une grande première. Une rencontre qui a permis au Conseil des investisseurs de souligner l'importance du travail « d'équipe » entre l'administration et le secteur privé. Le jeu de rôles est bien compris : l'État a des impératifs politiques et diplomatiques, tout en se devant de promouvoir les principes fondamentaux que sont la bonne gouvernance et l'État de droit, tandis que le secteur privé, au niveau de ces organisations représentatives, peut mettre le doigt sur des dysfonctionnements techniques dans tel ou tel pays qui mettent à mal les investissements.

Toutefois, le CIAN a conscience de ses faiblesses à l'égard de l'administration. « Le CIAN a du travail à faire », remarque son président délégué. « Nous devons être une force d'orientation et de propositions beaucoup plus qu'un organisme de récrimination. Nous devons changer de culture et promouvoir l'échange d'informations plus régulier pour que l'administration prenne l'habitude d'écouter et d'entendre l'entreprise. Et pas seulement lorsque les choses vont mal ! »

Quid des relations avec les autres organismes s'intéressant à l'Afrique ? S'agissant du MEDEF

International, une meilleure coordination s'articule depuis environ deux ans, avec notamment la tenue toutes les 5 à 6 semaines de réunions avec le Service Afrique. En réalité, là encore, la répartition des rôles est relativement claire : le MEDEF est particulièrement performant dans l'organisation de missions en Afrique et d'événements à Paris, alors que « le rôle du CIAN consiste à exprimer l'expertise des opérateurs en Afrique notamment à l'occasion de ces missions et événements ».

Quant à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, principalement La Maison de l'Afrique, les relations demeurent étroites et constructives. Tout comme avec les Conseillers du Commerce Extérieur : Patrick Brunissen, président de la Commission Afrique et Océan Indien des Conseillers, est d'ailleurs membre du CIAN. Côté Afrique, le CIAN souligne l'outil que représentaient les commissions mixtes paritaires où, en leur sein, le CIAN travaillait en association avec les organisations professionnelles en Afrique et contribuaient à leur essor.

Côté français, avec les différentes chambres de commerce, « un vrai travail reste à réaliser », convient Anthony Bouthelier. « C'est une direction vers laquelle nous voudrions travailler. » D'autant plus que certaines CCI, comme celles de Bordeaux, Rouen, ou encore Lyon, ont une vraie vocation africaine. Et ce sont de véritables viviers de PME et d'investisseurs potentiels en Afrique.



Faire entendre sa voix à Bruxelles

C'est certainement à Bruxelles où les enjeux pour le secteur privé européen impliqué en Afrique sont parmi les plus importants. Et la présidence française au deuxième semestre 2008 a donné un lustre particulier à l'action du secteur privé français, notamment du CIAN, que ce soit en direct ou via l'European Business Council for Africa and the Mediterranean (EBCAM) où le CIAN siège avec 11 de ses homologues européens.

Le dossier des APE a, sans doute, été le plus délicat en fin d'année 2007, le CIAN ayant opté pour une voie médiane entre les pour, très favorables au jeu du marché, et les contre, notamment les ONG. « Le CIAN avait une position médiane : nous disions « oui » aux APE à partir du moment où était prise en compte la réalité du tissu industriel. Car le CIAN, c'est tout de même les entreprises déjà implantées en Afrique », explique Patrick Sevaistre, expert auprès du cabinet d'avocat Emergence Consult et responsable au sein du CIAN des relations avec les institutions européennes. « Nous avons fait partie de ceux qui ont un peu fait bouger les choses auprès des libéraux durs et qui ont permis d'éviter une situation de blocage : des pays et non des régions ont pu signer au 31 décembre 2007... Mais reste maintenant à l'UE de relancer le chantier de l'intégration régionale quelque peu mis à mal par la conclusion de ces accords intérimaires ! »

Bruxelles est riche d'organisations spécialisées comme le Centre de Développement de l'Entreprise (CDE), le programme « Biz-

Clim » spécialisé sur l'amélioration du climat des affaires ou encore ProInvest qui intervient en faveur des organisations professionnelles ACP. Le défi est de faire entendre la voix du secteur privé dans des structures qui ont plus la culture des procédures que celle du résultat.

Les bonnes intentions sont incontestables comme par exemple le soutien au rapprochement entre organisations professionnelles UE-ACP avec des montants portés de 500 à 800 000 euros et une durée étendue à un minimum de deux années. « Ceci va nous permettre d'impliquer des organisations professionnelles et des chambres consulaires de province en France et ainsi d'élargir le champs

d'action du CIAN », explique encore Patrick Sevaistre.

Cerise sur le gâteau bruxellois pour les instances françaises, le second semestre 2008 a été celui de la présidence française du Conseil. Et le CIAN, comme d'autres ont activement participé au *side event* des Journées Européennes du Développement à Strasbourg (15-17 novembre 2008), un événement « du secteur privé pour le secteur privé » tendant à montrer le secteur privé comme un acteur essentiel du développement sans pour autant se substituer aux États. Le secteur privé ne peut pas tout faire même s'il peut être gestionnaire dans des partenariats « public-privé ».

[La diaspora sollicitée ?]

Diaspora africaine et monde des affaires français commencent, très timidement, à jeter des ponts.

Peu de chiffres sont disponibles ; l'état des lieux est donc très partiel. Membre du CIAN et président du Groupe de Travail Education-Formation du CIAN, Didier Acouetey, PDG d'AfricSearch, cabinet de gestion en ressources humaines (RH) dédié à la diaspora africaine, souligne l'absence de « dynamique globale » de la part des entreprises françaises et/ou des pouvoirs publics à faire appel à la diaspora pour pourvoir des postes en Afrique. Toutefois, AfricSearch a réalisé des missions pour les secteurs des télécoms (Orange), des banques (BNP Paribas), des mines et de l'énergie (Areva), de la santé (Sanofi) pour identifier les besoins et aller de l'avant. « Le CIAN se veut très proactif dans le domaine », explique-t-il. « Nous avons aidé quelques entreprises membres, sur des dossiers RH ces derniers mois, et participé aux rencontres touchant les RH et "le changement" en Afrique (rencontres avec les ambassadeurs, avec le Corporate Council on Africa...). Le projet majeur sur lequel nous travaillons avec le CIAN est celui

du recensement et du classement des formations existantes en Afrique et utilisables par les entreprises. »

Les pouvoirs publics ne sollicitent guère, non plus, l'expertise de la diaspora, à l'exception du footballeur français d'origine ivoirienne, Basile Boli, à qui le président Sarkozy a confié une mission sur la diversité culturelle. Mais « on sent une envie de le faire de la part des pouvoirs publics », constate pour sa part l'ivoirien Dogad Dogoui, fondateur d'Africagora. Signe du changement, Bercy lui a ouvert ses portes en juin pour tenir le 8^e forum économique des diasporas africaines, manifestation organisée sous le copatronage du ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Codéveloppement, et des Secrétariats d'État chargé, de l'Entreprise et du Commerce Extérieur, et de la Coopération et de la Francophonie. Le MEDEF commence à l'inviter à assister au Comité Afrique : « C'est une première. Ils cherchent la voie... », commente M. Dogoui qui, courant septembre, a aussi pris contact avec le CIAN pour « établir des ponts ».

[Relations avec les États-Unis]

Le rapprochement CIAN-CCA génère plus de coopération que de compétition

Le Corporate Council on Africa (CCA) et le CIAN ont décidé de structurer et de renforcer les liens qui existent depuis de nombreuses années entre les deux institutions. Coup de projecteur des deux côtés de l'Atlantique sur ce rapprochement.

Depuis plusieurs années maintenant, des contacts informels existent entre le CIAN et le Corporate Council on Africa (CCA). Basé à Washington, ce dernier représente quelque 160 entreprises parmi les plus importantes aux États-Unis, travaillant ou intéressées par l'Afrique, comme Microsoft, Chevron Texaco, Boeing, Caterpillar, Monsanto, Oracle, Starbucks, etc. Les contacts entre le CIAN et le CCA se sont noués au gré d'événements où les deux organisations se retrouvaient, ou encore autour de dossiers sur lesquels les deux organisations constataient une convergence de vues.

En début d'année, le CIAN a été approché de façon plus directe par son homologue américain afin de structurer leurs relations. « Les

Américains se sont rendus compte de l'influence que pouvait avoir le CIAN en Afrique et de la connaissance que le CIAN avait de l'Afrique », explique le président de la Commission CIAN/États-Unis, Christophe Asselineau. De ce fait, le CCA verrait d'un œil très favorable une sorte de rapprochement entre entreprises françaises et américaines travaillant en Afrique.

Mais ne sont-elles pas concurrentes ? « Pas nécessairement », poursuit l'avocat d'affaires. « Cela permettrait aux entreprises françaises qui travaillent sur l'Afrique d'avoir aussi accès à des marchés américains. Cela peut prendre la forme d'accords de distribution de produits américains qui ne sont pas forcément concurrents par des produits français mais pour lesquels des réseaux de distribution gérés par des entreprises françaises existent. Par exemple Caterpillar. De nombreux réseaux de distribution en Afrique sont tenus par des Français, non par des Américains. » Cette année, le CIAN a testé l'idée

auprès de ses membres. Le retour a été très favorable : « Ils se sont, pour la plupart, déclarés ravis de travailler avec les Américains car il existe beaucoup plus d'opportunités de collaboration que de compétition », explique le président qui prend l'exemple de gisements pétroliers souvent gérés en commun.

D'autre part, les opérateurs français y verraient un moyen d'accéder plus facilement aux importants fonds d'investissements américains qui ont – avaient ? – souvent une approche plus audacieuse que les banques françaises, mais qui ne savent pas toujours où et sur quoi investir en Afrique. Enfin, auprès de bailleurs comme la Banque mondiale et le FMI, du reste basés à Washington, l'alliance du CIAN et du CCA sur certains dossiers auraient beaucoup plus de poids.

Alors, quid de la matérialisation de ce rapprochement ? On en est aux balbutiements. Un calendrier de rencontres est à établir et à communiquer aux entreprises membres du CIAN et du CCA. Une à deux réunions importantes par an sont envisagées avec des rencontres plus informelles, voire du B2B, au fil de l'année.

Un calendrier de rencontres est à établir

[Le CCA et les élections américaines]

Organisation non partisane, le CCA a été engagé dans les campagnes des Républicains comme des Démocrates. Pour répondre à la demande de ses membres, le CCA a accueilli tour à tour les conseillers Afrique de MM.

McCain et Obama. Un des deux conseillers de Barack Obama est Dr. Witney Schneidman, qui figure parmi les « africanistes » du Parti démocrate. Il a été chargé des relations économiques et commerciales entre les États-

Unis et l'Afrique au Département d'État dans le gouvernement Clinton. Il est d'ailleurs membre du CCA. Suzanne Rice, qui co-conseille Obama, a été sous-secrétaire d'État adjoint aux Affaires africaines en 1997 dans le gouvernement Clinton.



[Trois questions à Timothy McCoy]

« Pour le CCA, l'Afrique c'est le CIAN »

Timothy S. McCoy est vice-président du Corporate Council on Africa (CCA) et une des chevilles ouvrières du rapprochement entre le CCA et le CIAN. Début octobre, à Paris, des réunions ont eu lieu pour mettre en marche cette collaboration.

À cette occasion, Timothy McCoy nous a livré sa perception du CIAN et, au-delà, des relations du secteur privé franco-américain sur un continent qui se mondialise de plus en plus.

Le Moci : Comment les rapports CIAN/CCA évoluent-ils et comment vous projetez-vous dans l'avenir ?

Timothy McCoy : Cela fait une quinzaine d'années que le CCA et le CIAN se connaissent. Jusqu'ici, nous avons eu des échanges d'information et sommes restés en contact. Aujourd'hui, il y a la volonté de faire quelque chose de plus. Nous constatons que les choses en Afrique ont évolué au niveau politique et commercial. Les mentalités ont changé tant du côté africain qu'occidental.

On n'est plus au début des années 90 lorsque les Français et les Américains se voyaient comme des concurrents de longue date, même si à cette époque ce n'était déjà plus vrai. Maintenant nous allons identifier les domaines où nous pouvons faire des choses ensemble.

Par exemple, le CIAN fait son baromètre du climat pour les affaires en Afrique, ce que nous trouvons très intéressant. Nous avons même pensé faire quelque chose de semblable mais ce serait difficile car nous le ferions pour la première fois. Nous allons voir la possibilité de nous associer au projet du CIAN.

D'autre part, il existe un nouveau climat en Afrique, d'autres investisseurs arrivent. Nous voyons des partenariats d'une nouvelle manière. Nous pourrions, par exemple, rédiger un document et le soumettre à la Banque mondiale ou à d'autres institutions comme le G8 pour les informer sur les perspectives des secteurs privés français et américain, entre autres, concernant l'Afrique actuellement.

On est plus fort ensemble et c'est l'essentiel.

Le Moci : Donc votre rapprochement serait davantage autour d'une activité d'information que de mises en relation B2B entre entreprises françaises et américaines...

Timothy McCoy : Parfois oui. Les grandes entreprises n'ont guère besoin de nous pour se rencontrer. En revanche, des PME peuvent avoir besoin de nous. Il faut rappeler que les entreprises membres du CCA sont composées à 35% de grandes entreprises, 34% d'entreprises de taille moyenne et le reste de PME-PMI.

La majorité de nos membres est déjà impliquée en Afrique, seule une poignée ne l'est pas, contrairement au CIAN

pour qui la présence en Afrique est une condition *sine qua non* pour qu'une entreprise soit membre. Ainsi, une partie de notre activité est destinée à informer nos membres pour qu'ils soient attirés par l'Afrique. Nous sommes une ONG, « non-profit », et notre statut fiscal (501C3) nous interdit de faire du lobbying.

Le Moci : Comment à l'avenir les deux organisations vont-elles s'articuler ?

Timothy McCoy : Jusqu'à maintenant, nous avons échangé des points de vue. Nous sommes en train de voir s'il y aura des structures des deux côtés. Le CIAN a déjà mis en place une Commission CIAN/États-Unis et c'est une très bonne chose qui, pour nous, permet de dire : ces gens-là sont sérieux.

Lors de la réunion de notre Commission exécutive du Conseil d'Administration qui a eu lieu en juin, nous avons discuté de partenariats avec des organisations sœurs à travers le monde. Et le CIAN est la plus connue de toutes. En outre, nous nous connaissons, nous sommes à l'aise. Si nous réalisons une étude sur un sujet, on peut la partager sans problème avec le CIAN et vice versa. D'autre part, nous nous complétons. Le CCA organise un certain nombre de conférences, de forums, etc. Le CIAN, quant à lui, fait plus d'analyses, de travail de fond. Ce n'est pas toujours notre point fort. C'est peut-être la base d'une coopération.

J'ai invité Christophe Asselineau, président de la Commission CIAN/États-Unis, à Washington en novembre pour faire une présentation aux membres du CCA sur la France en Afrique, l'approche du nouveau gouvernement français, les perspectives des entreprises françaises et américaines en Afrique. Ce partenariat, même aussi simple qu'un échange d'information, pourra nous aider à mieux comprendre l'Afrique francophone. En septembre 2009, le CCA organise son sommet à Washington. Pour MM. McCain ou Obama, ce sommet pourrait bien évidemment servir comme un « coming out » vers l'Afrique. Ce sera une opportunité pour le nouveau Président américain de présenter ses orientations. Nous aimerions que le CIAN soit présent.

[Commission Développement durable]

Faire « aller » la planète dans le bon sens !

« Le développement durable, c'est une démarche. Ce n'est pas un état des lieux. S'il y a une démarche constructive vers le développement durable, que ce soit de la part des États, des entreprises, des individus, la planète va dans le bon sens. » Georges Debane, président de la Commission Développement durable du CIAN depuis 2004, également directeur de Naxem Ingénierie, le souligne d'emblée : il n'y a pas de scoop en 2008 et il n'y a pas de vedettes. Il y a seulement un processus, relativement récent, qui se poursuit. Le protocole de Kyoto a été adopté en 1997 mais il n'est entré en vigueur qu'en 2005. Cependant 2008 est une année charnière pour les accords de Kyoto, car de là commence la phase II de

ces accords et les engagements pris par les États signataires.

Cette relative jeunesse du processus explique la diversité des situations à travers le monde. La France a voulu se montrer exemplaire en la matière. Depuis 2002, les entreprises françaises cotées en Bourse ont l'obligation légale de publier, selon la loi sur la Nouvelle Réglementation Économique (NRE), un « reporting » environnemental et social bien défini. Volontairement, les entreprises ont dressé un état des lieux de leur responsabilité sociale d'entreprise (RSE) avec des référentiels internationaux, souligne M. Debane.

Dans le cadre de ces rapports, il existe des différences notables. Les entreprises françaises et européennes font un reporting

beaucoup plus orienté sur les consommateurs et les clients alors que les entreprises américaines, par exemple, lui donnent un contenu beaucoup plus financier, à destination avant tout des actionnaires. « En matière de développement durable, personne n'est parfait : l'important c'est d'intégrer la démarche », poursuit le président de la Commission du CIAN.

CHERCHER SA VOIE

Toutefois, même si les entreprises françaises sont de plus en plus familières aux concepts de développement durable, elles cherchent encore bien souvent leur voie et sont à l'affût d'idées, de concepts et de procédures. D'où la mise en place des confé-

rences développement durable animées par Georges Debane au sein même des entreprises. Celles-ci, à ce jour, se retrouvent entre elles, pour échanger librement sur leurs approches et comparer leurs démarches respectives dans une but d'échanges de bonnes pratiques. Ainsi, le nombre d'entreprises du CIAN qui sont impliquées ces deux à quatre dernières années croît, chaque entreprise appliquant les principes du développement durable dans sa spécificité. En outre, une charte du développement durable a été approuvée en Assemblée Générale Extraordinaire et est rattachée aux statuts du CIAN. Depuis l'existence de la Commission et de ce concept, sept conférences ont été orga-

[Coup de projecteur : le marché du carbone en Afrique]

Le marché du carbone a connu des fluctuations : florissant en 2005 et 2006, puis baissant fortement en 2007, année qui marque la fin de la phase I des accords de Kyoto. À l'image des crus de vins, l'année 2008 est une année charnière où commence l'activation de la deuxième phase de Kyoto, la tonne de CO₂ variant aux alentours de 15 à 25 euros. Le marché est jeune, de nombreux acteurs s'y sont mis, y compris des banques. Par ailleurs, plusieurs initiatives ont vu le jour dans différents États américains et canadiens pour réduire les émissions de CO₂ et créer

un futur marché du carbone qui à terme pourrait être plus volumineux que le marché actuel.

Les industriels y attachent de l'importance car il génère des revenus annuels réguliers sur une longue durée et demande comparativement peu d'investissement au départ, donc un retour sur investissement très bénéfique. En effet, rappelons que ce n'est pas l'État mais l'entrepreneur qui bénéficie du transfert de technologie de la part de l'entreprise polluante, qui se voit allouer les crédits et qui pourra les monnayer sur le marché des crédits

carbone, dont le principal est à Londres.

Les entreprises installées au Maroc et en Tunisie ont eu recours récemment à ce marché, comme l'Algérie en matière de réduction de torchères il y a plusieurs années déjà. En Afrique du Sud, une entreprise a changé son process avec une gazéification du charbon comme en Égypte, où une autre a modifié son process dans ses usines de production d'engrais à partir du nitrate. Peu de projets sont à signaler en Afrique subsaharienne, à l'exception du Niger qui a lancé un projet de plantation

d'eucalyptus pour absorber le CO₂. D'autres projets sont en cours d'élaboration dans les pays africains : dans le cadre du processus de Kyoto, il faut un an ou deux pour faire approuver son projet. S'agissant du Bassin du Congo, deuxième poumon du monde après l'Amazonie, les réflexions se poursuivent. Selon M. Debane, il sera difficile de trouver un positionnement global et un consensus entre autant d'acteurs, pays et entreprises. Peut-être, avance l'expert, faut-il traiter le dossier pour une région incluant un ensemble de pays.



nisées. « Celui qui a trouvé quelque chose de particulier à faire sur l'Afrique le communique aux autres qui, à leur tour, réagissent. C'est une table ronde. Les entreprises y trouvent leur compte et l'occasion de dialoguer entre elles, sur des problématiques plus spécifiques à l'Afrique et mieux ciblées que celles abordées lors des grandes conférences, au niveau planétaire. Ici, elles planchent très précisément sur l'Afrique. »

De l'ensemble des membres du CIAN, une vingtaine sont particulièrement impliquées dans le développement durable en Afrique. Si les projets se réalisent depuis quelques années, on constate ces douze derniers mois un engouement particulier pour le solaire et l'éolien en matière d'énergies durables. Ainsi, EDF a participé avec le Maroc dans le développement des capteurs solaires, et ce de telle manière que le projet peut être dupliqué dans d'autres pays. On constate également une implication plus grande des entreprises en faveur de la protection de l'environnement en Afrique ainsi que dans le domaine social, notamment la santé.

UN POSITIONNEMENT AFRICAIN INÉGAL

Côté africain, force est de constater que les États et les entreprises demeurent encore timides en la matière. Timides envers les investisseurs étrangers, notamment américains ou chinois, à qui l'on oppose rarement l'importance de leurs émissions de

gaz à effet de serre dans leur propre pays (25% chacun des émissions globales planétaires) pour monnayer ou négocier un projet. Par ailleurs, les mécanismes de développement propres sont souvent mal connus en Afrique et nombreux sont ceux qui découvrent avec surprise que les financements qu'on peut tirer du marché du carbone ne sont pas liés aux sources de financement multilatérales ou bilatérales. Les crédits carbone sont récurrents durant la vie du projet et l'entreprise en tire des recettes qui sont significatives. Lorsque l'on regarde une carte de l'Afrique, on constate ces deux dernières années un relativement bon positionnement sur ce cré-

neau des énergies renouvelables de l'Afrique du Nord, à l'exception de la Libye, et de l'Afrique du Sud. Mais l'Afrique subsaharienne connaît des performances très modérées.

En terme de développement durable, des groupes comme Lafarge dans ses cimenteries, ou Total Exploration et Production ont été très présents sur ce segment. Accor et CFAO font beaucoup, par exemple, en terme social et environnemental à l'égard de leurs clients et de leur personnel. Les sociétés forestières françaises sont davantage dans la protection de l'environnement par le biais de la certification, et ont des collaborations avec des ONG.

Les travaux de la Commission

En 2008, la Commission a poursuivi dans son modèle d'intervention :

- des réunions au sein des entreprises françaises,
- un contact régulier avec les responsables développement durable des entreprises membres du CIAN,
- une intervention au Centre de Développement des Energies Renouvelables au Maroc (CDER) sur l'électrification, vecteur du développement durable en Afrique,
- une conférence CIAN sur « la Responsabilité Sociale des Entreprises (RSE) sur le continent africain », avec des interventions sur :
 - l'évolution du Reporting RSE, par George Debane ;
 - les actions sociétales menées en Afrique, par Total Exploration et Production ;
 - la préservation de l'environnement en Afrique, par Sogea-Satom de Vinci Construction,
- une intervention dans le colloque « Les arts africains nouveaux enjeux, nouveaux partenariats », organisé par Afric'artec et l'école ESC Rennes Business School sur les partenariats d'entreprises nord sud pour les énergies renouvelables et sur le mécénat d'entreprise.

En 2009, deux thèmes seront proposés aux entreprises :

- une conférence développement durable en début d'année sur les énergies renouvelables notamment l'éolien et les capteurs solaires, et la réduction du CO₂ au delà des énergies renouvelables ;
- une conférence sur les réductions des émanations de méthane des décharges publiques des grandes agglomérations africaines, qui sont considérées selon Kyoto comme participant au réchauffement planétaire et peuvent donc bénéficier des crédits de CO₂.

[Commission Anticorruption]

Plus d'égalité face aux mesures anticorruption

« En matière de corruption, les situations en Afrique évoluent relativement vite, dans un pays ou un autre, en bien ou en mal. Et c'est ainsi depuis une dizaine d'années. » Philippe Montigny, président de la Commission Anticorruption du CIAN et président d'ETHIC Intelligence, en conclut : « Les gouvernements qui sont au pouvoir en Afrique ont une réelle capacité à faire reculer la corruption pour peu qu'ils s'en donnent les moyens. » Mais ce n'est pas pour autant des mesures faciles à prendre et encore moins à appliquer, même si la volonté politique existe, tant les enjeux personnels financiers sont importants.

DEUX FOIS COUPABLES

Aussi le sujet est-il majeur et à facettes multiples. Ces derniers mois, la Commission du CIAN animée par Philippe Montigny a concentré ses efforts sur essentiellement deux dossiers.

Tout d'abord, le faible nombre de pays signataires de la Convention Anticorruption de l'OCDE, adoptée il y a dix ans et entrée en droit positif français en septembre 2000. Elle ne concer-

ne pour l'instant qu'une trentaine de pays et par conséquent ne s'applique qu'aux entreprises de ces pays. Pourtant, cette Convention est ouverte à la signature d'États non membres de l'OCDE. D'ailleurs, 7 pays l'ont paraphée récemment comme le Brésil, le Chili ou encore l'Afrique du Sud. Des négociations avec Israël et la Russie sont en cours. Mais les pays non signataires sont encore nombreux. Or, pour une entreprise d'un pays non signataire, comme la Chine, verser un pot-de-vin à un agent public étranger n'est pas répréhensible au regard de sa législation nationale.

Toutefois, dans le cadre des appels d'offres de la Banque mondiale par exemple, toutes les entreprises déposant un dossier sont assujetties aux mêmes obligations : la corruption est sanctionnée par l'exclusion pendant trois ans des marchés. Une entreprise française se verrait donc infliger une double pénalité : celle de la Banque et celle de sa législation nationale. L'entreprise d'un pays non signataire de la Convention OCDE, quant à elle, se verrait seulement exclue tem-

porairement des contrats Banque Mondiale. « Nous essayons d'inciter la Banque mondiale à demander aux entreprises, en préalable à l'examen de leur dossier, de faire état de ce qu'elles font concrètement pour prévenir et lutter contre la corruption. », explique M. Montigny qui constate toutefois que ces douze derniers mois, ce dossier n'a pas évolué : certains pays émergents considéreraient qu'il y a discrimination à leur égard puisque les entreprises des pays occidentaux sont beaucoup plus avancées que leurs entreprises en matière de lutte contre la corruption.

FAVORISER LA RÉVÉLATION VOLONTAIRE

Le deuxième dossier est davantage franco-français mais avec des répercussions importantes sur les activités à l'international. Le chef d'entreprise français est responsable personnellement et pénalement des délits de corruption commis dans son entreprise. Il ne pourra pas, comme son homologue américain par exemple, plaider coupable devant la Justice par le biais de la *voluntary disclosure* – la « révélation volontaire » –, ce qui dégagerait

sa responsabilité pénale personnelle, même si l'entreprise reste redevable de l'amende.

« Lorsque vous êtes un dirigeant d'entreprise française et que vous découvrez une malversation, bien évidemment la justice française aimerait que vous veniez lui en apporter les preuves. Mais en le faisant, vous vous mettez sur le banc des accusés tant auprès de la justice qu'auprès de l'opinion publique. Il n'existe pas de mécanisme comme aux États-Unis qui protège votre responsabilité pénale en la matière tout en vous incitant à coopérer avec les autorités judiciaires », souligne Philippe Montigny.

Une question qui, en France, implique trois ministères. Le ministère de l'Économie serait, a priori, favorable à une réforme de cette sanction pénale lorsqu'il y a coopération avec la justice. Le ministère des Affaires Étrangères est également sensible au dossier. En revanche, la Chancellerie est plus réticente. « Pour le ministère de la Justice, la notion de plaider coupable n'est pas vraiment dans la tradition française même si depuis quatre ans, il peut y avoir comparution immédiate sur reconnaissance préalable de culpabilité », souligne l'expert. « Une sorte de "plaider coupable" mais qui ne s'applique qu'aux délits sanctionnés par moins de 5 ans d'emprisonnement. Or, la corruption est sanctionnée par 10 ans. Ce « plaider coupable » à la française n'existe donc pas, contrairement aux États-Unis, en Italie, en Allemagne. »

L'expertise du CIAN sollicitée

1. La Commission Anticorruption a été consultée par l'OCDE à l'occasion du Réexamen des instruments de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales dix ans après leur adoption. La Commission a fait valoir le point de vue du CIAN dans le cadre d'un document (« position paper ») (www.cian.asso.fr ou www.oecd.org, « Réexamen des instruments anticorruption : consultation publique »).

2. La Commission Anticorruption du CIAN a été invitée en février, en Suisse, par le Basel Institute on Governance pour intervenir sur les questions de corruption, l'Afrique et l'espace OHADA. L'institut est présidé par Mark Pieth qui dirige depuis 1990 le Groupe de travail de l'OCDE sur la corruption dans les marchés internationaux. La Commission Anticorruption est également régulièrement consultée sur ces sujets par le MEDEF et le MEDEF International lors d'actions de réflexion et de sensibilisation.



[Commission NTIC]

Fracture numérique : l'année de l'attente

« L'entreprise, quelle qu'elle soit, a besoin de connaître les règles du jeu du marché pour investir et développer ses activités. C'est encore plus vrai en Afrique, ce qui explique entre autres le succès de l'OHADA. Les communications électroniques sont aujourd'hui la base du développement des entreprises : comment faire du business sans Internet et sans télécommunications ? Les moyens offerts par les technologies sont là et les entreprises ne peuvent vivre sans cela ; non seulement les entreprises de télécommunications mais toutes les entreprises », déclare Jacques Blanché, président de la Commission NTIC du CIAN et vice-président de l'association ACP-Numérique. « Dans ce secteur, la règle du jeu, c'est essentiellement le cadre réglementaire qui, s'il est harmonisé à l'échelon régional et communautaire, n'est plus à la discrétion des pouvoirs politiques locaux. L'harmonisation implique l'autonomie des autorités réglementaires vis-à-vis du pouvoir politique d'où confiance des investisseurs, développement et donc lutte contre la pauvreté. »

En Afrique de l'Ouest, beaucoup de chemin a déjà été parcouru grâce, notamment, à la détermination du président de la Commission de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Soumaila Cissé fervent défenseur de l'OHADA. « Il a estimé qu'il fallait mettre en place une OHADA des télécommunications », souligne Jacques Blanché. Dès la fin de l'année 2005, l'UEMOA a préparé des

directives « unifiées et modernes » tenant compte des évolutions du secteur. Ces textes ont été soumis fin 2006 à la CEDEAO qui les a adoptés après adaptations en minimisant le caractère supranational du rôle des régulateurs : « une approche plus anglo-saxonne », rappelle-t-il. En effet, dans les textes de l'UEMOA, un comité des régulateurs dépendant du Conseil des ministres de l'union régionale a été créé. Une façon aussi d'assurer aux régulateurs une certaine autonomie et des marges de manœuvre par rapport à leurs autorités de tutelle nationales. « Un des problèmes des télécoms, c'est que les enjeux financiers et économiques sont énormes », note-t-il. Il était prévu que ces textes supranationaux régionaux devaient être transposés dans le droit positif de chaque Etat membre avant mars 2008. L'extension à la CEDEAO a introduit une nouvelle date butoir pour la transposition en législations nationales, mars 2009. Le Burkina Faso, le Sénégal, le Mali et la Côte-d'Ivoire, entre autres, ont lancé la procédure.

LA CEMAC INDÉCISE

Un succès qui avait pour vocation d'être reproduit, peu ou prou, dans la zone de la CEMAC. Dès juin 2006, la

[**Le Sénégal en pointe sur la numérisation douanière**]

Où en est la numérisation des procédures douanières, projet lancé par EDIFRANCE, l'association Paris Insert, et soutenu par des membres du CIAN ? L'Asie a beaucoup

Une avancée majeure

Au moment de la mise sous presse de ce Rapport CIAN, une avancée majeure en la matière a été faite. Après avoir noté le caractère innovant du projet de cadre réglementaire pour les télécommunications proposé par la Commission de la CEMAC et ACP-Numérique, le Conseil des ministres des Télécommunications/TIC de la CEMAC, réuni à Brazzaville le 21 novembre, a approuvé le règlement et les cinq directives constituant le futur cadre réglementaire harmonisé du secteur au sein de la région. Ils ont également insisté sur la nécessité d'accélérer la transposition de ces directives en législations nationales afin de bénéficier dans les plus brefs délais des retombées de la société de l'information. Le fonds de service universel sera géré par l'autorité nationale de régulation.

CEMAC a accepté la proposition d'ACP-Numérique de prendre en charge la préparation d'un cadre réglementaire des communications électroniques de la région. Après une série de missions et d'enquêtes dans chacun des six Etats membres en introduisant les concepts les plus modernes, un projet de règlement et directives a été adressé à la CEMAC en avril 2007. Réunis en atelier de validation en juin 2007, les régulateurs et les représentants des six pays ont approuvés les textes proposés après quelques amendements. « Tout était alors carré, mais depuis rien ne s'est passé pendant un an », constate l'expert.

La réunion à Dakar du 4 au 6 juin 2008 de tous les régulateurs africains, sous l'égide de l'Union Internationale des Télécommunications (UIT) en

liaison étroite avec l'Union Africaine des Télécommunications (UAT), a été une occasion pour pousser le dossier. Le Conseil des Ministres des télécommunications de la CEMAC vient d'être fixé en novembre 2008. Par ailleurs, lors de la conférence Novatech à Addis Abeba en février 2008, le Burundi et Madagascar se sont montrés très intéressés par les textes proposés à la CEMAC de même que la République Démocratique du Congo à la suite d'une mission à Kinshasa.

Au Kenya, l'expérience en vraie grandeur de la mise à disposition du large bande en zone rurale et une réglementation adaptée ont démontré la pertinence du rôle des télécommunications dans le développement et la création d'emploi « projet Seg Valley ».

avancé sur ce dossier et d'ailleurs la réunion, fin 2008, devait se tenir à Taipei. En Afrique, le Sénégal est en pointe sur ce sujet : son programme a démarré en début d'année.

Pour le secteur privé, c'est un atout majeur car cette automatisation des procédures douanières accélère le dédouanement et réduit les risques de corruption.

[Commission SIDA-ENTREPRISES]

L'année des projets

2008 sera, sans aucun doute, marquée dans les annales de SIDA-ENTREPRISES. « Aux actions de formation qui se sont renforcées dans les sièges des entreprises à Paris, des projets majeurs se sont mis en place, sur le terrain, en Afrique. L'échange d'expériences entre les membres est fondamental. Avec toujours pour seul objectif : la lutte contre le VIH-sida au sein des entreprises. » Pour Sophie Stepanoff, directeur du Développement de SIDA-ENTREPRISES, association née en 2003 de réflexions menées au sein du CIAN, 2008 aura été l'année du développement. Une année riche en projets qui devraient donner à l'association plus de visibilité sur la scène française et africaine, notamment lors de la 15^e Conférence africaine sur le

Sida qui se tenait à Dakar en décembre.

LA FORMATION, PIVOT DE L'ACTION

« L'association SIDA-ENTREPRISES apporte à ses membres des appuis techniques et méthodologiques afin qu'ils mettent en place et gèrent dans leurs filiales africaines un programme de lutte contre le VIH-sida au profit des salariés et de leurs familles », explique Sophie Stepanoff. Les responsables de programmes de lutte contre le VIH-sida dans les entreprises membres sont le plus souvent issus des Directions des Ressources Humaines des entreprises, des Directions du Développement Durable ou RSE et parfois des Directions opérationnelles. « Lorsqu'ils prennent leur poste, ces personnes n'ont

généralement pas de connaissances particulières sur le VIH-sida », constate la responsable de l'association. « Ils sont donc très demandeurs de formation. »

SIDA-ENTREPRISES organise donc des formations *ad hoc*. Cinq rencontres à Paris ont jalonné l'année, alternant ateliers thématiques et bilans des programmes de lutte contre le VIH-sida des entreprises membres. Trois ateliers ont porté sur « l'engagement des directeurs de filiales », « la mise en place d'un comité et son fonctionnement », sans oublier « l'évaluation initiale des besoins et ressources » pour mettre en place de tels programmes. Quatre bilans ont été réalisés, chez Sanofi-Aventis, Société Générale, Gras Savoye et AGF,

pour présenter les résultats des programmes mis en œuvre dans leurs filiales africaines.

Deux journées de formation se sont en outre tenues au siège de Sanofi-Aventis durant lesquelles le Dr Jean-Pascal Ducret, responsable de la Mission Solidarité VIH-sida dans cette entreprise, a fait le point des connaissances médico-scientifiques nécessaires pour parler de cette maladie. Eric Fleutelot, secrétaire général adjoint International de Sidaction, a évoqué la prise en charge psychosociale et le rôle des associations communautaires en Afrique, tandis que Sophie Stepanoff a dressé l'état des lieux de la lutte contre le sida en milieu de travail en faisant la typologie des acteurs. Des actions qui se poursuivront

Missions et organisation du CIAN**Une expérience / une éthique**

Le CIAN rassemble des entreprises employant ensemble plus de 80.000 personnes, qui réalisent un chiffre d'affaires global de 40 milliards d'euros, grâce à une présence permanente dans 49 pays du continent africain.

Les entreprises membres du CIAN (dont 50 % de PME-PMI) génèrent plus de 75% de l'activité des sociétés françaises opérant en Afrique.

Le CIAN est fondé à exprimer la vision et le point de vue des entreprises françaises, à apporter conseil et appui à ses adhérents et à favoriser des actions de partenariat, de lobbying, de relations publiques, entre eux ou pour eux, ainsi qu'à intervenir dans leur intérêt auprès des pouvoirs publics et des décideurs. Ses membres respectent les principes de la Déclaration du CIAN sur la prévention de la corruption* ainsi que, conformément à ses statuts, ceux de sa Charte sur le développement durable*.

Une organisation / un interlocuteur

Le CIAN anime des commissions géographiques et plusieurs groupes de travail techniques et spécialisés sur des thématiques d'intérêt pour les entreprises (juridique et fiscal, social, économique et financier) et sur tout sujet d'actualité en tant que de besoin (anti-corruption, formation-éducation, développement durable, NTIC...). Le CIAN développe et entretient depuis sa création un réseau international de correspondants, spécialistes reconnus, qui constituent autant de « points-conseil » pour ses adhérents. Leur expérience d'opérateurs de terrain est mise en commun et fonde l'expertise du CIAN. Le CIAN agit pour ses membres comme facilitateur et médiateur, afin de faire émerger des solutions pragmatiques aux difficultés et litiges ponctuels liés à leur développement ou à leurs activités.

Un réseau / une influence

Le CIAN est présent au travers des 1.000 établissements de ses adhérents, dans une cinquantaine de pays. Le CIAN entretient des relations de travail étroites et partage des réflexions de haut niveau avec les pouvoirs publics, et les organismes politiques et économiques représentatifs en France, en Europe et en Afrique.

Le CIAN entretient et anime des relations régulières avec l'ensemble des organisations professionnelles françaises et étrangères s'intéressant au continent africain. Le CIAN est membre de l'EBCAM (European Business Council for Africa and the Mediterranean) et partenaire du CCA américain (Corporate Council on Africa). Il siège au conseil d'administration de l'AFD (Agence Française de Développement). Il est consulté par les organismes de financement multilatéraux.

Depuis sa création, le CIAN encourage ses adhérents, au-delà de leurs intérêts économiques et commerciaux, à oeuvrer pour une Afrique qui s'engage durablement sur la voie du développement.

Des réalisations

Le CIAN a été à l'origine de la création de l'OHADA*, de Sida Entreprises* et de ACP Numérique*, autant d'initiatives fédératrices et structurantes de l'action de ses adhérents au profit du développement de l'Afrique.

* www.cian.asso.fr

Pour en savoir plus et adhérer :

CIAN, 45, rue de la Chaussée-d'Antin, 75009 Paris

Tél. : 01 45 62 55 76 ; Fax : 01 42 56 79 33

Courriel : relationcian@cian.asso.fr



en 2009 autour de nouveaux thèmes : comment nouer des partenariats avec des associations sur le terrain ? Quels indicateurs utiliser pour évaluer les progrès des programmes ? L'approche socio-anthropologique du VIH, la transmission mère-enfant, etc.

AVOIR DES RÉFÉRENTS MÉDICAUX LOCAUX

Un autre événement majeur de l'année a été de mettre en place au Burkina Faso et au Sénégal deux projets de formation du personnel médical d'entreprises. Dans ces deux pays, des coalitions d'entreprises se sont créées récemment (2006 et 2007), montrant la volonté de certaines entreprises d'aller plus loin en commençant par échanger leurs expériences. « Offrir ces programmes de formation aux entreprises qui s'étaient engagées était une façon de leur montrer qu'en se regroupant, on pouvait mener de vrais projets communs ; par ailleurs la formation du personnel médical d'une entreprise est primordial pour la qualité des

actions menées », explique Sophie Stepanoff.

Il ne s'agit pas tant d'un changement de cap pour SIDA-ENTREPRISES puisque l'association était déjà active dans ces deux pays en dispensant un appui méthodologique (comment mettre en place un programme, trouver les bons partenaires, etc.), mais d'un pas franchi vers des actions concrètes. Suite à un Appel à Propositions, les deux programmes de formation sont mis en place avec l'OPALS au Sénégal et ICI au Burkina Faso. Les entreprises bénéficiaires sont les membres de l'Action des Entreprises contre le VIH-sida au Burkina (AECV-B) ainsi que des entreprises suivies par le Bureau International du Travail (BIT) et les membres de l'Association Sénégalaise des Entreprises Privées/Lutte contre le Sida (ASEP/LS) : la plupart des filiales des entreprises membres de SIDA-ENTREPRISES adhèrent à ces coalitions nationales. Le fait que d'autres

[Le lien CIAN - SIDA-ENTREPRISES]

En 2002, le CIAN a organisé une première réunion de ses membres afin de les aider dans leurs réflexions sur l'impact du sida sur un plan humain et économique dans leurs entreprises et dans leur environnement des affaires. De ceci est née l'année suivante SIDA-ENTREPRISES.

Association Loi 1901 avec son propre budget et statut, les liens de l'association et du CIAN se trouvent essentiellement « dans les gènes de SIDA-ENTREPRISES ».

De 2003 à 2006, l'action de SIDA-ENTREPRISES a consisté en des échanges et des

conférences à Paris pour maîtriser la problématique ainsi qu'une réunion annuelle qui mobilisait les entreprises et les acteurs de la lutte contre le VIH-sida dans un pays d'Afrique différent à chaque fois : Douala en 2004, Dakar en 2005, Casablanca en 2006.

En 2006, le poste de directeur de développement a été créé et des missions d'appui sur le terrain ont été mises en œuvre auprès des différentes filiales des sociétés membres. L'association a pour recettes les cotisations annuelles (6 000 euros) de ses 20 entreprises membres et des donations.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Président : *Gérard Pélisson,*

Coprésident fondateur du Groupe ACCOR

Président délégué : *Anthony Bouthelier, Administrateur de sociétés africaines, administrateur de l'Agence Française de Développement, Conseiller du commerce extérieur de la France*

Vice-présidents : *Claude de Peyron, Conseiller diplomatique du Président de THALES International*
Michel Roussin, Vice-président du Groupe BOLLORE

Secrétaire Général : *Stephen Decam, Directeur général délégué du groupe CFAO*

Trésorier : *Jean-Paul Lespinasse, Président d'ACCOR Afrique*

Administrateurs : *Pierre Arnaud, Vice-président de la Compagnie Fruitière*
Alain Cassuto, Président du directoire de la compagnie OPTORG
Pierre Castel, Président-directeur général de BGI

Jean-Louis Castelnau, Administrateur de sociétés africaines, conseiller du commerce extérieur de la France

Philippe Chavent, Directeur général de SOGEA-SATOM (VINCI)

Eric Dahlstrom, Directeur des opérations pour l'Afrique et le Moyen-Orient d'ITG (Coralma-Tobaccor)

Amadou Kane, Responsable Afrique et Océan Indien de BNP Paribas

Dominique Lafont, Directeur général de BOLLORE AFRICA LOGISTICS

Serge Michailof, Consultant international
Gérard Priet, Administrateur de filiales africaines d'AIR LIQUIDE

Étienne Rachou, Directeur général du CDR Afrique et Moyen-Orient d'AIR FRANCE

Bruno Ribeyron-Montmartin, Secrétaire général de la Direction Afrique de TOTAL Francis Rougier, Président du directoire de ROUGIER SA

Alain Taieb, Président-directeur général d'AGS Mobilitas

Alexandre Vilgrain, Président-directeur général de SOMDIAA

Alain Viry, Président-directeur général du groupe CFAO

ADMINISTRATION DU CIAN

Chargée de communication :

Alix Camus

Assistantes :

*Anne-Marie Jourdan,
Anne-Marie Pukala*

sociétés engagées dans la lutte contre le sida bénéficient de ces deux programmes de formation permet de créer des synergies avec d'autres acteurs.

S'étalant sur une période de trois ans, à raison de modules de 3 à 4 jours plusieurs fois par an, ces programmes de formation sont destinés à renforcer les capacités des médecins, infirmiers ou attachés de santé pour qu'ils

deviennent de véritables piliers des programmes de lutte contre le VIH-sida. « Qu'ils deviennent réellement sur le sujet La référence médicale dans l'entreprise », précise la responsable. « Il s'agit pour eux bien entendu de connaître le virus, les moyens de prévention, mais surtout la façon d'aborder le sujet avec les employés et leur famille, de les inciter à se faire dépister, être

capable d'expliquer comment se déroule un traitement, de donner de très bonnes informations et du coup, de participer pleinement à la prévention menée par l'entreprise. »

Les premières sessions de formation au Sénégal (75 participants issus de 25 entreprises) et au Burkina (50 participants issus de 21 entreprises) se sont déroulées en décembre 2008.

sur l'avenir de SIDA-ENTREPRISES. Il s'agit de dresser le bilan et de lancer une réflexion sur la pertinence des actions choisies, leur efficacité, analyser également les changements du contexte de la lutte contre le sida, préciser les ambitions que SIDA-ENTREPRISES pourrait avoir à l'horizon 2011, sans oublier les actions qui pourraient ou devraient être menées... ni les ressources nécessaires qui découleront de ces choix.

Pour plus d'information :
www.sidaentreprises.org

Ils ont rejoint le CIAN en 2008

Africa and Middle East Capital, Atlas Group International, Bank Audi Saradar, CMA CGM, EDF, Fénéon & Delabrière, Jean-François Colin, Legras Industries, Simmons & Simmons, Spie.

LES VERTUS

DU RÉTROVISEUR

Fin 2008, l'association a lancé un audit, réalisé par Ernst & Young,

LES COMMISSIONS DU CIAN

COMMISSIONS TECHNIQUES

Commission Anticorruption

Président : Philippe Montigny, directeur exécutif d'Ethic Intelligence
Email : philippe.montigny@ethic-intelligence.com - Tél. : 01 70 08 73 15

Commission Éducation-formation

Président : Didier Acouety, PDG d'AfricSearch
Coordinateur : Jean-Jacques Landrot, gérant de Consultland
Email : jj.landrot@consultland.fr - Portable : 06 84 35 49 33

Groupe de travail Développement durable

Président : Georges Debane, enseignant à l'Université Paris X en Master 2 Affaires Internationales
Email : debane@online.fr - Portable : 06 13 15 10 40

Commission Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication

Président : Jacques Blanché, vice-président d'ACP Numérique
Email : jacques.blanche@wanadoo.fr - Portable : 06 08 62 84 53

SIDA-ENTREPRISES

Président : Alain Viry, président-directeur général du groupe CFAO
Directrice du développement : Sophie Stepanoff
Email : sstepanoff@cfao.com - Tél. : 01 46 23 56 72
Chargée de communication : Eva Tejedor
Email : etejedor@sidaentreprises.org - Tél. : 01 46 23 59 72

Commission Sociale

Président : Marc Vezzano, président de l'Icarfex
Email : marc_vezzano@trace.ch - Portable : 06 07 84 36 02

Commission Juridique et Fiscale

Président : Jean-Jacques Lecat, avocat associé CMS Bureau Francis Lefebvre
Email : jean-jacques.lecat@cms-bfl.com - Tél. : 01 47 38 56 82

Commission Économique et Financière

Président : Gabriel de Sainte Marie
Email : desaintemarie@wanadoo.fr - Portable : 06 73 56 14 18

COMMISSIONS GÉOGRAPHIQUES

Commission CIAN - Etats-Unis

Président : Christophe Asselineau, avocat associé Cabinet Simmons & Simmons. **Email :** christophe.asselineau@simmons-simmons.com - Tél. : 01 53 29 16 00

Relations avec les Institutions Européennes

Responsable : Patrick Sevaistre
Email : sevaistre.patrick@wanadoo.fr - Portable : 06 11 57 12 43

Commission Maghreb

Présidents : Jean-Pierre Gonon et André Creis
Email : relationcian@cian.asso.fr - Tél. : 01 45 62 55 76

Commission Afrique de l'Ouest francophone

Président : Patrick Brunissen, fondateur associé de PLB International, président de la Commission Afrique et Océan Indien du CNCCEF
Email : pbrunissen@wanadoo.fr - Portable : 06 60 47 03 65

Commission Afrique anglophone

Président : Jacques Manlay
Email : jacques.manlay@orange.fr - Portable : 06 87 63 18 31

Commission Afrique lusophone

Président : Alain Fénéon, avocat associé Cabinet Fénéon et Delabrière - **Email :** cabinet.feneon@wanadoo.fr - Tél. : 01 45 04 26 35

Commission Afrique Orientale, Océan Indien

Président : Jean-Claude Napias, consultant et conseiller du commerce extérieur de la France
Email : jcnapias@wanadoo.fr - Portable : 06 82 42 79 15

Commission Afrique Australe

Président : Jean Lavigne
Email : cian.jean.lavigne@gmail.com - Portable : 06 07 18 87 82



Mercedes-Benz

Et chaque voyage sera un rêve...

Nouvelle Classe C.

Avec la Nouvelle Classe C, nous vous invitons à entrer dans un monde sans compromis.

Un monde où performance et raffinement se joignent pour vous faire vivre une expérience unique.

Un monde très sélect où l'extrême confort se conjugue à la sportivité pour qu'à tout instant vous éprouviez un immense plaisir de conduite.

Au volant de la Nouvelle Classe C, vous allez vivre une toute nouvelle expérience où les chemins les plus familiers vous paraîtront nouveaux. Rendez-nous visite et laissez-vous ravir.

C - à vous de la découvrir.

Tractafrik
motors



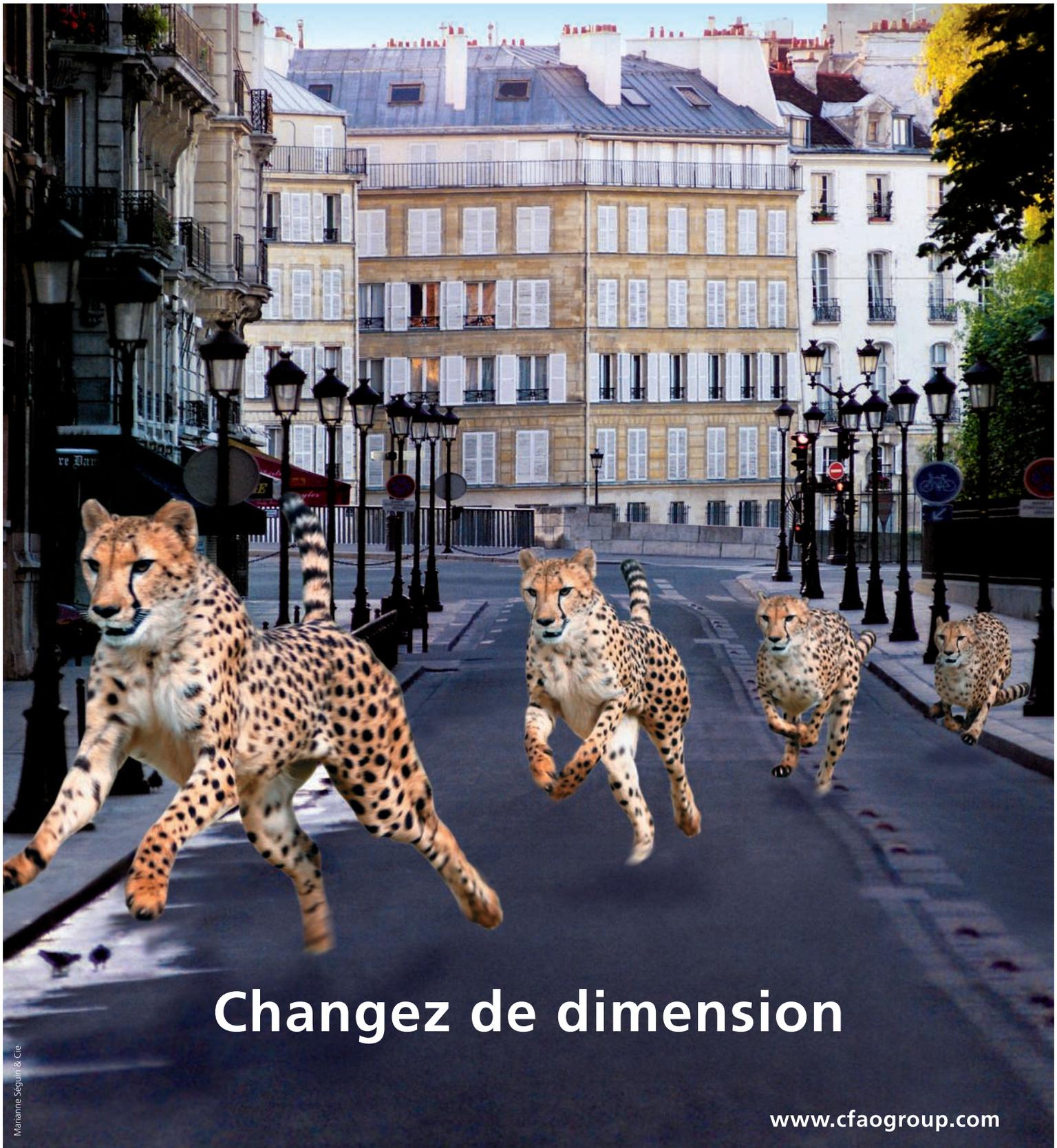
World Class Services in Africa

Mercedes-Benz fait confiance à Tractafrik Motors pour la distribution générale de ses véhicules en Afrique de l'Ouest et centrale.



Véhicules particuliers, véhicules industriels et services après-vente dans les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Sierra Leone, Togo, Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, RCA, République démocratique du Congo, Tchad.

Tractafrik : 5, rue Bellini 92806 Puteaux - Tél. : (33) 1 49 06 44 00 - Email : info@optorg.fr



Changez de dimension

www.cfaogroup.com

Importateur-Distributeur exclusif des plus grands constructeurs automobiles mondiaux. (En 2007 : 70 000 véhicules neufs vendus, 1,5 milliard € de CA, + 156% depuis 2000). Présent, avec 4 800 collaborateurs, dans 26 pays d'Afrique et en OutreMer, CFAO Automotive est l'activité leader du Groupe CFAO, une société de PPR.

www.cfaoautomotive-recrute.com



CFAO AUTOMOTIVE